

LE PHARMACIEN DEVANT LA LOI PÉNALE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Raoul MICHEL

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Montpellier

Attaché au Parquet Général



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1935

**LE PHARMACIEN
DEVANT LA LOI PENALE**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555203_0088

LE PHARMACIEN DEVANT LA LOI PÉNALE

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Raoul MICHEL

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Montpellier

Attaché au Parquet Général



LYON

BOSC Frères, M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1935

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, Professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, Professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, Professeur d'Economie politique.

TISSET, Agrégé d'Histoire du Droit.

DELBEZ, Agrégé, Droit Constitutionnel.

LEMERCIER, Chargé de Cours d'Histoire du Droit.

DIJOL, Chargé de Cours de Droit Civil.

VALÉRY, Doyen honoraire.

DONAT, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



Membres du Jury :

MM.

LÉGAL, Président.

MOYE, Doyen honoraire à la Faculté de Droit.... *Assesseurs*
FONZES-DIACON, Doyen de la Faculté de Pharmacie

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

AUX MIENS

A MES MAÎTRES

A MES AMIS

LE PHARMACIEN

DEVANT LA LOI PENALE

INTRODUCTION

CARACTERES ET DEFINITION

La pharmacie est une science très ancienne qui a été professée tantôt par des savants, tantôt par des commerçants.

Ce sont d'abord les Druides qui s'occupent de guérir leurs contemporains. Puis, en Grèce et à Rome, nous retrouvons deux grands savants, Hippocrate et Claude Galien, qui sont considérés comme les pères de la pharmacie contemporaine. En Orient, ce sont les grands chefs de la secte religieuse hérétique de Nestorianus qui ont été les fondateurs de la pharmacie autonome : le grand Prêtre Aaron à Alexandrie, le Khalife Jean Mésué, « l'Evangéliste des Pharmaciens », à Bagdad.

Pendant ce temps, en France, la pharmacie domestique reprend créance ; ce sont les « espiciers » qui font commerce d'apothicairerie.

Pendant longtemps, la pharmacie fut, en France, moins un art qu'un commerce. Mais, à l'époque de la Renaissance, sous l'influence des ouvrages scientifiques des Arabes et des Juifs, se fait une synthèse des différents caractères de la pharmacie.

C'est alors qu'est fondée la célèbre Ecole de Mont-

pellier, qui fut transformée par les Papes, au XIII^e siècle, en Université.

Le Pouvoir Royal s'intéressa à la pharmacie : en 1353, Jean le Bon rend des Ordonnances visant plus particulièrement les apothicaires et les médicaments qu'ils préparent. En 1514, Louis XII accorde aux apothicaires d'avoir une jurande particulière et défend aux épiciers de se mêler d'apothicairerie en aucune manière. C'est la reconnaissance officielle du monopole de la pharmacie.

Ces dispositions furent maintenues jusqu'à l'Edit de 1632, rendu par Louis XIII, qui a été la base de la profession pharmaceutique jusqu'en 1777, date de la création du Collège de Pharmacie de Paris.

Ce collège devait bientôt faire place, au cours de la Révolution, à la Société Libre des Pharmaciens de la Seine ; puis les conditions d'exercice de la pharmacie dans la France entière furent, en quelque sorte, codifiées par la loi de Germinal an XI.

La pharmacie est donc, historiquement, un commerce, un art et un monopole. C'est encore ce triple caractère que nous devons lui reconnaître aujourd'hui.

A la période de l'évolution où nous nous trouvons, comment définir la pharmacie ? Ou, ce qui revient au même, qu'est, aux yeux de la loi, le pharmacien ?

M. Hiély, Vice-Président de la Fédération des pharmaciens du Sud-Est, dans un discours qu'il prononça à l'issue d'un congrès fédéral, tenu à Avignon en 1934, a précisé d'une part ce que sont les pharmaciens, et surtout, d'autre part, ce qu'ils ne sont pas. « Ce qu'ils sont ? dit M. Hiély, mais ceci tout d'abord : « des Savants... Ce qu'ils ne sont pas ? Mais des commerçants... » Et je cite quelques passages de son discours où il démontre que le pharmacien n'est pas

un commerçant : D'abord, « le régime qui régit la
« pharmacie est celui du monopole qui est tout l'op-
« posé de celui qui régit le commerce... », d'autre
part, « Commerçants, s'écrie-t-il, nous ne le sommes
« pas, surtout de par la nature même des objets dont
« nous faisons trafic et qui ne se prêtent que très peu
« ou même pas du tout aux opérations d'un com-
« merce ordinaire. » En effet, les drogues passées de
mode — et Dieu sait s'il y en a — ne peuvent être
soldées. Et il ajoute encore : « Commerçants, nous
« ne le sommes pas enfin, parce que nous n'en avons
« pas l'esprit ».

Je ne saurais contester l'argumentation de M. Hiély ;
le pharmacien, en effet, ne devrait pas être un com-
merçant, mais la loi est là, peu lui importe les désirs
des intéressés, elle fait du pharmacien, par certains
côtés tout au moins, un commerçant.

Le véritable caractère du pharmacien a été mis en
lumière par M. Lépine, dans une conférence qu'il a
faite à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de
Bordeaux, à l'occasion du centenaire de la Société de
Pharmacie de Bordeaux, le 24 juin 1934. « La pro-
« fession pharmaceutique, dit-il, se présente sous un
« caractère particulier. Nous sommes des scientifi-
« ques, nous sommes des artisans et nous sommes
« aussi des commerçants ». Profession scientifique, la
pharmacie l'est par nature, par son enseignement in-
finiment varié : témoin, le diplôme exigé de quiconque
veut faire de la pharmacie ; profession artisanale, le
pharmacien n'est-il pas, au sens strictement écono-
mique du mot, un véritable transformateur de ma-
tières ; profession commerciale, mais nul ne peut con-
tredire ce caractère, certains mêmes ne voient et ne
reconnaissent à la pharmacie que celui-là. « On croit
« communément que le pharmacien est un commer-

« çant, déclare M. Métadier, Président de l'Union
« Nationale des Pharmaciens français, parce que le
« pharmacien fait d'une façon habituelle des actes
« de commerce — le pharmacien peut, comme tout
« commerçant, être déclaré en faillite — le pharma-
« cien est, dans certains cas, justiciable des tribu-
« naux de commerce. »

Mais le pharmacien n'est pas un commerçant ordinaire, « pour la simple et unique raison qu'il vend
« dans des conditions particulières ». Pour lui, la
vente d'un produit, d'une denrée, est l'accessoire, le
principal, c'est sa qualité scientifique. M. Vavasseur,
Président de l'Association Générale, a donné du
pharmacien la définition suivante : « C'est un scien-
« tifique doublé, par accident, d'un commerçant ». (Discours fait à la Fédération Normande à Rouen le
28 mai 1933). M. Métadier nous affirme, de son côté,
que le pharmacien exerce une profession libérale, car
il subit de longues années d'études, passe de multi-
ples examens et ainsi devient un intellectuel ; d'autre
part, il vend de la science, comme l'avocat, le méde-
cin et, pour cela, il touche non des bénéfices, mais des
honoraires ; lorsqu'il vend un produit, il ne fait pas
un simple acte de vente, il garantit la préparation
scientifique du médicament, il prend la responsabi-
lité civile et criminelle de l'innocuité de ses prépara-
tions et se trouve même tenu de vérifier le dosage des
ordonnances médicales.

On ne peut tout de même reconnaître entièrement
le caractère de profession libérale à la pharmacie,
car si la définition juridique de la profession libérale
n'existe pas, on s'accorde à reconnaître que parmi les
occupations de ceux qui s'adonnent à une profession
libérale, la vente s'en trouve bannie, exemple la pro-
fession d'avocat.

Aussi estimons-nous, avec M. le Professeur Renard, que le pharmacien est un commerçant tangent à la profession libérale et exerçant une profession d'intérêt public, analogue à la médecine, ajouterons-nous.

Nous diviserons donc notre sujet en trois livres, ayant trait respectivement :

le premier à la responsabilité du pharmacien considéré comme un commerçant ;

le second, à la responsabilité du pharmacien considéré comme exerçant une profession libérale ;

le troisième, enfin, à l'étude du monopole du pharmacien, et à la protection de ce monopole par la loi pénale.

LIVRE PREMIER

LA RESPONSABILITE DU PHARMACIEN CONSIDÉRÉ COMME COMMERÇANT

Nous avons dit que nous considérons juridiquement le pharmacien comme un commerçant, mais encore faut-il savoir ce qu'est un commerçant. L'article premier du code de commerce nous définit ainsi le commerçant : « Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce, et en font leur profession habituelle. » C'est là une définition qui ne résout pas la question, au contraire, elle en soulève une autre : Qu'entend-on par actes de commerce ? Ce n'est pas une définition de l'acte de commerce que nous donne le code de commerce, articles 632 et suivants, mais seulement une énumération de laquelle nous ne retiendrons que ceci : « La loi répute acte de commerce : tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre. »

N'est-ce pas là une des préoccupations du pharmacien qui achète des drogues pour les revendre soit en nature, soit après avoir effectué certains mélanges ? D'ailleurs, tous les grands juristes sont d'accord pour reconnaître que le pharmacien est un commerçant, « parce qu'il fait des actes de commerce » (M. Valéry à son cours).

En tant que commerçant, le pharmacien sera tenu de requérir son inscription au registre du commerce, de tenir une comptabilité régulière ; il peut être déclaré en faillite, et par suite poursuivi pour banqueroute. Mais, dans l'intérêt même des malades, on devra permettre aux pharmaciens détaillants ou spécialistes de s'entendre pour fixer les prix des produits qu'ils débitent. Dans ce même intérêt, le pharmacien ne sera pas toujours libre de refuser de servir un client. Il devra, en outre, s'abstenir de porter atteinte au libre choix du pharmacien qui est reconnu aux malades par certaines lois sociales : Accidents du travail (loi du 9 avril 1898) ; Assurances sociales (loi du 5 avril 1928). C'est à l'étude de ces différentes questions que nous consacrerons les deux chapitres suivants : dans le premier, nous étudierons la responsabilité purement commerciale (infractions à la loi sur le registre du commerce, irrégularités dans la comptabilité commerciale, faillite et banqueroute) ; dans le second chapitre, nous étudierons la responsabilité commerciale aggravée ou atténuée dans l'intérêt des malades : la spéculation illicite, les infractions au libre choix soit du client par le pharmacien, soit du pharmacien par le client.

CHAPITRE PREMIER

RESPONSABILITE PUREMENT COMMERCIALE

§ I. — INFRACTIONS A LA LOI DU 18 MARS 1919 SUR LE REGISTRE DU COMMERCE

La loi du 18 mars 1919 a créé, dans chaque greffe de tribunal de commerce, un registre spécial sur lequel sont obligatoirement « immatriculés les com-

« marchands français ou étrangers, ayant en France
« soit leur établissement principal, soit une succur-
« sale ou une agence en France. Sur ce registre doi-
« vent aussi être portées toutes les mentions relatives
« à ces commerçants ou à ces sociétés » dont l'ins-
cription est prescrite par la loi.

Cette immatriculation se fait sur simple requête du commerçant adressée au greffier du tribunal dans le ressort duquel le commerce est exploité, dans le mois de l'ouverture ou de l'acquisition du fonds de commerce.

L'immatriculation est exigée également dans tous lieux où il existe des succursales ou agences.

Tous changements ou modifications se rapportant aux faits dont l'inscription sur le registre est prescrite doivent y être mentionnés au fur et à mesure et dans les mêmes délais. Doivent également y être mentionnés : les jugements ou arrêts prononçant la séparation de biens, la séparation de corps ou le divorce d'un commerçant ; — l'acte rétablissant la communauté ; — le nantissement du fonds de commerce, le renouvellement et la radiation de l'inscription de privilège ; — les brevets d'invention et les marques de fabrique ; — le jugement ou arrêt nommant un conseil judiciaire, prononçant une interdiction, ou ordonnant mainlevée ; — les jugements ou arrêts prononçant la faillite ou la liquidation judiciaire ; — la cession du fonds de commerce.

Le pharmacien, légalement considéré comme un commerçant, doit, comme tout commerçant, se conformer à ces prescriptions.

Durant l'exercice de sa profession, il ne doit pas omettre de mentionner le nom du tribunal de commerce au greffe duquel il s'est fait immatriculer, ni le numéro de son immatriculation dans ses factures,

dans ses lettres, dans ses notes de commandes, dans ses tarifs, dans ses annonces, dans ses prospectus (loi du 1^{er} juin 1923, modifiée par la loi du 17 mars 1924). Mais il n'a pas à les faire figurer sur les effets de commerce, quittances, reçus... et autres papiers de commerce, l'énumération de la loi étant énumérative et non énonciative. Il a même été décidé, par circulaire du Ministère du Commerce du 31 octobre 1923, que cette formalité n'était exigée que pour les lettres purement commerciales, et que la mention pouvait ne pas être portée sur les enveloppes.

Toutes ces prescriptions de la loi du 18 mars 1919 ne sont pas démunies de sanctions. Nous ne voulons pas parler ici des sanctions indirectes, comme la non inscription sur la liste d'électeurs consulaires, ces sanctions étant purement commerciales, nous sortirions du cadre que nous nous sommes tracé ; ce qui nous intéresse particulièrement, ce sont les sanctions directes qui consistent en des amendes, et même parfois en de l'emprisonnement.

L'article 18 de la loi de 1919 prévoit une amende de 16 à 200 francs contre quiconque n'a pas requis l'inscription à laquelle il est soumis dans le délai réglementaire, ainsi que contre les commerçants qui, une fois inscrits, ne font pas figurer la mention de l'immatriculation sur les factures, lettres, tarifs, etc...

Cette amende sera prononcée par le tribunal de commerce sur la réquisition du Président ou du juge chargé de la surveillance du registre du commerce, ce qui ne lui enlève pas son caractère pénal. L'intéressé qui, dûment appelé, a été condamné par défaut peut faire opposition au jugement ; tout condamné contradictoire ou par défaut peut faire appel. Nous devons reconnaître que, les juges consulaires étant élus par leurs justiciables, cette infraction n'est ja-

mais poursuivie, le Président préférant avertir officiellement le commerçant en faute.

S'il s'agit d'indications inexactes, données de mauvaise foi, le tribunal correctionnel reprend sa compétence, et la poursuite est exercée par le Procureur de la République. La sanction est alors plus sévère, car il ne peut être question ici de négligence, d'ignorance de la loi... La mauvaise foi, l'intention délictueuse est un élément du délit. Le coupable sera condamné à une amende de 100 à 2.000 francs et un emprisonnement de 1 à 6 mois ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal peut en outre prononcer l'interdiction pendant 5 ans, du droit de vote et d'éligibilité pour les tribunaux de commerce, les chambres de commerce, les chambres des arts et manufactures et les conseils de prud'hommes. Le jugement devra ordonner la rectification de la mention inexacte. Mais le tribunal peut se montrer indulgent, il lui est loisible de faire bénéficier le délinquant du bénéfice des circonstances atténuantes — l'article 463 du code pénal est ici applicable.

La loi du 1^{er} juin 1923 ajoute que cette peine sera portée au double en cas de récidive.

Si l'une des infractions aux lois sur le registre du commerce vient à être découverte lorsque le commerçant a cessé ses paiements et se trouve ainsi en état de faillite, il peut être poursuivi pour banqueroute.

En tant que commerçant, le pharmacien peut, dans d'autres hypothèses, être poursuivi pour banqueroute — dans certains cas même le Ministère public sera obligé d'ouvrir une information. Mais nous étudierons les cas de banqueroute à propos de la faillite.

Nous voulons croire néanmoins que les pharmaciens sont suffisamment consciencieux — ce caractère leur est nécessaire pour mériter la confiance de leurs

clients — pour ne pas se rendre coupables de l'un de ces délits. Cependant, nul n'est à l'abri d'une négligence, et il se pourrait que quelqu'un oublie les prescriptions de la loi, auquel cas l'amende lui serait infailliblement appliquée.

§ II. — INFRACTIONS AUX DISPOSITIONS CONCERNANT LES LIVRES DE COMMERCE

En tant que commerçant, le pharmacien est encore tenu d'avoir une comptabilité régulière. La loi ne se montre cependant pas très exigeante, 3 livres seulement sont obligatoires : le livre journal, le livre de copie de lettres et le livre d'inventaire. D'autres livres sont généralement tenus par les commerçants, tels le grand livre, l'échéancier, mais nul n'est obligé de les posséder et s'ils sont d'un usage courant, c'est grâce à leur commodité.

Il n'est pas question ici, évidemment, des livres propres à la profession, tels que le livre d'ordonnances, le registre des toxiques, etc...

Ces livres doivent être visés, cotés et paraphés, avant usage, par le Président du tribunal de commerce ou par le maire de la commune où se trouve établi le commerce. Ils doivent être conservés pendant 10 ans. La loi ne nous dit pas quel est le point de départ de ce délai. Nous n'avons à ce sujet que le projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 12 novembre 1931, qui modifie ainsi l'article 11, *in fine*, du code de commerce :

« Les commerçants doivent conserver pendant 10
« ans leurs livres ainsi que les lettres et télégrammes
« d'affaires qu'ils reçoivent.

« Ce délai court :

« Pour les livres : de la date de la dernière inscription ou copie qui y est faite ;

« Pour les lettres et télégrammes d'affaires reçus : de la date de leur réception. »

Quoique n'ayant pas une portée juridique obligatoire, ce texte consacre des principes que le simple bon sens nous commandait d'appliquer.

Trop souvent, on néglige de faire viser le livre copie de lettres, dont beaucoup de comptabilité ne sont jamais pourvues ; mais il est prudent d'y procéder, le livre ne devrait-il pas être utilisé. Il est aussi un usage, dangereux comme nous le verrons, qui consiste à ne faire viser aucun des livres de commerce.

Tous livres de commerce doivent être tenus par ordre de date, sans blancs, lacunes, ni transports en marge. Toute erreur doit être corrigée par le procédé de contre-passation ou contre-passement d'écriture. Les livres doivent être rédigés en français — on admet toutefois une exception en ce qui concerne le livre de copie de lettres — et, pour éviter des fraudes possibles, ils doivent être reliés.

La loi prévoit des sanctions à ces prescriptions, dont certaines s'appliquent même aux livres dont la tenue n'est pas obligatoire.

Ces sanctions ne sont qu'éventuelles au point de vue juridique. Tant qu'un commerçant satisfait à ses engagements, et n'a pas de procès à soutenir, seul il peut souffrir de sa négligence, mais, dans un litige, il ne pourra prouver, ni permettre au juge, une présomption de fait en sa faveur.

De plus, le commerçant failli qui n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire, ou dont les livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus ou n'offrent pas sa véritable situation active ou passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude, pourra

être déclaré banqueroutier simple. Celui qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissimulé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera frauduleusement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas, sera déclaré banqueroutier frauduleux, et puni des peines portées à l'article 402 du code pénal.

Enfin, la destruction volontaire de livres ou effets de commerce est un délit puni, par l'article 429 du code pénal, de peines pouvant aller jusqu'à la réclusion.

Au point de vue fiscal, la non présentation des livres fait présumer la fraude. Les tribunaux peuvent admettre qu'elle est la preuve de l'exigibilité des impôts, et par conséquent que les droits sont dus. Les commerçants sont en effet tenus de représenter leurs registres ainsi que toutes pièces justificatives à toute réquisition des agents du fisc ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur adjoint (article 32 de la loi de finances du 31 juillet 1920). Le refus de présentation de ces documents ou leur destruction, tant que le délai de 10 ans n'est pas écoulé, expose les contrevenants à une amende de 1.000 à 10.000 francs en principal, auxquels s'ajoutent automatiquement les 5 décimes prévus par la loi du 31 décembre 1927, article 34.

§ III. — LA FAILLITE.

Ses CONSÉQUENCES AU POINT DE VUE PÉNAL

Enfin, le pharmacien peut être déclaré en faillite, ou être admis au bénéfice de la liquidation judiciaire, si l'état de ses affaires ne lui permet pas de faire face à ses engagements. En effet, tout commerçant qui

exerce un commerce et qui cesse ses paiements se trouve, de ce fait, en état de faillite, mais cet état doit être constaté par un jugement du tribunal de commerce pour que puisse s'ouvrir la procédure spéciale de liquidation.

Sans entrer dans le détail de cette procédure qui ressort du droit commercial, nous signalerons les difficultés qui peuvent surgir lorsque le commerçant failli est un pharmacien. On se heurte, en effet, à deux règles que nous expliquerons plus loin, quand nous étudierons la pharmacie en tant que monopole : c'est d'une part la règle qui interdit la division de la propriété et de la gérance de l'officine, d'autre part celle qui exige que tout individu dirigeant une pharmacie soit pourvu du diplôme de pharmacien. Faudra-t-il donc exiger que le syndic soit pharmacien ? Encore faudrait-il, dans ce cas, pour respecter les principes, désigner un pharmacien qui n'ait point d'officine ouverte, car nul ne peut avoir, en même temps, deux pharmacies ouvertes.

La conséquence pénale consiste en ce que le failli peut être déclaré banqueroutier et être poursuivi comme tel.

La banqueroute est l'état d'un commerçant failli auquel on peut imputer, soit des actes d'imprudence ou de négligence — c'est la banqueroute simple — soit des actes de fraude — c'est la banqueroute frauduleuse. Pour qu'il y ait banqueroute, il faut en premier lieu que le prévenu ait la qualité de commerçant. Il n'est pas nécessaire qu'il ait pris la qualité de commerçant, il suffit qu'il soit établi, en fait, qu'il se livrait habituellement à des actes de commerce (Cass., 14 mars 1888, S. 1888, 1, 162). Il faut, en second lieu, que le prévenu soit en état de cessation de ses paiements. Peu importe que cet état soit ou non cons-

tatée par jugement du tribunal de commerce, peu importe également que la date de cessation de ses paiements, fixée par le tribunal correctionnel, ne soit pas celle fixée par le tribunal de commerce (Cass., 6 juin 1885, S. 1887, 1, 140. — Cass., 14 novembre 1913, B. Crim., n° 503).

Il y aura délit de banqueroute simple lorsqu'il y aura simplement faute ou négligence punissable : « la fraude n'est pas exigée, dit la Cour de Cassation » (2 juin 1870, S. 70-1-412), pour constituer le délit de « banqueroute simple ; la faute suffit. » Les divers cas de banqueroute simple sont précisés aux articles 585 et 586 du code de commerce, dont la rédaction présente une différence qui paraît sans intérêt et à laquelle cependant il convient d'attacher une importance pratique. En effet, à l'article 585, nous lisons : « Sera déclaré banqueroutier... », alors que l'article 586 nous dit : « Pourra être déclaré banqueroutier... ». Le législateur a voulu ainsi que lorsqu'un des faits prévus par l'article 585 est reconnu comme constant, le délit soit déclaré, indépendamment de toutes les circonstances de la cause, et qu'une condamnation intervienne ; si au contraire il s'agit d'un fait prévu par l'article 586, les magistrats pourront tenir compte des diverses circonstances et apprécier s'il y a lieu ou non de condamner.

Il y aura crime de banqueroute frauduleuse lorsque le commerçant se trouvera dans un des cas prévus par l'article 591 du code de commerce, et, de plus, lorsqu'il aura agi avec intention criminelle. Comme dans tout crime, l'intention est ici un élément de l'infraction.

Les poursuites, dans les deux cas, sont exercées par le Ministère public, soit d'office, soit sur la plainte des intéressés. Le syndic, au nom de la masse, chacun des

créanciers individuellement, peuvent se porter partie civile. Mais le créancier poursuivant ne peut obtenir une condamnation à des dommages-intérêts.

Le commerçant qui aura été reconnu coupable de banqueroute simple sera condamné à une peine d'emprisonnement qui pourra varier entre un mois et deux ans. S'il est reconnu coupable de banqueroute frauduleuse, la peine édictée par l'article 402 du code pénal est celle des travaux forcés à temps. En outre, dans les deux cas le tribunal doit ordonner (article 600 du Code de Commerce) l'affichage du jugement et son insertion dans les journaux de l'arrondissement. Mais, par le jeu des circonstances atténuantes, la peine peut être inférieure au minimum prévu par la loi. La tentative n'étant pas prévue spécialement, il faut s'en rapporter au droit commun, et décider, par application des articles 2 et 3 du Code pénal, que seule la tentative du crime de banqueroute frauduleuse sera punissable. Enfin, en cette matière, le Code de Commerce paraît avoir consacré une dérogation expresse aux règles ordinaires de la complicité: l'article 593 montre en effet que le législateur a entendu restreindre l'application du principe général de l'article 59 du Code pénal seulement au crime de banqueroute frauduleuse. Aux cas de complicité prévus par l'article 60 du Code pénal, il faut y ajouter ceux mentionnés à l'article 593 du Code de Commerce (Cass., 10 octobre 1844, S. 1844, 1, 750).

La banqueroute étant tantôt un délit, tantôt un crime, la prescription de l'action sera soit de 3 ans, s'il s'agit de banqueroute simple, soit de 10 ans, au cas de banqueroute frauduleuse. Ces délais courent du jour où l'infraction a été commise si elle est postérieure à la date de la cessation des paiements, ou, au contraire, quand le fait est antérieur à la faillite, du

jour fixé par le tribunal correctionnel comme date de cessation des paiements.

A l'occasion des faillites, d'autres crimes ou délits peuvent être commis, soit par le failli lui-même, soit par un tiers, avec sa complicité. Ce sont d'abord les trois crimes prévus par l'article 593 du Code de Commerce et que nous avons considérés comme des cas spéciaux de complicité : « Seront condamnés aux pei-
« nes de la banqueroute frauduleuse : 1° Les indivi-
« dus convaincus d'avoir, dans l'intérêt du failli,
« soustrait, recélé ou dissimulé tout ou partie de ses
« biens, meubles ou immeubles, le tout sans préju-
« dice des autres cas prévus par l'article 60 du Code
« pénal ».

Ce qui implique bien que les cas prévus par cet article 593 sont des cas spéciaux de complicité. Le détournement peut exister bien qu'il n'y ait aucun concert frauduleux avec le failli (Cass., 3 juin 1843, S. 1843, 1. 838). Il constitue encore un crime ou un délit ordinaire s'il n'a pas été fait dans l'intérêt du failli. Sont encore punis des mêmes peines :

« 2° Les individus convaincus d'avoir frauduleuse-
« ment présenté dans la faillite et affirmé, soit en
« leur nom, soit par interposition de personnes, des
« créances supposées ; 3° les individus qui, faisant
« le commerce, sous le nom d'autrui, ou sous un nom
« supposé, se sont rendus coupables de faits prévus
« en l'article 591 ».

Mais les dispositions de l'article 593, 1°, ne sont pas applicables aux descendants ou ascendants du failli et à ses alliés au même degré. En détournant, divertissant ou recélant des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de complicité avec le failli, ils se seront rendus coupables de vol et seront poursuivis de ce chef, que le détournement ait eu lieu dans leur intérêt ou dans celui du failli.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS COMMERCIALES ATTENUÉES OU AGGRAVÉES DANS L'INTERET DES MALADES

§ 1^{er}. — DÉLIT DE SPÉCULATION ILLICITE. RÉGLEMENTATION DES PRIX

Le délit de spéculation illicite, prévu et puni par l'article 419 du Code pénal, modifié et complété par la loi du 3 décembre 1926, suppose quatre éléments essentiels : l'altération artificielle des prix (hausse ou baisse) — le fait que la chose dont le prix a été altéré rentre dans l'énumération limitative insérée dans l'article 419 — l'emploi de moyens frauduleux pour produire la hausse ou la baisse — l'intention coupable.

L'altération artificielle des prix doit consister en une modification des cours qui porte le prix des choses au-dessus ou au-dessous du prix qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce. La loi poursuit aussi bien ceux qui auront agi directement que ceux qui n'agissent que par personne interposée.

L'altération des prix doit porter, d'autre part, sur « des denrées ou marchandises ou effets publics ou « privés ». Les denrées, c'est tout ce qui sert à l'alimentation des hommes et des animaux ; par marchandises, il faut entendre tout ce qui peut faire l'objet de spéculation commerciale. Or, puisque nous avons considéré le pharmacien comme un commerçant, les médicaments et les drogues, dont il fait le

commerce, peuvent être considérées comme faisant l'objet de spéculations commerciales, et, par suite, comme des marchandises, dans le sens de l'article 419.

Enfin, à part l'intention coupable, il faut encore que cette altération des prix ait été opérée par des voies ou moyens frauduleux. L'article 419 prédise quels doivent être ces moyens, mais cette liste n'est pas limitative, car nous lisons à cet article 419, 1°, *in fine* « ...par des voies ou moyens frauduleux quelconques ». Comme le législateur de 1810, celui de la loi du 3 décembre 1926 a seulement voulu donner des exemples pour servir de guide aux tribunaux et pour préciser ainsi la nature de la fraude qu'il entendait atteindre. Comme l'ont très justement dit MM. Chauveau et Faustin-Hélie (Théo. du C. pén., 6^e éd., t. V, p. 620) : « Si les faits de fraude, bien qu'analogues aux faits prévus, en diffèrent sous quelque rapport, ils rentrent dans la disposition générale qui termine cette énumération. La seule condition exigée par la loi est que les manœuvres employées aient été frauduleuses. C'est dans cette fraude, élément nécessaire des différents modes de perpétration que réside toute la criminalité du délit. »

Les moyens énumérés sont : « 1° des faits faux ou calomnieux semés sciemment dans le public, des offres jetées sur le marché à dessein de troubler les cours, des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes ; 2° le fait d'exercer ou de tenter d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande. »

C'est précisément à propos de l'application de ce dernier cas de l'article 419 à la pharmacie, que nous

voyons apparaître le caractère de service public de la profession. Le droit commun doit être appliqué au pharmacien qui aura opéré une variation artificielle des prix par des faits faux ou calomnieux semés dans le public, des offres ou des suroffres faites sur le marché. Mais, dans l'intérêt des malades, pour éviter la dépréciation des médicaments aux-mêmes, la question s'est posée de savoir si l'on ne devrait pas admettre que les pharmaciens s'entendent, se réunissent pour réglementer les prix de vente des spécialités ou des médicaments officinaux, de manière à se procurer un gain raisonnable qui ne serait peut-être pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande. Après bien des hésitations, la jurisprudence a admis ces ententes.

Au début, la jurisprudence s'est montrée sévère à toute réglementation qu'elle a réprimée, non seulement comme contraire à la liberté du commerce, mais comme restreignant la profession, par application des principes régissant la pharmacie.

M. Edouard Tercinet, avocat à la Cour de Paris, dans un rapport présenté au Congrès de l'Union Nationale des Pharmaciens français, en avril 1934, explique la nécessité de reconnaître la réglementation en ces termes : « La pharmacie étant un commerce
« indispensable à la santé de tous, l'intérêt général
« n'exige-t-il pas que l'indépendance individuelle de
« chaque pharmacien soit absolue ? Ne condamne-
« t-il pas tout acte qui l'empêcherait de donner au
« public son maximum d'avantages ? les opérations
« inspirées par des considérations purement pécuniaires ne sont-elles pas illégitimes ? Ce qui est
« parfaitement légitime dans un autre commerce, par
« exemple le dédoublement de la propriété et de la
« gérance, n'est pas régulier en pharmacie. » (*Gaz. des Pharm.*, 25 avril 1934).

L'article 419 était précisément le grand obstacle à la validité de la réglementation, et la jurisprudence des tribunaux s'est appliquée à ne réprimer la spéculation illicite que lorsque la hausse du prix de la marchandise dépasse véritablement la valeur ou le bénéfice normal indépendamment de toute coalition et de toute manœuvre frauduleuse.

Il nous faut distinguer l'application du principe de la réglementation aux spécialités d'une part, et d'autre part aux remèdes dits magistraux ou officinaux.

La Cour de Cassation (Req., 3 mai 1920, G. P. 1920, 2, 136) a reconnu que l'observation des prix marqués sur les spécialités s'imposait aux détaillants, même non adhérents au Syndicat national de la réglementation, dès lors que le produit était vendu sous la vignette de ce Syndicat « fondé dans le but de réglementer la vente des spécialités et d'empêcher leur « dépréciation par l'abaissement des prix ». Le fabricant peut imposer, en effet, au pharmacien, de vendre ses produits à un prix déterminé : En recevant, sans protestation ni réserve, la facture qui portait la mention du prix obligatoire, le pharmacien est considéré comme ayant accepté de se soumettre à l'obligation qui lui était imposée comme une condition absolue du marché. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'une application des principes généraux, car nous voyons, dans toutes les branches du commerce, des objets vendus à des prix imposés, comme, pour ne citer qu'un seul exemple, les postes récepteur de T. S. F.

Quant aux remèdes magistraux, c'est-à-dire ceux préparés par le pharmacien détaillant lui-même, conformément aux formules rédigées par les médecins, et aux remèdes officinaux, préparés conformément aux formules publiées par le Codex, dont nous aurons à reparler, leur valeur marchande échappe à

• tout contrôle : En plus de la valeur même des produits composant ce remède, il faut ajouter non seulement les bénéfices, mais aussi des honoraires de préparation, dépendant de la science personnelle du pharmacien, laquelle est un facteur impondérable. Interprétant la loi de 1916 par application aux médicaments, le Tribunal correctionnel de Toulouse a jugé, le 25 mars 1922 (G. P. 1922, 1, table V^o lib. com.) que, pour ces motifs, le délit de spéculation illicite ne pouvait être encouru à l'occasion de la vente des remèdes magistraux.

La jurisprudence s'est appliquée à restreindre la portée du délit réprimé par l'article 419 du Code pénal : les entreprises en vue de provoquer la hausse ou d'empêcher la baisse ne sont punissables qu'autant qu'elles sont caractérisées soit par des moyens frauduleux indépendamment de toute coalition, soit indépendamment de toute fraude, au moyen d'une coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise (Paris, 15 décembre 1904, D. P. 1905, 2, 362). M. Garçon, dans son Code pénal annoté, estime que le raisonnement de la jurisprudence n'échappe peut-être pas à toute critique, « mais le résultat est là, dit-il; les ententes entre pharmaciens « en vue du maintien ou du relèvement des prix ont « été tenues pour licites, et non contraires à la loi ».

La Cour de Cassation, enfin, laissant au juge un pouvoir souverain à l'effet de discerner dans chaque espèce l'entente licite de la coalition illicite, considère, de plus en plus, la coalition visée par l'article 419 du Code pénal comme une variété de fraude. Elle tend à décider que même la coalition n'est pas condamnable lorsqu'il s'agit seulement de maintenir des prix et non de les élever. Allant plus loin, elle admet encore la coalition aboutissant au relèvement

des prix si les cours déterminés par cette entente n'excèdent pas la valeur réelle de cette marchandise, la valeur normale (Cass., 3 mai 1911, D. P. 1912, 1, 33+16 novembre 1911, G. P. 1911, 2, 640+31 mai 1918, G. P. 1918, 19, 1, 357). Les tribunaux réservent leur sévérité pour la coalition déterminant un prix de spéculation ; ce qui a fait dire à M. le Professeur Renard que les tribunaux distinguent *les bons trusts* et *les mauvais trusts*.

Actuellement, la jurisprudence peut être considérée comme définitivement fixée sur le principe. Elle considère comme licite, dans l'intérêt public, l'entente entre pharmaciens, soit entre spécialistes, soit entre détaillants, pour fixer le prix des divers remèdes, des préparations magistrales ou officinales comme des spécialités. Mais il reste, comme les appelle M. le Professeur Renard, les mauvais trusts qui ne sont pas admis par les tribunaux et au sujet desquels l'article 419-2° reste toujours applicable.

Celui qui se sera rendu coupable du délit de spéculation illicite tel que l'admettent finalement les tribunaux, et tel que nous venons de l'établir, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de deux mille à cent mille francs. De plus, le tribunal pourra prononcer contre lui la peine de l'interdiction de séjour pour une durée de deux à cinq ans ainsi que l'interdiction des droits civils, civiques et politiques. Enfin, même s'il estime qu'il existe des circonstances atténuantes en faveur de l'inculpé, le tribunal devra ordonner que le jugement de condamnation sera publié, intégralement ou par extrait, dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, le tout aux frais du condamné.

L'article 420 du Code pénal prévoit deux causes

d'aggravation de la peine : l'emprisonnement sera de un à trois ans et l'amende de cinq mille à cent cinquante mille francs lorsque la hausse ou la baisse aura été opérée ou tentée sur l'une des denrées ou marchandises limitativement spécifiée. L'emprisonnement pourra être porté à cinq ans, et l'amende à deux cent mille francs s'il s'agit de denrées ou marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant. Dans ces deux cas, l'interdiction de séjour pourra être prononcée pour une durée de cinq à dix ans.

La loi de 1926 interdit, en ce qui concerne le délit de spéculation illicite, la procédure de citation directe : l'instruction préalable est obligatoire. De plus, toute ordonnance du juge d'instruction devra être motivée. Avant d'ouvrir une information, il sera prudent que le Procureur de la République procède à une consultation d'hommes expérimentés ou de Chambres syndicales. La circulaire de la Chancellerie du 24 décembre 1920, en rappelant la nécessité de prendre tous renseignements utiles avant d'exercer des poursuites, faisait connaître aux Parquets que les Chambres de Commerce, organismes officiels, paraissaient particulièrement autorisées pour les renseigner et qu'il convenait de les consulter dans la plupart des affaires. Enfin, cette circulaire recommandait de procéder avec beaucoup de prudence lorsque l'écart paraissait excessif entre le prix d'achat et le prix de vente d'un article isolé, mais que le commerçant établissait que, dans leur ensemble, ses bénéfices ne dépassaient pas le chiffre normal. Cette circulaire, et les précédentes, ayant été rendues caduques par l'abrogation de la loi du 20 avril 1916, loi temporaire qui avait été promulguée en raison de l'état exceptionnel du commerce pendant la guerre, la Chancel-

lerie, par ses circulaires des 24 mars et 9 décembre 1926, a fait connaître que leurs prescriptions doivent revivre et être strictement observées en ce qui concerne les poursuites concernant l'article 419 du Code pénal.

§ II. — INFRACTIONS AU LIBRE CHOIX DU CLIENT
PAR LE PHARMACIEN

Le pharmacien, étant, au point de vue commercial, considéré comme un commerçant, devrait pouvoir, comme tout commerçant, refuser l'entrée de son officine à qui lui plairait. En effet, les commerçants sont libres de choisir leurs clients. Mais le pharmacien n'est pas seulement un commerçant, il jouit d'une espèce de monopole, il exerce une profession, pour reprendre le mot de M. Renard, il est « l'entrepreneur « d'un service public ». Or, s'il est admis que tout commerçant est libre de refuser son concours ou ses marchandises ou l'entrée de son établissement à qui lui déplaît, on reconnaît généralement qu'il en est autrement d'une part, s'il fait appel au public par des tarifs déterminant les prix d'une manière précise, et d'autre part, s'il jouit d'un monopole de droit ou de fait, ou d'un établissement créé dans un intérêt général.

Si nous voulons appliquer ces principes à la pharmacie, nous devrions nier au pharmacien le droit de refuser de servir ses clients. Cependant, il a été reconnu, qu'en l'état actuel de la législation, aucune disposition n'oblige un pharmacien à exécuter une ordonnance de médecin, sous le prétexte même qu'il est en mauvais termes avec ce dernier (Réponse de M. le Ministre de la Santé Publique à une question posée par M. Henri Brière, *J. O.*, 3 avril 1933).

Mais si le refus de servir un client ne saurait avoir de conséquences fâcheuses pour le malade dans les villes où se trouvent plusieurs officines ouvertes, il en est autrement dans les petites communes où ne se trouve qu'une officine. La jurisprudence admet néanmoins, et malgré ce, que le pharmacien est toujours libre de refuser de servir un client, et permet au médecin de composer alors lui-même le médicament, comme s'il n'y avait point de pharmacien dans la commune. Nous devons adopter cette même solution lorsque, le dimanche, par suite de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, une seule pharmacie se trouve ouverte dans une ville où cependant, en semaine, il y a plusieurs pharmacies. Le pharmacien, seul ouvert dans sa localité, peut donc toujours refuser de servir un client. Mais ce refus de servir doit toujours être motivé ; la pharmacie étant une profession d'intérêt public, il y aurait abus du droit au cas de refus injustifié, et le malade pourrait réclamer des dommages-intérêts au pharmacien récalcitrant (Châteauroux, 1^{er} août 1908, G. P. 1908, 2, 368 + Seine, 19 décembre 1910, G. P. 1911, 1, 100).

Lorsque le refus n'est pas suffisamment motivé, le pharmacien pourrait être poursuivi, pénalement, au cas de décès du malade ou d'aggravation de sa maladie, pour homicide ou blessures par imprudence ou par négligence, s'il est prouvé que c'est par son refus qu'il a empêché le malade de prendre à temps le remède qui l'aurait guéri.

A part ce refus motivé, il est encore une exception à cette liberté de servir un client : c'est le cas où le pharmacien en est régulièrement requis, de jour ou de nuit, par la police. La Cour de Cassation a estimé (4 avril 1919, G. P. 1919, 2, 227) qu'un pharmacien, de service de nuit, devait obtempérer à toute réquisition

régulière, et qu'il ne pouvait même pas refuser de faire un pansement bénin sous le prétexte qu'il commettrait, ce faisant, le délit d'exercice illégal de la médecine, ce délit étant un délit d'habitude. Au cas de refus de servir sur réquisition régulière de police, le pharmacien commet la contravention prévue par l'article 475-12° du Code pénal, sanctionnée par une peine d'amende variant entre cinq et dix francs.

Mais nous devons remarquer que l'arrêt précité de la Cour de Cassation mentionne expressément que le pharmacien en question était de service de nuit dans sa ville, ce qui nous permettra d'en conclure, raisonnant par *a contrario*, qu'un pharmacien qui n'est pas de service de nuit, dans une ville où un service de nuit est régulièrement organisé, peut refuser de servir qui que ce soit, y serait-il même requis par la police. A ce sujet, nous devons signaler, à titre documentaire, une organisation type de service de nuit, tel qu'il est établi dans certaines villes, avec la collaboration des services publics. Les règles que nous venons d'établir paraissent posées précisément pour une telle organisation : les pharmaciens sont de service, à tour de rôle, pour une semaine entière ; chaque semaine, le nom du pharmacien de service est donné au poste de police. Le malade qui a besoin, au milieu de la nuit, d'un médicament urgent s'adressera au poste de police et un agent l'accompagnera chez le pharmacien de service qu'il réquisitionnera, oralement, s'il ne doit y avoir aucune difficulté entre le pharmacien et le client en ce qui concerne notamment le règlement des médicaments et des honoraires spéciaux fixés officiellement pour le dérangement, ou par écrit, au cas de difficultés ou si le malade est indigent.

§ III. — INFRACTIONS AU LIBRE CHOIX DU PHARMACIEN
PAR LE CLIENT

A. — L'article 11 de la loi du 25 octobre 1919, modifiant et complétant la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail prévoit le fait, par quelque personne que ce soit, d'avoir, par menaces, dons, promesses d'argent, ristournes sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprises, à des assurances ou à toute autre personne, attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accident du travail ou de maladie professionnelle dans une clinique ou cabinet médical ou officine de pharmacie et d'avoir ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin et son pharmacien.

Cette loi, sanctionnant l'entrave au libre choix du pharmacien par le client au cas d'accident du travail établit plus sûrement, par *a priori*, le libre choix de tout client, qui, ainsi que nous le verrons, à propos du compérage, est malheureusement démunie de sanctions.

La peine édictée dans ce cas, qui est évidemment applicable au pharmacien qui draine chez lui cette clientèle, est un emprisonnement de trois jours à trois mois et d'une amende de 100 à 500 francs. La loi de 1919 n'a prévu ni le cas de récidive, ni l'application à ce délit des circonstances atténuantes.

B. — La loi du 5 avril 1928, sur les assurances sociales, sanctionne également, dans l'article 67, § 1 et 2, toute atteinte portée à la liberté des bénéficiaires du régime des assurances sociales dans le choix de la caisse d'assurance, du médecin et du pharmacien. Quiconque, soit par menaces ou abus d'autorité, soit

par offres, promesses d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques, faits à des assurés ou à des caisses d'assurances ou à toutes autres personnes, a attiré ou tenté d'attirer ou de retenir les bénéficiaires de la loi, dans une caisse d'assurances sociales, dans une clinique ou cabinet médical, dans une officine de pharmacie, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement. Le maximum de la peine devra être appliqué au cas de récidive, néanmoins le tribunal peut toujours accorder le bénéfice des circonstances atténuantes.

Dans son paragraphe 3, ce même article 67 prévoit la collusion des médecins, chirurgiens et pharmaciens avec les assurés. La collusion consiste en une entente frauduleuse pour procurer soit à l'assuré, soit au médecin ou pharmacien, des prestations ou rémunérations qui ne leur sont pas dues au titre des assurances sociales. Les médecins, chirurgiens, pharmaciens qui auront été reconnus coupables de collusion seront passibles d'un emprisonnement de 6 jours à trois mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de plus fortes peines s'il y échet, par exemple d'escroquerie.

Indépendamment de cette sanction pénale, le pharmacien, ou les médecins ou chirurgiens, peuvent être exclus par la Commission tripartite, des services de l'assurance.

Notons enfin que les assurés sociaux qui sont coupables de collusion ne sont punis que d'une amende de 16 à 500 francs (art. 65), sans préjudice évidemment de peines plus graves s'il y a lieu.

LIVRE II

LA PHARMACIE EN TANT QUE PROFESSION LIBERALE RESPONSABILITÉ DECOULANT DE CE CARACTERE

Jusqu'à maintenant, nous avons considéré le pharmacien comme un commerçant, qui, certes, doit avoir conscience qu'il exerce un service d'intérêt public, mais qui n'en est pas moins considéré par la loi comme un commerçant. Nous avons cependant déclaré que le pharmacien n'est pas seulement un commerçant; il exerce une profession libérale. « Le pharmacien n'est pas un commerçant comme un autre, » écrit M. Lafontaine dans l'introduction déontologique du livre de M. le Professeur Renard, sur le droit de la profession pharmaceutique. — Etudes, « responsabilité, discrétion, confiance, conscience, » tout le classe dans les professions libérales ».

Le pharmacien n'est pas un commerçant comme tout autre, car, pour exercer un commerce, il suffit d'avoir plus de 18 ans et de ne pas être interdit, alors que pour pouvoir exercer la pharmacie, il faut obtenir, d'abord, un diplôme qui n'est accordé qu'après de longues années d'études, et à la suite d'une série d'examens assez difficiles. De plus, nul ne peut obtenir le diplôme, et par suite, acquérir une pharmacie

s'il n'est âgé de 25 ans accomplis. L'article 16 de la loi de germinal an XI spécifie expressément que « pour être reçu, l'aspirant âgé au moins de 25 ans » accomplis devra réunir les deux tiers des suffrages « des examinateurs. Il recevra des écoles ou des jurys un diplôme qu'il présentera, à Paris, au Préfet de police, et, dans les autres villes, au Préfet du Département ». Jusqu'à la loi du 30 juin 1906, le pharmacien devait, en outre, devant le Préfet, qui lui en délivrait acte sur son diplôme, prêter le serment d'exercer son art avec probité. Ce serment, exigé par la loi de Germinal an XI, n'était qu'un souvenir du fameux serment d'Hippocrate que les apothicaires et les médecins de l'ancien régime devaient prêter en ces termes : « Je m'abstiendrai de tout mal et de toute injustice. Je ne remettrai à personne du poison, si on m'en demande, ni ne prendrai l'initiative d'une pareille suggestion ; semblablement je ne remettrai à aucune femme un pessaire abortif. Je passerai ma vie et j'exercerai mon art dans l'innocence et la pureté. Dans quelques maisons que j'entre, j'y entrerai pour l'utilité des malades, me préservant de tout méfait volontaire et corrupteur, et surtout de la séduction des femmes et des garçons, libres ou esclaves. Quoi que je voie ou entende dans la société pendant l'exercice ou même hors de l'exercice de ma profession je tairai ce qui n'a jamais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion comme un devoir en pareil cas ». Tel est ce serment fameux. Il débute solennellement, en prenant à témoin Apollon et Esculape, Hygie et Panacée, tous les dieux et toutes les déesses ; et il se termine, en appelant sur la tête du jeune profès, s'il se parjure, l'opprobre et le déshonneur.

Le pharmacien, actuellement, ne prête plus ser-

ment, mais il se trouve toujours tenu à certaines obligations qui engendrent de sa part une grande responsabilité : il pourrait se rendre coupable soit du délit d'avortement, de complicité d'avortement ou de propagande à l'avortement, soit de celui de violation du secret professionnel, soit encore de l'un des délits de fraude. Au cas où il viendrait à se tromper dans ses préparations, il peut être poursuivi pour homicide involontaire. La loi exige de lui, quoique en pratique cette loi soit violée, qu'il ne remette aucun médicament à quiconque sans ordonnance d'un médecin ; enfin, il pourrait commettre une des infractions soit aux lois et décrets concernant le commerce des stupéfiants et des substances vénéneuses, soit aux lois interdisant ou réglementant la vente de certains objets ou de certaines substances.

Il faut entendre par médicaments tout produit mis en vente en vue d'un emploi curatif ; les juges n'ont pas, d'ailleurs, à affirmer la vertu curative du produit (Cass., 13 mars 1919, *B. Crim.*, n° 64), ils doivent tenir compte, pour apprécier souverainement si un produit constitue ou non une préparation pharmaceutique, à la fois de sa composition et des conditions dans lesquelles il est débité (Cass., 25 janvier 1912, *B. Crim.*, n° 38).

SECTION I

LA RESPONSABILITE DE DROIT COMMUN

CHAPITRE PREMIER

AVORTEMENT ET PROPAGANDE

Nous lisons dans l'introduction déontologique de M. Lafontaine (déjà cité) : « Le pharmacien consciencieux et probe doit s'interdire la vente des objets anticonceptionnels. Au point de vue moral, il est humiliant qu'on puisse juger un pharmacien capable de rendre de tels services ». — Mais combien sont-ils qui se parjureraient s'ils avaient prêtés le serment d'Hippocrate : « Semblablement je ne remettrai à aucune femme un pessaire abortif. Je passerai ma vie et j'exercerai mon art dans l'innocence et la pureté ». Aussi est-il nécessaire que nous insistions sur ce délit. Nous étudierons l'avortement lui-même, puis nous consacrerons un deuxième paragraphe à la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle.

§ 1^{er}. — L'AVORTEMENT

Depuis la loi du 17 mars 1923, l'avortement n'est plus un crime, puni de la réclusion ou des travaux forcés à temps, mais un délit. Les éléments nécessaires exigés pour le nouveau délit sont ceux qui étaient

déjà exigés pour le crime d'avortement. Que l'infraction ait été commise par la femme ou par un tiers, il faut : la grossesse de la femme, l'expulsion prématurée du produit de la conception, l'emploi de manœuvres abortives et l'intention coupable.

La grossesse de la femme est un élément essentiel du délit. Lors du vote de la loi, qui est devenue celle de 1923, le Sénat avait voté un texte qui permettait de réprimer l'avortement pratiqué sur une femme que l'on croyait enceinte, mais qui ne l'était pas. Devant les hésitations de la Chambre, et pour permettre le vote rapide de la principale réforme, le texte voté par le Sénat ne fut pas maintenu. Par conséquent, même s'il s'agit d'une simple tentative, il faudra, à peine de nullité, constater expressément le fait de la grossesse de la femme, la jurisprudence antérieure étant toujours applicable (Cass., 6 janvier 1859, D. P. 1859, 1, 336).

L'article 317 du Code pénal ne nous donne aucune définition de l'avortement. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord pour déclarer que c'est l'expulsion prématurée, volontairement provoquée, du produit de la conception. Le délit n'est consommé qu'autant que l'expulsion prématurée a été obtenue. Si les manœuvres n'ont pas abouti à ce résultat, il y a simplement tentative, mais la tentative n'est punissable que si l'auteur est un tiers et non la femme elle-même.

L'avortement doit avoir été provoqué par des actes matériels, par des moyens artificiels. L'article 317 nous donne des exemples de moyens répréhensibles : « Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, « manœuvres, violences ou par tout autre moyen... » Peu importe que ces moyens aient été inefficaces (Cass., 9 novembre 1928, D. P. 1929, 1, 27).

Il nous faut distinguer, avec l'article 317, le cas où l'avortement est l'œuvre d'un tiers, de celui où il est l'œuvre de la femme elle-même. La question est importante au point de vue de la peine et de la tentative, comme nous avons eu à la mentionner. Si les tiers ne sont que complices de la femme, ils ne seront pas poursuivis pour simple tentative. Si l'avortement est l'œuvre d'un tiers, il sera auteur principal au cas où il a agi à l'insu de la femme ; s'il a agi avec son consentement, la femme ne peut être considérée comme complice de ce tiers, auteur principal, elle sera auteur principal d'un délit distinct consistant à avoir consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés pour se procurer à elle-même l'avortement. Chacun des co-auteurs peut avoir eu ses complices qui suivront le sort de celui dont ils se sont rendus complices.

Lorsqu'une des personnes ayant la qualité prévue par le paragraphe 3 de l'article 317, un pharmacien par exemple, a indiqué, favorisé ou pratiqué les moyens de provoquer l'avortement, elle s'est rendue coupable d'un délit différent. Cette personne est auteur principal, alors même qu'elle a simplement indiqué les moyens abortifs, sans les administrer elle-même. La femme qui aura consenti à faire usage de ces moyens sera auteur principal du délit qui lui est propre.

Depuis la loi de 1923, celui qui aura provoqué l'avortement d'une femme enceinte, qu'elle y ait ou non consenti, est puni d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et d'une amende de 500 à 10.000 francs. La femme qui s'est procuré l'avortement à elle-même ou qui a consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, sera condamnée à un emprisonnement de 6 mois à deux ans et à une amende de 100 à 2.000 francs.

Enfin, la peine de 1 à 5 ans de prison et de 500 à 10.000 francs d'amende sera également prononcée contre les « médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens-dentistes, *pharmaciens*, ainsi que « les étudiants en médecine, les *étudiants ou employés en pharmacie*, herboristes, bandagistes et « marchands d'instruments de chirurgie qui auront « indiqué, favorisé ou pratiqué ces moyens » (l'avortement). En outre, « la suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession « pourront être prononcées contre les coupables, conformément aux articles 25 et 26 de la loi du 30 novembre 1892, lesquels, dans l'espèce, seront applicables aux pharmaciens et herboristes, ainsi qu'aux « aspirants au diplôme de ces deux professions ».

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer également contre les coupables, pendant deux ans au moins et dix ans au plus, l'interdiction de séjour.

Signalons que M. le Garde des Sceaux, dans sa circulaire du 29 mars 1923, a recommandé aux Procureurs Généraux « de veiller personnellement à ce que « les dispositions nouvelles soient appliquées avec « toute la rigueur que comporte la gravité de l'infraction ».

Donc, le pharmacien qui, connaissant, de par ses études, l'action abortive des médicaments qu'il a fournis et le but poursuivi par son client, aura vendu l'un de ces produits, engage gravement sa responsabilité. Il peut être poursuivi, non pour complicité d'avortement, mais pour avoir indiqué, favorisé ce moyen. Peu importe que l'avortement en ait résulté, peu importe le désistement ultérieur de son client, le délit qu'il a commis est consommé, et il sera condamné à la peine prévue par l'article 317.

§ 2. — PROVOCATION A L'AVORTEMENT ET PROPAGANDE
ANTICONCEPTIONNELLE

La *provocation à l'avortement* est réprimée par l'article premier de la loi du 31 juillet 1920 ainsi conçu :
« Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois
« ans et d'une amende de cent francs à trois mille
« francs quiconque :

« soit par des discours proférés dans des lieux ou
« réunions publics ;

« soit, par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage
« ou la distribution sur la voie publique ou dans les
« lieux publics, ou par la distribution à domicile, la
« remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou
« non fermée à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, d'écrits, d'imprimés,
« d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ;
« soit par la publicité de cabinets médicaux ou soi-
« disant médicaux ;

« aura provoqué au crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet. »

Pour qu'il y ait provocation à l'avortement, il faut un acte matériel de provocation par l'un des moyens énumérés par la loi. Mais il n'est pas nécessaire que la provocation ait été suivie d'effet. Il faut encore l'intention criminelle de l'auteur de l'acte.

Constitue également un acte de provocation à l'avortement le fait de prouver des moyens abortifs. L'article 2 de la loi de 1920 nous dit en effet que « sera
« puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis
« en vente ou fait vendre, distribué, ou fait distribuer, de quelque manière que ce soit, des remèdes,
« substances, instruments ou objets quelconques, sa-

« chant qu'ils étaient destinés à commettre le crime
« d'avortement, lors même que cet avortement n'au-
« rait été ni consommé, ni tenté, et alors même que
« ces remèdes, substances, instruments ou objets
« quelconques proposés comme moyens d'avortement
« efficaces seraient en réalité inaptes à les réaliser. »

Ici, il nous faut distinguer selon que l'avortement en est résulté ou non. Si l'avortement n'a été ni consommé, ni tenté, ou si le moyen était inefficace, ce fait de propagande constitue le délit spécial prévu et réprimé par la loi de 1920. Si, au contraire, « l'avorte-
« ment a été consommé à la suite de manœuvres ou
« de pratiques prévues à l'article 2, les dispositions
« de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux
« auteurs desdites manœuvres ou pratiques » (art. 5). Il y a, dans ce cas, complicité du délit d'avortement.

La loi de 1920 punit tous ceux qui ont proféré des discours, écrit les livres ou fait les dessins, ceux qui les ont sciemment distribués ; elle punit également les fabricants de médicaments ou objets destinés à procurer l'avortement, ainsi que ceux qui les ont sciemment mis en vente.

Quant aux faits de *propagande anticonceptionnelle*, ils sont réprimés par l'article 3 de cette même loi qui prévoit deux modes distincts pour se livrer à cette propagande. Tout d'abord (premier alinéa) « Sera
« puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de 100 francs à 5.000 francs, quiconque, dans un
« but de propagande anticonceptionnelle, aura, par
« l'un des moyens spécifiés aux articles 1^{er} et 2, dé-
« crit ou divulgué ou offert de révéler des procédés
« propres à prévenir la grossesse ou encore faciliter
« l'usage de ces procédés. »

Il faut que l'agent ait opéré dans un but de propagande anticonceptionnelle : C'est là un élément essen-

tiel du délit (Cass., 3 décembre 1925, *B. Crim.*, n° 333). C'est même, déclarent MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste « tout l'élément intentionnel du délit que « prévoit et punit l'article 3 de la loi du 31 juillet « 1920 ». Le tribunal ne pourra donc condamner que si la preuve de ce but de propagande est faite. Mon camarade et ami, M. Lucien Bonnet, dans sa remarquable thèse sur le « but, élément constitutif du délit », se pose cette question : « A quoi reconnaître, « écrit-il, que l'agent a eu pour but la propagande « anticonceptionnelle ? Que doit-on entendre par ces « mots ? » Des travaux préparatoires de la loi, il résulte que le législateur a voulu surtout atteindre ceux qui cherchent à s'opposer à la repopulation de la France. « Il ne faut pas oublier en effet, nous fait remarquer M. Bonnet, que la loi de 1920 fait partie « d'un programme plus vaste destiné à combattre la « dépopulation, par des mesures propres à relever « la natalité ». Le but sera donc la volonté de nuire au développement de la natalité.

La preuve de ce but, élément purement psychologique, sera quasi impossible à fournir. De plus, le but réellement poursuivi par le pharmacien qui se sera livré à de telles pratiques sera, le plus souvent, un but de lucre et la propagande anticonceptionnelle ne sera que le moyen propre à réaliser ce but. Dans ces conditions, nous pourrions conclure, avec M. Nast, que « l'article 3 ne sera jamais appliqué et viendra grossir le nombre des dispositions légales purement « théoriques et sans portée pratique ».

M. Nast, cependant, estime que le seul fait de la vente d'objets ayant pour objet de prévenir la grossesse englobait le but de propagande anticonceptionnelle. Mais la loi de 1920 est formelle, et pour que ce délit soit punissable, il est nécessaire que le but de

propagande soit prouvé, en vertu de la règle fondamentale « Nullum crimen sine lege ».

Le second mode prévu par la loi de 1920 fait l'objet du deuxième alinéa de cet article 3 de la dite loi : « Les mêmes peines seront applicables à quiconque, « par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi « du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande « anticonceptionnelle ou contre la natalité ». A première vue, il semble que ce paragraphe fait double emploi avec le précédent, mais il paraît résulter de la discussion au Sénat de la proposition Lannelongue-Poirier (Sénat, séances des 28 janvier 1919 et 23 juillet 1920, *J. O.* des 29 janvier 1919 et 24 juillet 1920) que la formule du deuxième alinéa vise la propagande anticonceptionnelle *in abstracto*, celle qui se produit sans divulguer ou prôner les moyens de prévenir la grossesse ; c'est celle qui, laissant à d'autres le soin de mettre ses conseils en pratique, ne se préoccupe que du but à atteindre.

La loi de 1920 ne renvoie à la loi du 29 juillet 1881 qu'en ce qui concerne les moyens employés pour faire la propagande. D'ailleurs, elle ne vise que l'article 23 de cette loi qui est ainsi conçu : « Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit « ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces « proférés dans des lieux ou réunions publics, soit « par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, « mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions « publics, soit par des placards ou affiches, exposés « au regard du public, auront... »

Ce délit constitue une infraction de droit commun, de la compétence des tribunaux correctionnels ; la loi sur la presse demeure donc sans influence au cas, par exemple, où une poursuite est exercée à raison d'un article de propagande anticonceptionnelle publié

dans un journal. Si le législateur de 1920 renvoyait à l'article 23 de la loi de 1881, ce n'est que pour abréger la rédaction de la loi, en s'abstenant de reproduire une énumération qui se trouvait déjà dans les codes, mais il n'a jamais eu l'intention d'étendre, en quoi que ce soit à ce délit, les exceptions à la procédure de droit commun prévues par cette loi.

Enfin, il est un article 4, à cette loi, un peu méconnu peut-être et passé souvent dans l'ombre en étudiant l'avortement, car il vise un délit tout spécial, mais qui nous intéresse particulièrement ; il est ainsi conçu : « Seront punis des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 Germinal an XI, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les étiquettes, les annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'indication de ces vertus ne serait que mensongère. »

Nous nous contenterons, pour maintenant, de signaler ce délit, nous réservant d'en donner les explications nécessaires avec l'étude des remèdes secrets.

Mentionnons que, par ses circulaires des 6 août 1920 et 11 janvier 1923, M. le Garde des Sceaux a fait connaître aux Parquets qu'il attachait la plus grande importance à ce que la propagande anticonceptionnelle ne reste pas impunie ; il a invité les chefs de Parquet à requérir une information dès qu'une infraction parvenait à leur connaissance.

CHAPITRE II

LE SECRET PROFESSIONNEL

« Les médecins, chirurgiens et autres officiers de
« santé, ainsi que les *pharmaciens*, les sages-femmes
« et toutes autres personnes dépositaires, par état ou
« profession, par fonctions temporaires ou perma-
« nentes, de secrets qu'on leur confie, qui, hors le
« cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs,
« auront révélé ces secrets seront punis d'un empri-
« sonnement d'un mois à six mois et d'une amende
« de cent à cinq cents francs » (art. 378 C. pén.). Le
pharmacien est donc tenu au secret professionnel. Dé-
jà, dans le serment d'Hippocrate il s'engageait à res-
pecter ce secret: « Quoi que je voie ou entende dans
« la société pendant l'exercice ou même hors de
« l'exercice de ma profession, je tairai ce qui n'a ja-
« mais besoin d'être divulgué, regardant la discrétion
« comme un devoir en pareil cas ». M. Lafontaine re-
commande même aux pharmaciens d'être non seule-
ment discrets, mais « muets » (*op. cit.*).

Pour qu'il y ait délit, il faut la réunion de plusieurs
éléments : il faut d'abord qu'il y ait eu un fait de ré-
vélation, que cette révélation porte sur un secret. Il
doit s'agir, bien entendu, d'un fait qui ne soit pas de
notoriété publique, sinon, il n'y aurait plus de secret;
peu importe que la révélation ait été faite publique-
ment ou à une seule personne, qu'elle ait été totale ou
partielle. Il a été même jugé qu'un fait négatif pou-
vait constituer un secret (Cass., 9 novembre 1909, D.
P. 1902, 2, 347). Il faut également que la personne qui
a fait cette révélation soit, par sa profession ou par

ses fonctions, appelée à être dépositaire de secrets, et que le secret ait été reçu par cette personne en raison de sa profession. En principe, toute personne est tenue, moralement, de garder les secrets qui lui sont confiés en raison de son état. La loi a voulu garantir la sécurité des confidences qu'un particulier est dans la nécessité de faire à une personne exerçant une profession déterminée, soit pour en recevoir des directions ou des conseils éclairés, soit parce qu'un intérêt respectable impose la confiance. Il faut enfin, comme dans tous délits, l'intention coupable, qu'il ne faut pas confondre avec l'intention de nuire. En effet, nous lisons dans l'arrêt précité du 9 novembre 1901 de la Cour de Cassation : « Attendu que la disposition de « l'article 378 du Code pénal est générale et absolue, « et qu'elle punit toute révélation du secret profes- « sionnel, sans qu'il soit nécessaire d'établir à la « charge du révélateur l'intention de nuire ; que c'est « là ce qui résulte tant des termes de la prohibition « que de l'esprit dans lequel elle est conçue ; qu'en « imposant à certaines personnes, sous une sanc- « tion pénale, l'obligation du secret, comme un devoir « de leur état, le législateur a entendu assurer la « confiance qui s'impose dans l'exercice de certaines « professions. » Peu importe, cependant, le mobile qui a poussé le coupable à agir ; peu importe même que l'auteur de la révélation ait voulu disculper celui que concerne le secret révélé (Cass., 19 décembre 1885, S. 1886, 1, 86).

Les tribunaux ont à rechercher si l'exercice d'une profession oblige à garder le secret. Ils sont arrivés à établir une liste de personnes tenues au secret. Mais le seul qui nous intéresse ici est le secret médical. Aucune difficulté ne peut exister sur ce point en ce qui concerne les médecins, chirurgiens, pharmaciens et

sages-femmes puisqu'ils sont expressément visés dans l'article 378. L'obligation du secret est très étroite : la Cour de Cassation a même décidé que viole le secret professionnel le médecin qui, appelé à donner ses soins à un ouvrier victime d'un accident du travail, a communiqué des renseignements sur l'état de celui-ci, après son décès, au médecin chef de l'entreprise (Cass., 9 mai 1913, *J. des Parq.*, 1915, 2, 243). Cependant, le médecin et le pharmacien peuvent être relevés de ce secret par la personne intéressée, et délivrer un certificat médical sur la demande ou avec l'autorisation du malade. Une double remarque s'impose ici : L'obligation du secret ne porte que sur les faits qui sont secrets de leur nature que le médecin ou le pharmacien ont appris à raison de leur profession ; d'autre part, quand ils sont commis par la justice, ou même quand ils sont chargés d'une expertise privée, le médecin et le pharmacien ont le droit de témoigner en justice sur les constatations contenues dans leur rapport ou certificat.

Une question s'est posée de savoir si une personne, tenue au secret professionnel, peut se retrancher derrière ce secret pour ne pas déposer en justice. En principe, le témoin qui a comparu doit « satisfaire à « la citation », c'est-à-dire déposer sur les faits dont il a eu connaissance. Le refus de déposer est assimilé au refus de comparaître, et est puni d'une amende. La jurisprudence dénie au témoin le droit de se retrancher, pour garder le silence, soit sur une promesse ou même un serment antérieur s'opposant à ce qu'il réponde, soit sur un intérêt personnel; le témoin est toujours tenu de répondre aux questions qui lui sont posées, le fait sur lequel il est interrogé impliquerait-il sa responsabilité pénale ou l'exposerait-il à un préjudice important. Néanmoins, les personnes

tenues légalement au secret professionnel peuvent être dispensées de déposer ; mais jamais elles ne seront dispensées de comparaître. Après avoir prêté serment, si elles estiment devoir se retrancher derrière le secret professionnel, elles le feront, et nul ne pourra les obliger à déposer à l'occasion de ces faits, on ne pourra même pas les autoriser à déposer. Si, par oubli de la loi, elles ont été entendues, leur déposition doit être considérée comme inopérante et écartée du débat (Cass., 10 mai 1900, S. 1901, 1, 161). Cependant, l'article 378 doit être écarté lorsqu'il y a lieu, pour l'une de ces personnes, de se défendre contre une injuste accusation (Cass., 23 mars 1916, *B. Crim.*, p. 21).

L'article 378 énonce une exception : « hors le cas « où la loi les oblige à se porter dénonciateurs... ». Il s'agit ici de l'application de l'article 30 du Code d'instruction criminelle qui déclare que « toute personne « qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sû-
« reté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un
« individu, sera tenu d'en donner avis au Procureur
« de la République, soit du lieu du crime ou du délit,
« soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé ».

Au sujet de l'application de l'article 378, il existe actuellement un différend, soumis aux tribunaux, entre les pharmaciens et l'Administration des Contributions directes. Cette dernière manifeste le désir, pour vérifier, au point de vue fiscal, la comptabilité des pharmaciens, de faire présenter par ceux-ci à leurs agents le livre d'ordonnance. Le pharmacien répond à l'Administration que ce serait là violer le secret professionnel : car, comme nous dit M. Pierre Michaud (*La Pharmacie Moderne*, 5 avril 1931), « le
« pharmacien exécute l'ordonnance du médecin, et
« presque toujours, le traitement fait supposer le gen-

« re de maladie du patient. Le pharmacien doit donc
« se garder de révéler l'ordonnance qu'il a exécutée;
« de plus, il doit tenir secrets ses livres profession-
« nels, car ceux-ci reproduisent souvent la teneur de
« l'ordonnance et le nom de celui à qui elle est des-
« tinée. Cette reproduction est même rigoureusement
« obligatoire pour le livre dans lequel le pharmacien
« doit noter au jour le jour les entrées et les ventes
« de produits tels que les poisons et les stupéfiants. »

L'Association Générale des Pharmaciens n'a cessé de déclarer que ce livre n'était pas un livre de commerce; que, lié par le secret professionnel, le pharmacien n'avait pas le droit de le faire voir aux agents du Ministère des Finances, même à ceux d'entre eux qui sont liés par le secret professionnel. Après bien des hésitations, le Ministre des Finances a soutenu la thèse de l'Administration, et un procès a été engagé contre un pharmacien de Laon. Le Tribunal correctionnel de cette ville a, par jugement du 8 février 1933, donné raison au Ministre des Finances, par les motifs suivants :

« Attendu que le refus par le pharmacien de com-
« muniquer à l'agent du Trésor le livre spécial d'or-
« donnances se trouverait ainsi parfaitement justifié
« si ce registre présentait, comme le prétend B..., un
« caractère confidentiel ;

« Mais attendu que l'article 22 du décret du 14 sep-
« tembre 1916 qui en régleme la tenue, prescrit
« bien que les pharmaciens doivent mentionner sur
« ce livre le nom et l'auteur de la prescription, mais
« précise en même temps qu'ils ne sont pas tenus d'y
« inscrire le nom de l'acheteur ;

« Attendu que cette faculté laissée au pharmacien
« s'explique et se justifie par un intérêt de discrétion
« en ce qui touche les substances prescrites pour l'u-

« sage de la médecine ; que le nom des personnes
« et des familles auxquelles ces substances sont des-
« tinées a été confié au médecin et au pharmacien
« seuls ; qu'il doit, par suite, rester secret et ne pas
« être livré aux agents de contrôle des officines de
« pharmacie ;

« Attendu, dans ces conditions, que, sous peine de
« manquer gravement à l'obligation du secret dont
« ils se prévalent aujourd'hui les pharmaciens doi-
« vent s'abstenir de porter sur le registre spécial d'or-
« donnances le nom de leurs clients quand le remède
« prescrit est de nature à révéler l'affection dont est
« atteint l'acheteur ;

« Attendu que B... invoquerait en vain l'usage gé-
« néral de porter le nom du malade dans une colonne
« spéciale du registre d'ordonnances afin de pouvoir
« suivre les mouvements de la clientèle ; qu'en effet,
« les pharmaciens ne peuvent, au moyen de cette
« pratique blâmable, qu'aucune nécessité ne justifie,
« créer en leur faveur un privilège leur permettant
« de soustraire un document aux investigations du
« fisc sous prétexte qu'il contient des noms, qu'ils ont
« inscrits sans obligations légales et dans un but uni-
« que de commodité commerciale ; »

L'Association Générale des Pharmaciens a conseillé au pharmacien condamné par ce jugement de faire appel. Qu'est-il résulté de cet appel ? Je l'ignore encore, mais il est certain que si la thèse des pharmaciens n'est pas admise à Amiens, ceux-ci sont décidés à soumettre leur différend à la Cour Suprême.

En attendant la solution de ce conflit, les pharmaciens continuent à opposer un refus à toute demande de communication de leur livre d'ordonnance de la part des agents des Contributions. En agissant ainsi, ils répondent aux directives de leur Syndicat qui leur

a recommandé ce refus, et leur a conseillé de répondre ainsi aux réquisitions dont ils seraient l'objet :
« Un contrôle du registre de copie d'ordonnances ne
« donnerait aucune indication utile au sujet des re-
« venus des pharmaciens et des médecins, attendu
« que les pharmaciens ne sont pas tenus d'y copier
« la plupart des ordonnances médicales, qu'un très
« grand nombre de celles-ci ne sont copiées qu'en
« partie ; que les renouvellements d'ordonnances sont
« mentionnés très exceptionnellement.

« D'autre part, le livre copie d'ordonnances n'est
« pas un livre de commerce. Strictement profession-
« nel, il ne peut être montré qu'aux inspecteurs des
« pharmacies ou sur réquisition du Parquet. Le phar-
« macien qui croirait pouvoir montrer ce livre dans
« d'autres conditions, serait passible de condamna-
« tions pénales — pour violation du secret profession-
« nel, indépendamment de toute intention de nuire
« et il pourrait être condamné civilement au profit
« de ceux, malades ou médecins, dont les noms figu-
« reraient sur le livre en question. »

Après la décision du Tribunal de Laon, le Bureau de l'Association Générale a déclaré que, conscient de son devoir, il n'acceptait pas ce jugement, et qu'il ne négligerait rien pour faire valoir une thèse contraire. En attendant, il a invité tous les pharmaciens à suivre la ligne de conduite tracée par le Président du Syndicat de l'Aisne, en conséquence, à refuser toute communication et à faire inscrire sur le procès-verbal de refus leur raison en ces termes : « Je refuse de
« communiquer mon livre d'ordonnances, ce qui,
« dans l'état actuel des choses, constituerait une vio-
« lation du secret professionnel, jusqu'à ce que l'ac-
« tion en cours entre l'Administration des Contribu-
« tions directes et un pharmacien de Laon, ait reçu

« une solution définitive, me donnant tout apaisement
« au sujet des poursuites qui pourraient m'être in-
« tentées, tant par les malades que par les médecins,
« pour violation du secret médical, qui ne se confond
« pas avec le secret fiscal. »

Relisant attentivement le décret du 14 septembre 1916, sur lequel s'est basé le Tribunal de Laon, j'ai remarqué qu'en effet, l'article 22 de ce décret, visé par le jugement en question, précisait, dans son deuxième alinéa : « Toutefois, pour les ventes sur ordonnances, « ils (les pharmaciens) ne sont pas obligés d'inscrire « le nom de l'acheteur, mais ils doivent mentionner, « le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription... » Remarquons tout d'abord que si la loi n'oblige pas le pharmacien à inscrire le nom de l'acheteur sur son livre d'ordonnance, elle ne le lui interdit pas, et par conséquent, le pharmacien est libre de l'inscrire, et s'il l'inscrit, il est tenu aux mêmes obligations que s'il était obligé de l'inscrire.

Mais cet article 22 se trouve au chapitre II du titre I^{er} de ce décret, titre consacré aux substances classées dans le tableau A. Or, si nous lisons le titre II, nous trouvons un article 32 ainsi conçu : « Tout achat « ou toute cession, même à titre gratuit des dites sub-
« stances, doit être inscrit sur un registre spécial...
« Les inscriptions sur le registre sont faites sans au-
« cun blanc, rature ni surcharge, au moment même
« de l'achat ou de la réception, de la vente ou de la
« livraison. Elles indiquent le nom desdites substan-
« ces tel qu'il figure au tableau B, leur quantité, les
« noms, profession et adresse soit de l'acheteur, soit
« du vendeur, ainsi que le numéro donné par ce der-
« nier au produit livré.

« »

« Toutefois, les pharmaciens sont autorisés, pour les
« ventes sur ordonnances, à n'inscrire que chaque

« mois, sur le registre spécial le relevé totalisé des
« quantités des dites substances qui figureront pour
« le dit mois, au registre de vente prévu par l'arti-
« cle 22 et sur lequel ils doivent alors inscrire le nom
« et l'adresse des personnes auxquelles ils ont livré
« ces substances. »

Comme le fait remarquer M. Pégurier, président d'honneur de la Société de Pharmacie du Sud-Est (*Bull. S.-E.*, septembre 1933), on pourrait objecter
« que l'acheteur n'est pas toujours, et nécessaire-
« ment, le malade, mais cet argument est d'avance
« battu en brèche, car l'acheteur (ami ou personne de
« service) donnera toujours le nom et l'adresse du
« malade et non les siens, ne serait-ce d'ailleurs que
« pour éviter toute responsabilité personnelle. »

Le Tribunal de Laon avait, dans ses autres attendus, adopté la thèse des pharmaciens ; nous estimons donc, puisque nous avons pu démontrer l'erreur dans laquelle il était tombé en ce qui concerne le motif déterminant sa décision, que les pharmaciens ne peuvent que triompher dans ce différend.

Reprenant la conclusion de M. Pégurier à un article consacré au jugement en question (*Bull. S.-E.*, septembre 1933), nous dirons que « le pharmacien peut
« user de la liberté que lui donne la loi de tout ins-
« crire, y compris les nom et adresse de l'acheteur sur
« le livre-copie des ordonnances (modèle en cours),
« lequel devient, par la force des choses, un livre
« auxiliaire de comptabilité purement pharmaceuti-
« que, et non commerciale ou fiscale, avec nécessité
« absolue d'y faire figurer, à titre de référence, le
« nom et l'adresse du malade. »

« Il en résulte que ce livre des transcriptions géné-
« rales et des adresses indispensables est un docu-
« ment indissolublement lié au secret professionnel
« du pharmacien et du pharmacien inspecteur dont
« la mission est nettement tracée par la loi. »

CHAPITRE III

FRAUDES ET FALSIFICATIONS

Dans le rapport annuel présenté par M. Zimmermann, secrétaire général du Syndicat des Pharmaciens d'Alger à l'assemblée statutaire du 29 avril 1934, nous relevons le passage suivant : « Nous sommes
« soumis, vous le savez, au régime de la loi sur la ré-
« pression des fraudes, avec cette aggravation qu'un
« épicier ou un droguiste ne sera poursuivi que s'il
« y a fraude constatée, tandis que nous subissons tou-
« tes les rigueurs de la loi si un produit prélevé par
« le service d'inspection est, non pas fraudé, mais
« seulement s'il n'est pas conforme au Codex. »

Nous devons donc, non seulement étudier la loi du 1^{er} août 1905 elle-même, mais aussi, nous devons étudier son adaptation avec les règles spéciales concernant la pharmacie : le Codex d'une part, l'inspectorat des pharmacies d'autre part. De plus, le pharmacien confie parfois la préparation de certains produits à l'un de ses confrères, il vend également des produits composés et conditionnés par un autre pharmacien. Nous devons nous demander qui, dans ce cas, du fabricant ou du détenteur saisi, devra être reconnu responsable de la fraude découverte. Par suite, nous diviserons ce chapitre en cinq paragraphes consacrés respectivement, le premier aux divers délits prévus par la loi de 1905 et s'appliquant aux pharmaciens, le second aux modifications apportées aux principes de la loi par l'existence du Codex pharmaceutique, le troisième aux cas où le pharmacien détenteur n'est pas le fabricant, le quatrième à la procédure de

droit commun, et enfin, le cinquième à l'inspection des pharmacies.

§ I^{er}. — DIVERSES INFRACTIONS PRÉVUES PAR LA LOI
DU 1^{er} AOÛT 1905

L'article 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905 punit les tromperies ou tentatives de tromperies qui portent sur « toutes marchandises ». Cette expression embrasse, dans sa généralité, toutes choses mobilières, tous produits naturels ou artificiels qui peuvent faire l'objet d'un commerce. Mais, pour que l'article 1^{er} soit applicable, il faut que la tromperie ait été commise dans l'exécution d'un contrat, non seulement un contrat de vente, mais un contrat quelconque, échange, société, etc. L'un des contractants doit avoir personnellement induit l'autre en erreur. La tromperie est punissable indépendamment de toute manœuvre frauduleuse, car il y aurait alors, non plus tromperie, mais escroquerie, et l'article 405 du Code pénal serait applicable. La tromperie ne constitue un délit qu'autant qu'elle a été commise avec intention frauduleuse. C'est là une question laissée à l'appréciation des juges du fait, mais il importe de remarquer que la loi n'a pas créé une présomption de culpabilité à l'égard du prévenu qui, avant de mettre une marchandise en vente, n'a pas pris la précaution de procéder à certaines vérifications plus ou moins compliquées pour s'assurer de sa composition (Cass., 23 juillet 1925. *B. Crim.*, n° 237).

La tromperie peut se manifester de différentes façons : ce peut être d'abord une tromperie sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles. Il y a lieu toutefois, comme nous le verrons, de tenir compte des conditions

dans lesquelles le produit est livré au public. Il importe encore de remarquer que l'article 1^{er} n'est applicable que si l'acheteur a été trompé, si, en contractant, celui-ci comptait que les principes utiles, qui font totalement ou partiellement défaut, existaient dans la marchandise ou s'y trouvaient dans une plus forte proportion. Mais il n'est point exigé, pour qu'il y ait tromperie sur la nature, que le vendeur ait accompli un fait positif à l'effet de modifier les éléments de la marchandise. Il faut néanmoins que le prévenu ait su que la marchandise vendue par lui comme absolument pure était mélangée de substances étrangères ou qu'elle avait une composition différente de celle qu'il avait annoncée, ou que certains éléments essentiels ne se trouvent pas dans le produit dans la proportion exigée par les usages locaux.

Au même titre que la tromperie sur la nature, la loi punit aussi la tromperie sur l'espèce ou sur l'origine de la marchandise. Mais faut-il encore que, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribué à la marchandise soit considérée comme la cause principale du contrat intervenu entre les parties ? S'il s'agit d'une appellation d'origine inexacte, c'est alors la loi du 6 mai 1919, sur la protection des appellations d'origines qui devient applicable.

La tromperie sur la quantité est aussi réprimée par cet article. Il suffit qu'il ait été fait, dans une intention frauduleuse, une livraison inférieure en poids, en volume ou en nombre à celle qui avait été stipulée dans la convention. La simple détention de faux poids, même n'en aurait-il pas été fait usage, est prévue et punie par l'article 4 de la même loi.

Enfin, l'article 1^{er} de la loi de 1905 prévoit le fait de tromper sur l'identité des choses livrées.

Dans tous ces cas de tromperie, la loi de 1905 prévoit une peine qui peut être soit de trois mois à un an de prison, et de 100 à 5.000 francs d'amende, soit l'une de ces deux peines seulement. La peine d'emprisonnement pourra être portée à deux ans lorsque la tromperie aura été commise par l'un des moyens limitativement spécifiés dans l'article 2 de la loi : par l'usage de poids, de mesures et autres instruments faux ou inexacts, par des manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse, du dosage, du pesage ou du mesurage ou à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, enfin par des indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure ou exacte.

Plus intéressantes, pour nous, sont les prescriptions de l'article 3 de la dite loi qui visent la falsification des « denrées servant à l'alimentation de l'homme ou « des animaux, des *substances médicamenteuses*, des « boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus », la vente ou la mise en vente de ces produits falsifiés. Les substances médicamenteuses comprennent, non seulement toutes les substances qui constituent des remèdes pour soigner les malades et panser les blessés, mais encore celles qui ont simplement des propriétés hygiéniques. Peu importe leur nature : Ainsi, les sangsues ont toujours été considérées comme de substances médicamenteuses. Il faut que ces produits soient destinés à être vendus.

Il y a falsification quand le vendeur a eu recours à des manipulations, à des actes matériels ayant pour effet, soit de modifier les éléments de la chose, soit d'y introduire des produits d'une nature ou d'une qualité différente, soit de changer l'aspect de la chose. La falsification s'opère par une addition ou par un retranchement, ayant pour résultat, soit de dénaturer ou

d'altérer la nature ou la qualité de la marchandise, soit de détériorer cette marchandise, au préjudice de l'acheteur. Pour certains produits, des décrets ou des décisions de certains congrès ont déterminé exactement leur composition. Ils seront donc réputé falsifiés si leur composition est différente de celle ainsi déterminée. Il faut, pour qu'il y ait délit, l'intention coupable de l'auteur du mélange, que celui-ci ait su qu'il ajoutait à la denrée un produit étranger à sa composition normale.

Il y aura délit également lorsque ces substances falsifiées auront été exposées, mises en vente et vendues. L'exposition dans une boutique ou un lieu ouvert au commerce et destiné à offrir aux acheteurs les marchandises propres à la consommation suffit pour qu'il y ait délit; mais il ne faut pas lui assimiler la détention par un propriétaire du produit de sa récolte. Tous les vendeurs de marchandises sont soumis à ces dispositions : peu importe, en effet, que la vente soit faite en gros ou en détail. Mais il faudra que le vendeur ait su que ce produit a été falsifié.

Dans tous les cas de falsification, de vente ou de détention de substances falsifiées, la peine sera aggravée si les dites substances sont nuisibles à la santé de l'homme et des animaux. Il n'est pas toujours nécessaire que le prévenu ait connu le caractère nuisible de la substance, il existe en effet une présomption *juris tantum* qu'il connaissait ce caractère lorsqu'il est établi qu'il a volontairement mis en vente ou employé une substance dont le caractère nuisible est constant.

Est également réprimé par la loi de 1905 le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre des produits propres à effectuer les falsifications des denrées servant à l'alimentation, des boissons ou des produits

agricoles ou naturels ainsi que la provocation à l'emploi de ces produits par brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

L'article 3 de la dite loi vise aussi la mise en vente ou la détention de produits corrompus ou toxiques, mais les substances médicamenteuses n'étant pas comprises dans cette énumération limitative des dits produits, nous nous contenterons de signaler ce délit pour mémoire.

§ II. — MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRINCIPES DE LA LOI PAR L'EXISTENCE DU CODEX PHARMACEUTIQUE

Un jugement du Tribunal de la Seine du 3 décembre 1908 (D. P. 1909, 5, 40) déclare que la loi du 1^{er} août 1905 est « applicable aux pharmaciens aussi « bien qu'aux autres négociants ». Et il ajoute que cette loi doit se combiner avec celle du 21 Germinal an XI, sur l'exercice de la pharmacie : La loi de 1905 réprime la tromperie, qu'il y ait ou non exercice illégal de la profession de pharmacien, c'est donc qu'elle est applicable aux pharmaciens; celle de l'an XI punit le fait, par un pharmacien, de ne pas livrer des produits conformes à l'ordonnance du médecin, qu'il y ait tromperie ou non. Le législateur de Germinal an XI n'a nullement songé à atteindre la fraude et la falsification, il ne les a même pas envisagés. La loi de Germinal a été rédigée avec des préoccupations de réglementation corporative. La Révolution a aboli les corporations, mais on reconnut vite la nécessité d'une exception à l'endroit de la corporation pharmaceutique, sa fonction sociale étant « un véritable service public », nous dit M. Revel (La répression des fraudes dans le domaine pharmaceutique).

C'est d'ailleurs en raison de ce caractère de service

public que l'on doit l'existence du Codex pharmaceutique. Le droit commun doit s'appliquer intégralement s'il s'agit d'un délit de tromperie sur la quantité, sur l'espèce ou sur l'identité de la marchandise vendue; mais en ce qui concerne la tromperie sur la nature, les qualités substantielles, la composition, la teneur en principes utiles, il y a lieu de se rapporter, pour savoir s'il y a fraude, à la constitution de l'espèce normale loyale. En pharmacie, cette espèce normale loyale est déterminée par le Codex.

Le Codex, d'après le Dictionnaire Larousse, est un recueil officiel de formules pharmaceutiques. C'est, pour être plus précis, et plus scientifique, un formulaire officiel donnant la composition et les propriétés de certaines préparations que les pharmaciens pourront tenir dans leur officine. En vertu de l'article 32 de la loi de Germinal, ce Codex est rédigé par les écoles de médecine.

L'existence du Codex ne date pas de la loi de 1905, ni même de la loi de Germinal an XI. Il a été refondu et révisé en 1908, mais déjà, en 1748, la Faculté de Médecine de Paris faisait paraître un formulaire qui peut être considéré comme, non l'origine, mais le modèle du Codex actuel. Un arrêt du Parlement enjoignait aux pharmaciens de la ville de Paris de se conformer à ses prescriptions sous la sanction d'une amende de 500 livres. La loi de Germinal an XI apporta l'unité et l'uniformité à la pharmacopée : le formulaire parisien devint le formulaire légal, et sa sanction fut étendue à toute la France.

L'instruction générale concernant l'inspection des pharmacies donne les règles dont la violation constitue la tromperie : Pour les produits inscrits au Codex, il a été jugé que les produits étiquetés « non Codex » sont illicites, même si le pharmacien est de

bonne foi. La loi de Germinal serait alors applicable — mais s'il y a intention frauduleuse, le fait tombe sous le coup de la loi de 1905 (Douai, 16 décembre 1909, Revel, *op. déjà cité*).

S'il s'agit d'un produit prévu par une ancienne édition du Codex, et dont la composition a été modifiée, ou d'un produit arbitrairement établi, ou même d'un médicament d'une pharmacopée étrangère, il suffit, pour que le délit de fraude ne puisse être relevé, que l'étiquette mentionne la date du Codex, la composition du produit ou la nationalité de la pharmacopée.

En ce qui concerne les produits nouveaux, définis ou non, ils n'ont point d'existence légale, mais il est possible de les détenir à la suite de prescriptions médicales, à condition que son étiquette porte des indications précises. Le pharmacien ne doit pas modifier une formule prescrite par un médecin à l'insu de son client, même après en avoir référé au médecin. Il a néanmoins un droit de contrôle sur les formules médicales, notamment en ce qui concerne les doses toxiques. S'il remarque une erreur, il doit immédiatement en référer au médecin, ou, dans l'impossible, il devra, si le Codex prévoit une des doses maximum, ramener la prescription à cette dose.

Dans tous les cas d'application de la loi de 1905, le juge doit tout d'abord examiner s'il y a modification à la constitution du produit, si cette modification a été opérée avec intention, si cette intention est frauduleuse, si les produits sont destinés à la vente, sans que l'acheteur en ait été expressément averti. C'est donc surtout ici un cas d'espèce qu'il faut trancher.

La méconnaissance des dispositions législatives ou réglementaires qui prescrivent l'obéissance au Codex constitue un délit contraventionnel indépendant de la mauvaise foi de l'agent : l'infraction de la loi de

Germinal est purement matérielle, alors que celle de la loi de 1905 est psychologique.

§ III. — CAS où LE PHARMACIEN DÉTENTEUR N'EST PAS
LE FABRICANT

Au cas de fraude d'un produit dont la fabrication a été confiée par un pharmacien à un de ses confrères (par exemple la teinture d'iode) qui, de ces deux pharmaciens, sera reconnu pénalement responsable de la fraude ? Le pharmacien chez qui le prélèvement a été effectué ou celui à qui la fabrication du produit a été confiée ? Un jugement du Tribunal correctionnel de Lille (9 décembre 1929, G. P. 1930, 1, 473) a établi qu'il était du devoir des pharmaciens, aussi bien que des commerçants en général, de vérifier à l'arrivée l'expédition des fournitures qui leur sont faites, mais cela plus particulièrement des pharmaciens qui ne doivent pas faire emploi dans leur officine d'aucuns produits qu'ils ne l'aient au préalable vérifié, qu'ils ne se soient assurés de la nature et des véritables qualités du produit qui doit entrer dans la composition du médicament qu'on leur a commandé ou qu'ils doivent débiter; et que si rien ne s'oppose à ce que le pharmacien fasse préparer un médicament par d'autres que par lui, et à ce qu'il débite dans son officine un produit qu'il a fait venir tout préparé de chez un autre pharmacien, sa responsabilité civile et pénale n'en subsiste pas moins de la qualité, de la pureté du produit qu'il se borne ensuite à débiter, et qu'il répond de l'erreur commise à débiter un autre produit que celui qui lui est acheté. Ce même jugement admet néanmoins qu'il y a lieu de tenir compte de la confiance qu'un pharmacien, débitant un produit préparé chez un confrère, devait avoir en celui-

ci et de décider que la responsabilité du fabricant du médicament défectueux est bien plus engagée que celle de celui qui l'a seulement débité.

La question la plus délicate est celle de l'application de la loi de 1905 aux *spécialités*. La jurisprudence a admis que seul le spécialiste devait être poursuivi dans ce cas : A la suite de prélèvements faits chez un pharmacien de quatre boîtes de cachets d'une spécialité qui, à la suite de l'analyse, a été reconnue fraudée, le Parquet de Vannes a inculqué le fabricant de cette spécialité. Dans un jugement très longuement motivé (2 décembre 1931, *Argus des Pharmaciens*, 15 avril 1932), le Tribunal de Vannes, faisant droit aux réquisitions du Ministère Public, retint le délit de fraude, estimant que le pharmacien, fournisseur de ces produits, ne pouvait pas ne pas s'être aperçu du déficit en poids de la théobromine dans ses cachets et qu'il ne pouvait exciper de sa bonne foi. En conséquence, il a condamné le pharmacien spécialiste à cinq mille francs d'amende. Ce pharmacien ayant fait appel, la Cour de Rennes, dans son arrêt du 21 mars 1932 (*Argus des Pharmaciens* déjà cité) a adopté la thèse du Ministère public, et s'appuyant sur les rapports des Professeurs Lenormand et Gaucher, a confirmé purement et simplement le jugement de Vannes.

Il faut donc considérer, dans les affaires de fraude, principalement le fabricant du produit fraudé, et n'exercer de poursuites contre le détenteur que s'il lui a été possible matériellement de vérifier sa composition.

§ IV. — PROCÉDURE DE DROIT COMMUN

La loi du 1^{er} août 1905 prévoit une *phase extrajudiciaire* de la procédure pendant laquelle des vérifications sont faites, non pour constater un délit qui paraît avoir été commis, mais pour vérifier si, alors que rien ne la fait soupçonner, une fraude ne se serait pas produite. C'est pendant cette période que sont faits les prélèvements et les analyses. Le décret du 22 janvier 1919, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, fixe les règles suivant lesquelles seront opérés les prélèvements et il sera procédé, lors de la procédure judiciaire, à l'expertise contradictoire.

Le décret du 24 avril 1907 a établi, au Ministère de l'Agriculture, un service de la répression des fraudes et, afin d'assurer le fonctionnement de ce service, des décrets successifs ont créé et organisé un service d'inspection régionale. Toutes les formalités prescrites pour les prélèvements d'échantillons, ne sont pas prescrites à peine de nullité; mais leur inobservation est une cause de nullité en tant qu'elle porte sur des formalités substantielles (Cass., 10 avril 1908, D. P. 1909, 1, 224). Cependant la nullité ou le défaut de procès-verbal de prélèvement ne met pas obstacle à la poursuite, l'agent verbalisateur étant alors convoqué comme témoin. Il importe peu, également, que l'analyse administrative présente des irrégularités, puis que cette analyse ne forme pas la base nécessaire de la décision du tribunal (Cass., 2 juillet 1914, *J. des Parquets*, 1915, 2, 108).

Le décret du 22 janvier 1919, dans son article 4, donne la liste limitative de tous les agents qui ont qualité pour opérer des prélèvements, et, s'il y a lieu, effectuer des saisies. Ces agents ont seuls le droit de

procéder aux prélèvements en vue d'une analyse administrative, mais lorsque le prélèvement est ordonné par le juge d'instruction, au cours d'une information, rien ne s'oppose à ce qu'il soit opéré par d'autres auxiliaires de la justice (Cass., 18 juin 1914, *B. Crim.*, n° 286).

Les prélèvements d'échantillons peuvent être opérés d'office, en toutes circonstances, dans les magasins, boutiques, etc. (loi de 1905, art. 11-3°, modifié par la loi du 28 juillet 1912). Les agents chargés de ce service peuvent pénétrer librement dans les magasins, boutiques, etc., des commerçants et industriels; mais dans les locaux particuliers, chais, étables ou lieux de fabrication, appartenant à des personnes non patentées, ou occupés par des exploitants non patentés, ils ne peuvent pénétrer et procéder à leurs opérations contre la volonté de ces personnes qu'en vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton; les prélèvements et saisies ne peuvent y être opérés que sur des produits destinés à la vente. Dans tous les cas, il ne peut être procédé à une saisie, sans autorisation de justice, à moins de flagrant délit de falsification, ou de vente de produits reconnus corrompus ou toxiques. Tout obstacle apporté à l'accomplissement de la mission de ces agents expose son auteur à des poursuites correctionnelles qui pourront aboutir à une condamnation à une peine de trois mois à un an d'emprisonnement et à une amende de cent à cinq mille francs — ou l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal peut, en outre, ordonner l'affichage du jugement.

Tout prélèvement comporte quatre échantillons: l'un destiné au laboratoire d'analyse, les trois autres, éventuellement, aux experts. Il doit être effectué de telle sorte que les quatre échantillons soient, autant que possible, identiques. Il est cependant dérogé à

cette prescription lorsqu'en raison de la trop faible quantité du produit, la division en quatre échantillons est impossible ou lorsqu'un produit est rapidement altérable, et qu'il ne peut faire, à raison de sa nature, l'objet d'un prélèvement en quatre échantillons homogènes. Tout échantillon prélevé est mis sous scellé, et toutes mesures sont prises pour permettre de vérifier que le scellé est encore intact au moment d'ouvrir l'échantillon. L'un des échantillons est laissé entre les mains du propriétaire ou détenteur. Ce dernier sera mis en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés aux fins de remboursement ultérieur, s'il y a lieu. Tout prélèvement doit être constaté dans un procès-verbal sur lequel on insérera toutes les déclarations que le propriétaire ou détenteur jugera utile d'y faire insérer. Le procès-verbal et les trois échantillons seront envoyés, dans les 24 heures, à la Préfecture qui, dans les 24 heures suivantes, transmettra l'un des échantillons au laboratoire compétent aux fins d'analyse. Une fois l'analyse achevée, dans les huit jours au maximum, le laboratoire envoie son rapport au Préfet. Si aucune fraude n'est constatée, il en avise l'intéressé et lui fait rembourser, s'il le désire, la valeur des échantillons. Si le rapport conclut à une présomption de fraude ou de falsification, le Préfet le transmet au Procureur de la République, avec les échantillons qui étaient déposés à la Préfecture. C'est alors que commence *la phase judiciaire de la procédure*.

Le Procureur de la République vérifie la régularité des opérations faites, il s'entoure de tous renseignements utiles complémentaires et fait recevoir les explications du prévenu. En présence du résultat de son enquête, ou il classera l'affaire sans suite, ou il la poursuivra. Dans ce dernier cas, il fera alors deman-

der au prévenu s'il réclame l'expertise contradictoire, et dans l'affirmative, il sera tenu de saisir le juge d'instruction. Une expertise n'est cependant pas nécessaire pour motiver un jugement de condamnation: le délit peut être prouvé par procès-verbal ou par témoins. Les tribunaux peuvent même puiser les éléments de conviction « dans tous documents versés aux « débats et librement discutés » (Cass., 29 janvier 1912, *J. des Parq.*, 1915, 2, 99). L'expertise, réclamée par l'inculpé, doit être contradictoire. Elle est faite par deux experts choisis l'un par le juge d'instruction, et l'autre par l'inculpé, et qui, avant de commencer leurs opérations, devront prêter serment. Ils discutent leurs conclusions et dressent un seul rapport. Si les deux experts sont d'accord pour infirmer les conclusions du rapport du laboratoire d'analyses, leur rapport sera communiqué au signataire du rapport primitif qui, dans le mois suivant, retournera le dossier au juge d'instruction avec ses observations. Le juge d'instruction pourra alors ordonner une nouvelle expertise confiée à 3 experts qui procéderont à l'examen simultané du quatrième et dernier échantillon. Si les deux experts ne sont pas d'accord sur les conclusions, ils désigneront un tiers expert pour les départager (décret du 22 janvier 1919, art. 29, complété par le décret du 31 novembre 1928, circulaire de la Chancellerie du 6 mars 1929).

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise peut exciper de sa bonne foi en mettant en cause l'industriel ou le commerçant de qui il tient la marchandise. Le magistrat instructeur prendra alors tous renseignements utiles sur le compte du fournisseur en cause, mais, avant de l'inculper, il aura soin de s'assurer que le délit de fraude est bien établi par les diverses expertises contradictoires (circ. Chanc., 20 sep-

tembre 1908). S'il croit devoir donner suite à la dénonciation dont le fournisseur a été l'objet, il peut faire prélever de nouveaux échantillons chez ce fournisseur. Les prescriptions du décret de 1919 ne sont pas imposées à ce prélèvement d'instruction, mais la Chancellerie a recommandé aux juges d'instruction de s'y conformer tout de même (cir. Chanc., 29 septembre 1908, au sujet du décret du 31 juillet 1906, modifié par le décret de 1919).

Toute poursuite exercée en vertu de la loi de 1905 « doit être continuée et terminée en vertu des mêmes « textes », c'est-à-dire qu'il est interdit de substituer, au cours des poursuites, à une qualification prévue par la loi de 1905 une qualification prévue par une autre loi. Mais le juge d'instruction peut lui substituer une autre qualification prévue également par la même loi

§ V. — L'INSPECTORAT DES PHARMACIES

Le principe de l'inspection des pharmacies est relativement ancien : Le Roi Jean, en 1353, rendit en effet la première ordonnance relative à la visite des pharmaciens et portant obligation aux pharmaciens d'avoir la même pharmacopée. L'organisation actuelle de l'inspection des pharmacies date cependant de la loi du 21 Germinal an XI, articles 29, 30 et 31 qui ont été ainsi modifiés par la loi du 25 juin 1908 :

Article 29 : « En vue d'assurer l'application des lois
« et règlements en vigueur sur la pharmacie et sur
« la répression des fraudes en matière médicamenteuse, notamment de vérifier la bonne qualité des
« produits et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale des préparations ou
« compositions médicinales, il sera procédé, au moins

« une fois l'an, à l'inspection des officines des pharmaciens, des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, des magasins de droguerie...

« Les pharmaciens, droguistes et tous détenteurs de produits médicamenteux ou hygiéniques seront tenus de présenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines, laboratoires et leurs dépendances. »

Article 30 : « Un règlement d'administration publique désignera les autorités qualifiées pour effectuer les inspections et visites spéciales prévues à l'article 29 ci-dessus et précisera les pouvoirs qui leur seront conférés par le dit article.

« L'inspection des officines de pharmaciens et des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires ne pourra être confiée qu'à des agents pourvus du diplôme de pharmacien. »

Article 31 : « Un règlement d'administration publique déterminera les règles de procédure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques en ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, les analyses, les expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. »

Le décret portant règlement d'administration publique prévu par l'article 30 de la loi de Germinal a été rendu le 5 août 1908. Il a été récemment modifié par le décret du 29 juin 1934 qui a chargé le Ministre de la Santé Publique et de l'Education Physique d'assurer le fonctionnement de l'inspection des pharmacies organisée par la loi du 21 Germinal an XI, modifiée par la loi du 25 juin 1908, et par le décret du 5 août 1908. »

L'inspection des pharmacies et drogueries, insti-

tuée en vertu de la loi du 21 Germinal an XI et de l'ordonnance royale du 16 juin 1823 était rattaché au service d'hygiène du Ministère de l'Intérieur lors qu'un décret du 17 octobre 1906 la fit passer dans les attributions du Ministère de l'Agriculture chargé de l'application de la loi du 1^{er} août 1905. Une loi du 25 juin 1908 a modifié en conséquence les articles 29, 30 et 31 de la loi de Germinal et a permis de donner, avec les décrets des 5 et 6 août 1908, à l'inspection des pharmacies transformée, sa physionomie actuelle. Aux termes du premier de ces décrets (art. 3), les inspecteurs, obligatoirement munis du diplôme de pharmacien, sont nommés et commissionnés par les Préfets sur la proposition « des Directeurs des Ecoles de « Pharmacie, des Doyens des Facultés mixtes de Médecine et de Pharmacie de la région. Leurs rapports « d'inspection sont adressés aux directeurs ou doyens « de la région ; ceux-ci les transmettent aux Préfets « avec les observations et propositions qu'ils jugent « nécessaires. » (Rapport au Président de la République précédent le décret du 29 juin 1934).

Lorsque les inspecteurs et inspecteurs adjoints des pharmacies constatent ou soupçonnent des délits de fraude ou de falsification sur les produits médicamenteux ou hygiéniques, soumis à la surveillance, ils doivent se conformer, notamment pour les prélèvements d'échantillons, aux règles fixées, pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 à ces matières, par le décret du 4 juillet 1921. Seuls les inspecteurs ont le droit de visiter les pharmacies ; les inspecteurs adjoints sont chargés de procéder à la visite des établissements autres que les pharmacies et dépôts de médicaments, tels que les drogueries, épiceries, salons de coiffure.

La visite des pharmacies doit avoir lieu obligatoirement une fois par an. Les inspecteurs peuvent, dans

les limites de leur compétence, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire effectuer des saisies et des prélèvements d'échantillons de tous produits médicamenteux ou hygiéniques. Ils sont même tenus de faire, chaque année, un certain nombre de prélèvements fixé par le Ministre. Ce nombre est un minimum, proportionnel au nombre de pharmaciens à visiter. Les saisies ne peuvent être faites, en dehors d'une ordonnance du juge d'instruction, que dans les cas de flagrant délit de fabrication et de corruption notoire des produits.

Comme le fait remarquer M. Edouard Tercinet, avocat à la Cour d'appel de Paris (Publicodex, septembre 1934), la loi du 7 février 1933, relative à la liberté individuelle, n'a pas été sans exercer quelque influence sur l'inspection des pharmacies. Aux termes des articles 2, 3 et 4 du décret du 5 août 1908, analysés très exactement dans le Guide de l'Inspecteur des Pharmacies par MM. Roux et Guignard, les inspecteurs des pharmacies, nommés et commissionnés par les Préfets, n'avaient pas besoin, pour opérer des prélèvements ou des saisies, pour constater des contraventions, de l'assistance d'un commissaire de police ; à moins qu'il ne s'agisse d'inspecter un établissement signalé par le Préfet. Le commissaire de police lui-même ne pouvait perquisitionner dans l'appartement privé d'un délinquant s'il opérait une visite hors de l'invitation du Préfet. Il était déjà pratiquement impossible de constater certaines infractions à la loi. Mais, si on examine les pouvoirs de l'inspecteur des pharmacies depuis la promulgation de la loi du 7 février 1933, on est en droit de se demander ce qui subsiste de ces prérogatives. L'inspecteur a toujours le droit d'inspecter, de visiter l'officine et ses dépendances, de se faire présenter, par application

de l'article 29 de la loi de Germinal, les drogues et compositions qui se trouvent dans les magasins et dépendances qu'ils visitent. « Mais, dit M. Tercinet, en « ce qui concerne les visites domiciliaires et les perquisitions, c'est une autre histoire ! »

Les visites domiciliaires et les perquisitions ne peuvent être faites que par le juge d'instruction, ou un juge par lui requis, à moins de flagrant délit, dans quel cas, le Procureur de la République et ses auxiliaires pourront y procéder. Les commissaires de police ne peuvent effectuer que des saisies ou accomplir les missions portant sur un point défini par la commission rogatoire qui leur est délivrée par le juge d'instruction. Que deviennent les inspecteurs des pharmacies au milieu de ces dispositions restrictives ? Ils ne pourront plus opérer des saisies même avec l'assistance du commissaire de police, et même M. Tercinet leur dénie le droit d'opérer des prélèvements, sauf « si une instruction étant ouverte une « commission rogatoire à cet effet est délivrée par le « juge d'instruction à leur ange gardien. Leur rôle se « réduit désormais, dit-il, à l'inspection pure et « simple ». Mais il me semble que l'inspecteur des pharmacies peut, malgré tout, opérer des prélèvements, ce qui n'implique pas, pour lui, l'obligation de procéder à une perquisition. D'ailleurs, la loi du 28 juillet 1912, qui n'a point été modifiée par la loi du 7 février 1933, prévoit une sanction pénale contre qui mettra les inspecteurs ou agents du service de répression des fraudes dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions, soit en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, soit de toute autre manière. L'inspecteur des pharmacies étant un agent de répression des fraudes, ces sanctions sont applicables aux pharmaciens qui, refusant à l'inspec-

teur le droit de prélever des échantillons, mettraient celui-ci dans l'impossibilité d'accomplir ses fonctions. De plus, la loi du 7 février 1933 a réglementé le droit de saisies et de perquisition, mais elle n'a point parlé des prélèvements effectués par les agents du service de la répression des fraudes, ceux-ci peuvent donc continuer à effectuer des prélèvements, ce qui, d'ailleurs, n'implique pas que celui chez qui est effectué le prélèvement soit coupable du délit de fraude. Le seul nouvel obstacle apporté à la mission des inspecteurs des pharmacies par la loi du 7 février 1933 paraît donc être dans l'impossibilité où ils se trouvent d'effectuer des saisies, mais cette loi n'a point modifié le décret du 4 juillet 1921 qui prescrit aux inspecteurs de procéder à la saisie au cas de flagrant délit de falsification et de corruption notoire des produits, et dans ce cas seulement.

Les prélèvements d'échantillons sont soumis aux règles générales du prélèvement des denrées alimentaires que nous avons déjà vues. Cependant, le décret du 4 juillet 1921 prévoit certaines dérogations.

Le talon de l'étiquette à apposer sur les échantillons prélevés doit porter, outre les mentions énumérées par l'article 13, 1°, du décret du 22 janvier 1919, les indications de l'utilisation du produit et de la profession du vendeur ou détenteur. Lorsque, en raison de la qualité ou de la quantité du produit, la division en quatre échantillons est impossible, l'agent qui effectue le prélèvement place sous scellés, en un échantillon unique, la totalité du produit ; il transmet ce scellé dans les 24 heures, avec le procès-verbal, au Procureur de la République, il adresse aussi une copie de son procès-verbal au Préfet et au laboratoire national de contrôle des médicaments. Enfin, lorsqu'un inspecteur a requis un officier de police judiciaire d'ef-

fectuer un prélèvement, le produit prélevé est placé sous scellés, en un échantillon unique, qui est adressé, dans les 24 heures, à l'inspecteur qui a signé la réquisition ; c'est l'inspecteur qui fait ensuite, en présence du vendeur ou détenteur, la division du produit en quatre échantillons.

L'analyse du premier échantillon est confiée au laboratoire national de contrôle des médicaments qui se trouve à Paris. Le résultat est communiqué soit au Procureur de la République, s'il est positif, soit à l'intéressé, s'il est négatif. La procédure judiciaire se poursuit selon les prescriptions du droit commun. Mais, au cas où un seul échantillon a pu être prélevé, il n'est point fait d'analyse administrative, l'échantillon est adressé au Procureur de la République qui notifie à l'intéressé qu'il a trois jours pour désigner un expert, le juge d'instruction saisi, de son côté en désignera également un, et, avant toute expertise, il sera désigné le tiers expert. Les trois experts travailleront ensemble sur l'unique échantillon et rédigeront un rapport commun.

SECTION II

RESPONSABILITE TECHNIQUE

CHAPITRE PREMIER

ERREUR DANS LES PREPARATIONS HOMICIDE ET BLESSURES INVOLONTAIRES

M. Pierre Michaut, dans un article sur la responsabilité du pharmacien (La pharmacie moderne, 20 mai 1932) nous dit que « de par l'exercice de sa profession, le pharmacien peut causer un grave préjudice à ses clients ; il suffit d'une légère erreur dans le dosage d'un produit médicamenteux pour aggraver l'état de santé d'un malade ou même pour compromettre à jamais sa guérison ». On ne peut pas dire que le nombre des accidents, en pharmacie, soit considérable, la confiance de la clientèle s'en ressentirait, mais bien souvent l'accident devrait être rendu impossible, sauf cas tout à fait exceptionnel, car il résulte généralement d'une erreur grossière. Ainsi, du rapport annuel fait en 1933 à la société mutuelle d'assurances contre les accidents en pharmacie, nous relevons les exemples suivants d'erreurs commises par des pharmaciens :

Délivrance d'eau oxygénée au lieu d'eau distillée ;

Délivrance de laudanum au lieu d'eau-de-vie allemande.

A côté d'accidents de ce genre qui constituent de réelles erreurs, nous relevons aussi des cas qui, véritablement, dénotent une incontestable imprudence.

M. Georges Renard (le droit de la profession pharmaceutique) énumère les cas dans lesquels la responsabilité est le plus fréquemment engagée : « La faute
« peut consister soit en un manquement à l'une quel-
« conque des prescriptions des lois et règlements,
« soit dans une maladresse, une négligence, une inad-
« vertance répréhensible d'après le sens commun,
« par exemple la livraison d'un médicament pour un
« autre (Cass. crim., 23 juin 1904, S. 1906, 1, 247),
« l'omission de vérifier à l'arrivée l'expédition d'un
« fournisseur (Caen, 7 mars 1907, D. P. 1907, 1, 113),
« l'exécution inconsiderée d'une ordonnance dont le
« libellé devrait suggérer des doutes ».

Jusqu'à quel point va cette responsabilité du pharmacien ? Civilement, le pharmacien est évidemment responsable par application des articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil au cas même où l'erreur aurait été commise par le personnel à son service.

Pénalement nous devons relever, à l'encontre du pharmacien, le délit de blessures ou d'homicide par imprudence. Les articles 319 et 320 du Code pénal, dont nous faisons une application ici, sont ainsi conçus :

Article 319 : « Quiconque, par maladresse, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura involontairement été la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante à six cents francs. »

Article 320 : « S'il n'en est résulté du défaut

« d'adresse ou de précaution que des blessures ou
« coups, le coupable sera puni de six jours à deux
« mois d'emprisonnement et d'une amende de seize
« francs à cent francs ou de l'une de ces deux peines
« seulement. »

Ces deux articles sont en effet applicables à ces cas lorsqu'il résulte de l'erreur, une maladie, une blessure ou la mort du client.

Un cas typique d'erreur est celui qui nous est signalé par l'Echo de la Presse du 13 octobre 1932, sous le titre « Erreur de pharmacien » et que nous reproduisons :

« Le 12 décembre 1930, le Docteur R... était appelé
« au chevet d'un enfant de trois ans, le fils de M. R...,
« demeurant à Blanc-Mesnil.

« Diagnostiquant une légère angine, il ordonna un
« collutoire. dont la préparation fut confiée au pharmacien F..., au Bourget.

« A la première application, le collutoire brûla la
« gorge du bébé. Les parents firent appeler le Docteur P..., qui, voyant dans la gorge une fausse membrane, pratiqua une piqûre antidiphthérique.

« Le 14 décembre, l'enfant est mort.

« Le Docteur D..., médecin légiste, pratiqua l'autopsie du petit cadavre et conclut à la mort occasionnée par une congestion pulmonaire double. Le rapport constate aussi des traces de brûlures sur les lèvres et dans l'arrière-gorge.

« L'analyse du flacon de collutoire a révélé que le mélange contenait une proportion de 60 % d'acide phénique.

« Le pharmacien a comparu, le 11 juillet 1931, devant le tribunal de Pontoise, qui l'a condamné à un mois de prison avec sursis, 100 francs d'amende et 3.000 francs de dommages et intérêts.

« Pour sa défense, M. F... a prétendu que sa préparation avait été strictement conforme à l'ordonnance et a même insinué qu'une substitution avait dû être opérée dans le flacon.

« Le jugement repousse cette allégation. Un rapport du Docteur K. A... indique que si le flacon avait contenu le gramme de résorcine prescrit, les traces de cette substance n'en auraient pas disparu puisque le flacon n'a pas été lavé à l'eau bouillante. »

Pour qu'il y ait délit, il faut un préjudice, il faut également une faute de l'auteur, car il ne pourrait être retenu de délit contre lui si l'homicide ou les blessures provenaient d'un cas fortuit. Il faut aussi qu'il existe un lien de causalité entre le préjudice subi par le client et la faute commise (Cass., 23 juin 1904, S. 1906, 1, 247). L'énumération de l'article 319 est limitative, mais les expressions employées étant générales, le juge peut, en réalité, y faire rentrer toutes les fautes possibles ; il prévoit d'abord la maladresse : elle consiste dans un fait matériel ou moral dérivant de l'ignorance ou de l'impéritie de son auteur. Ainsi, le pharmacien, au lieu de mettre 10 gouttes d'un produit toxique dans une potion, aura cru lire sur l'ordonnance et aura mis 10 grammes de ce produit, ne se doutant pas qu'une telle dose était trop forte étant donné la toxicité de ce produit. L'article 319 prévoit encore l'imprudence, qui est la faute que ne commet pas l'homme prévoyant, l'inattention ou la négligence, c'est-à-dire l'oubli ou l'omission d'une précaution commandée par la prudence et dont l'observation eût évité l'accident. C'est le cas du pharmacien qui, ayant préparé plusieurs commandes de clients différents, ne les a pas suffisamment séparés, et a livré à l'un d'eux une substance indiquée et préparée pour

un autre. C'est encore le cas de celui qui, ne pouvant pas lire un mot sur une ordonnance, a cherché à le traduire et a livré un produit différent de celui qui était ordonné. Enfin, l'article 319 prévoit l'inobservation des règlements, bien que la contravention à ce règlement ne soit pas légalement punissable. La faute résultant de l'inobservation des règlements est indépendante de tout fait de maladresse, d'imprudence ou de négligence ; elle suffit à elle seule à engager la responsabilité de son auteur (Cass., 22 janvier 1883, D. P. 1883, 1, 487).

Il faut évidemment, pour que les articles 319 et 320 soient applicables, qu'il soit résulté de l'erreur soit des blessures, soit la mort. Si le pharmacien s'est rendu compte de son erreur et a fait, avec succès, tout ce qui était en son pouvoir pour éviter le préjudice, il ne pourra être poursuivi pénalement, car les articles en question ne prévoient pas la tentative de ces délits, et l'article 3 du Code pénal spécifie que « les tentatives de délits ne sont considérées comme délits » que dans les cas déterminés par une disposition « spéciale de la loi ». De même, le pharmacien ne pourra être inquiété si l'erreur n'a eu aucune influence sur le malade, ainsi, il aura délivré du sirop simple au lieu de sirop de tolu.

Les peines étant personnelles, le pharmacien devra être acquitté et le fabricant poursuivi s'il s'agit d'une spécialité qui, par ses apparences, paraît être celle qui lui a été demandée, l'erreur ayant été commise par le personnel du fabricant. De même, alors qu'il est civilement responsable pour les erreurs commises par ses employés, nous devons reconnaître que ceux-ci seront pénalement poursuivis dans ce dernier cas, et non le pharmacien lui-même.

On ne saurait trop recommander aux pharmaciens

la prudence et l'attention toujours soutenue, car, s'il existe des assurances pour les dédommager des condamnations civiles, ce sont eux qui devront payer l'amende ou subir l'emprisonnement qui seront prononcés contre eux.

CHAPITRE II

DELIVRANCE D'UN MEDICAMENT SANS ORDONNANCE MEDICALE SANCTION APPLICABLE A CETTE INFRACTION

« Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des
« préparations médicinales ou drogues composées
« quelconques, que d'après la prescription qui en est
« faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie,
« ou par des officiers de santé et sur leur signature. »
Tel est le principe qui se trouve posé par l'article 32 de la loi du 21 germinal an X, et qui se complète par l'interdiction de la vente des remèdes secrets, l'obligation, pour les préparations et compositions, de se conformer aux formules du Codex et enfin, l'interdiction d'exercer, dans les lieux où ils tiennent leur officine, un commerce ou débit autre que celui des drogues et préparations médicinales.

Le pharmacien doit donc exiger de son client une ordonnance d'un médecin. Mais cette ordonnance n'est pas exigée pour tous les médicaments que peuvent vendre les pharmaciens. On doit, en effet, distinguer deux sortes de médicaments : les remèdes officinaux, dont la préparation est déterminée par le Codex, et les remèdes magistraux qui sont formulés

par les médecins. Or, les remèdes officinaux peuvent être délivrés sans ordonnance, à condition qu'ils ne contiennent pas de toxiques dans leur composition. Le pharmacien peut les préparer d'avance, il n'est tenu qu'à se conformer exactement, pour leur composition et leur préparation, aux formules insérées dans le Codex.

Le pharmacien doit exiger une ordonnance pour la délivrance des remèdes magistraux. En présence de cette ordonnance, avant de délivrer le remède prescrit, il doit s'assurer non seulement qu'elle est régulière, mais encore qu'elle est revêtue de la signature d'un médecin. Commet une contravention, le pharmacien qui délivre un médicament, sur le vu d'une ordonnance signée illisiblement, dont il a négligé de vérifier la signature et qui se trouve émaner d'un individu non médecin (Seine, 15 novembre 1895, J. des parquets, 1896, 2, 59).

Ce principe, cependant, n'est pas appliqué dans toute sa rigueur. Les médecins eux-mêmes, qui en sont les victimes, sont les premiers à reconnaître qu'il ne peut en être autrement. Le bulletin de l'Association Générale des Syndicats Pharmaceutiques de France et des Colonies, reproduit, en effet, les conseils suivants d'un médecin à un jeune confrère, qui ont parus dans le Journal des Praticiens : « Nous avons
« connu des médecins qui s'affligeaient de voir des
« pharmaciens donner un remède à des clients qui
« venaient le consulter. Un pharmacien ne peut faire
« autrement. De par son métier, il est obligé de
« rendre des petits services qui n'ont rien à faire avec
« l'exercice illégal de la médecine. Rien ne sert de
« diriger directement pour un malaise ou une égratignure sans importance un solliciteur vers un médecin. Le solliciteur ne s'y rendra pas. Il ne con-

« sentira au sacrifice d'une consultation de la Faculté
« qu'à la condition qu'il n'aille pas mieux. Ce que ne
« manquera pas de lui dire le pharmacien qui ne lui
« délivrera une drogue qu'en attendant. »

La loi du 21 germinal an XI n'a prononcé aucune sanction contre ceux qui contreviendraient à cette disposition. La Cour de Cassation avait décidé (8 février 1867, D. P. 1867, 1, 141), que l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, relatif à la police de la pharmacie, était toujours en vigueur, qu'il n'avait pas été abrogé par la loi de Germinal, qui, au contraire, aurait étendu son application à toute la France. Elle en conclut que les peines que cet arrêt de règlement prononce (500 livres d'amende) sont applicables à la contravention à la défense de délivrer des remèdes sans ordonnance du médecin. Mais cette question de l'application des sanctions édictées par l'arrêt de règlement du Parlement de Paris est très controversée. Déjà, par arrêt du 26 mai 1837, la Cour de Cassation avait adopté la solution inverse : la loi de germinal aurait abrogé cet arrêt de règlement.

Quoi qu'il en soit, même en admettant que l'arrêt de règlement du 23 juillet 1748 ne soit pas abrogé, il y a lieu de remarquer que rares sont les poursuites pour contravention à ces dispositions de la loi de germinal, et que les médecins eux-mêmes reconnaissent aux pharmaciens le droit de donner des conseils à leurs clients, et de leur fournir, sans ordonnance, des médicaments pour des malaises sans importance.

Mais, si le pharmacien dépasse les limites ainsi tracées, ce n'est plus pour infraction à la loi de germinal qu'il sera poursuivi, mais pour exercice illégal de la médecine. C'est ainsi qu'un pharmacien qui avait renouvelé plusieurs fois une potion, à la demande de son client, sans réclamer une nouvelle or-

donnance, a été poursuivi pour infraction à l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, devant le tribunal de Compiègne qui, par jugement du 14 mars 1911 (G. P. 1911, 1, 463), a relaxé le pharmacien des poursuites, estimant qu'il ne pouvait y avoir là exercice illégal de la médecine. « Qu'en effet, si en renouvelant une ou plusieurs fois « la même ordonnance sur la demande d'un client, « le pharmacien M... a pu commettre un manque-
« ment aux règles de sa profession, il n'est pas pos-
« sible de dire qu'il fait acte de médecin, ni empiète
« d'une façon quelconque sur le domaine médical.
« dès lors qu'il est constant qu'il s'est chaque fois con-
« formé pour la confection de la potion à la formule
« portée sur l'ordonnance présentée par le client. »

Pour qu'il y ait délit d'exercice illégal de la médecine, il faut que plusieurs conditions soient réunies : d'abord, l'absence de l'un des titres de docteur en médecine, d'officier de santé, etc... Il faut encore que le prévenu ait « pris part au traitement des maladies ou « des affections chirurgicales, ainsi qu'à la pratique
« de l'art dentaire ou des accouchements ». La maladie est, ici, tout état de dépression ou de faiblesse à raison duquel celui qui a été traité a réclamé des soins ; par traitement, il faut entendre tous les soins qui ne rentrent pas dans les actes de pure humanité (Cass., 4 avril 1919, G. P. 1919, 2, 227), notamment la prescription de potions, ne contenant aucun toxique, dont le débit sans ordonnance de médecin est toléré dans les pharmacies (Cass., 5 février 1904, D. P. 1904, 1, 104). Enfin, il faut l'habitude de se livrer à ces pratiques.

Quiconque exerce illégalement la médecine est puni d'une amende de 100 à 500 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1.000 francs et d'un em-

prisonnement de six jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Cependant, nous devons retenir que la Cour de Cassation reconnaît aux pharmaciens le droit, pour les cas évidemment peu graves, de préparer eux-mêmes des remèdes magistraux sans exiger du client une ordonnance médicale. Ce n'est là qu'une tolérance qui, par la suite, est devenue une pratique dont il serait difficile de faire comprendre l'illégalité au client si l'on exigeait l'application stricte de la loi. Dans le cas où cette application stricte serait exigée, le client déserterait l'officine du pharmacien titulaire du seul diplôme de pharmacien pour se servir chez celui qui possède les deux diplômes de pharmacien et de médecin et que la prohibition de l'article 32 de la loi de germinal ne saurait atteindre puisque, en sa qualité de médecin, il pourrait faire l'ordonnance qu'il devrait exiger en sa qualité de pharmacien. Ce cas d'ailleurs s'est produit en ce qui concerne les fournitures aux mutilés de la guerre, mais je ne veux point ici, ce serait en dehors de mon sujet, rappeler la trop fameuse question de l'escroquerie des carnets médicaux.

Depuis quelque temps, la question s'est posée de savoir s'il n'était pas interdit à un docteur en médecine, possédant le diplôme de pharmacien, d'exercer cumulativement les deux professions. M. le Docteur Paul Boudin (concours médical, 11 octobre 1925) a recherché si en l'état de la législation actuelle, ce cumul des deux professions était possible, et notamment, il s'est demandé si l'on ne pouvait pas voir, dans l'article 32 de la loi de germinal, « une interdiction d'exercer cumulativement les professions « de médecin et de pharmacien, parce que ce dernier « ne peut délivrer et débiter des préparations médi-

« cinales ou drogues composées quelconques, que
« d'après la prescription qui en sera faite par les
« docteurs en médecine ». Mais il a été amené à reconnaître que si cet article comporte l'interdiction, pour les pharmaciens, de délivrer, *proprio motu*, des médicaments sans ordonnances médicales, il n'interdit pas l'exercice cumulé de ces deux professions par le titulaire des deux diplômes. Après avoir examiné les différentes lois sur les deux professions, il en arrive à conclure qu'il n'existe « aucun texte législatif » ou réglementaire, interdisant au titulaire du double « diplôme de médecin et de pharmacien, l'exercice « cumulé des deux professions ». M. le Docteur Boudin constate néanmoins que les tribunaux ont toujours empêché l'association entre un médecin et un pharmacien. Mais la jurisprudence ne considère pas le cumul des deux professions comme prohibé par la loi pénale, et il remarque, avec juste raison, que « comme on a toujours l'habitude de suspecter la « bonne foi de ses voisins, beaucoup ont pensé que « l'intérêt bien compris du public exigeait la séparation complète de l'exercice de la médecine avec « celui de la pharmacie ».

Depuis longtemps, il est question d'interdire l'exercice simultané des deux professions. En 1895, le Sénat votait une proposition de loi (Loi Astier) qui, à la Chambre, s'est endormie, depuis 1897, d'un sommeil léthargique. Le 20 décembre 1912, MM. Barthe et Lallanne, députés, reprennent la question et déposent une proposition de loi sur l'exercice de la pharmacie. Là encore, nouveau sommeil prolongé. Les projets sont repris en 1920 par une commission de médecins et de pharmaciens ; en 1923, nous lisons un rapport de M. Emile Vincent, député de la Côte-d'Or, au nom de la Commission d'hygiène de la Chambre sur une pro-

position de loi dont il était l'auteur. Mais ici aussi, nouveau silence. Le Parlement ne sait comment toucher à cette vieille législation sur la pharmacie, qui date de germinal an XI.

Cependant, il y a un pas de fait dans cette voie, malgré tous les enterrements successifs de projets de lois : en effet, un décret-loi du 14 mars 1934, réglémentant la production des mémoires médicaux et pharmaceutiques en matière de soins gratuits, complète ainsi l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 :
« Sauf dans les localités où il n'existe pas de pharmacien, les praticiens exerçant à la fois la médecine et la pharmacie ne seront admis à présenter que des mémoires pharmaceutiques ou des mémoires médicaux. »

Ce n'est que le jour où l'on interdira totalement le cumul des professions de médecin et de pharmacien que l'on pourra demander une stricte application de l'article 32 de la loi de germinal an XI et exiger des pharmaciens qu'ils ne donnent aucun remède sans ordonnance médicale. L'interdiction de ce cumul serait également un premier remède à la pléthore actuelle de médecins et de pharmaciens, et à l'embouteillage dans les deux professions.

CHAPITRE III

INFRACTIONS AUX LOIS SUR LES SUBSTANCES VENENEUSES

En 1670, deux Italiens, dont un nommé Exili, furent enfermés à la Bastille pour avoir fait commerce des poisons. Là, Exili a donné son secret au capitaine

Sainte-Croix, amant de la marquise de Brinvilliers qui, en 1767, fut brûlée, après avoir eu la tête coupée, pour avoir empoisonné son père, ses deux frères et sa sœur. C'est alors que, devant le nombre croissant des empoisonneurs, Louis XIV institua la « Chambre Ardente », qui eut encore à juger, pour avoir fait usage de « la poudre de succession », le Sage, la Voisin, la Vigoureux et d'autres trafiquants des secrets d'Exili. Cette fameuse affaire des poisons eut pour conséquence la première réglementation précise sur la vente des substances vénéneuses qui fut l'édit de juillet 1682, donné par Louis XIV, pour la punition des empoisonneurs, devins et autres, et dont l'article 6 était ainsi rédigé : « ...et en conséquence défendons à toutes sortes de personnes, à peine de la vie, même aux médecins, apothicaires et chirurgiens, à peine de punition corporelle, d'avoir et de garder de tels poisons simples ou préparés, qui, restant toujours leur qualité de venin, et n'entrant en aucune composition ordinaire, ne peuvent servir qu'à nuire, et sont de leur nature pernicieux et mortels ».

Les règlements antérieurs à 1789 furent maintenus par la loi du 19 juillet 1791 ; la loi de germinal an XI s'intéressa à la vente des substances vénéneuses dans ses articles 34 et 35, mais cette réglementation était incomplète et ses articles furent abrogés et remplacés par la loi du 19 juillet 1845 qui est la base de la réglementation actuelle de la vente des substances vénéneuses. Cette loi prévoyait la promulgation d'une ordonnance statuant sur cette question pour remplacer les articles 34 et 35 de la loi de germinal qu'elle abrogeait. Ce fut l'ordonnance royale du 29 octobre 1846 qui apporta cette réglementation et qui fut complétée et modifiée successivement par les décrets du 8 juillet 1850, du 23 juin 1875...

La loi, elle-même, du 19 juillet 1845 a été modifiée et complétée par la loi du 12 juillet 1916, qui annonça la réglementation actuelle dont la base fut fixée par le décret du 14 septembre 1916, et par la loi du 13 juillet 1922, à la suite de laquelle ont été rendus les décrets des 12 décembre 1928 et 20 mars 1930, précisés par l'arrêté du 7 juillet 1931, et le décret du 21 novembre 1933. Enfin, une loi récente du 20 décembre 1933 est venue renforcer la répression des infractions aux lois et décrets précédents.

La répression du trafic des substances vénéneuses n'est point restée sur le terrain national, elle a été organisée sur le terrain international par de nombreuses conventions, et la Société des Nations elle-même s'est préoccupée de la question.

Avant d'étudier la répression des infractions aux lois sur les substances vénéneuses, il est nécessaire de savoir quelles sont les obligations imposées par ces lois. Autrement dit, il nous faudra, tout d'abord, étudier la réglementation concernant la détention et la vente des substances vénéneuses, puis examiner quelles sont les mesures de contrôle et de surveillance adoptées par ces lois.

§ I. — RÉGLEMENTATION

Actuellement, le commerce et la détention des substances vénéneuses sont réglementés par le décret du 14 septembre 1916 qui, malgré les modifications successives dont il a été l'objet, reste la base même de la réglementation. Il divise les substances vénéneuses en trois catégories, suivant leur degré de toxicité et la rigueur plus ou moins grande des prescriptions à imposer à leur commerce. Les deux premières catégories comprennent les substances les plus toxi-

ques, les substances vénéneuses proprement dites. La plupart d'entre elles sont comprises dans le tableau A et constituent la première catégorie. Le tableau B comprend un petit nombre de substances, que l'on a appelé les stupéfiants, et pour lesquelles un régime particulièrement sévère a été prévu. Enfin le tableau C contient des substances moins toxiques, mais qui, cependant, présentent assez de danger. Chacune de ces trois catégories a reçu sa réglementation particulière, proportionnée au degré de toxicité des produits qu'elle comprend. Le décret du 20 mars 1930 a légèrement modifié les tableaux tels qu'ils étaient établis par le décret du 14 septembre 1916 : c'est ainsi que le laudanum, qui figurait dans le tableau A du décret de 1916, a été mis, par le décret de 1930, dans le tableau B.

Un arrêté du 7 juillet 1931 a fixé, pour les produits des tableaux A et B, des minima au-dessous desquels les décrets en question ne s'appliquent pas, les doses étant très faibles, et par suite sans danger. Cet arrêté a été fort critiqué ; M. Ravaud écrivait dans la Gazette des Pharmacies : « Avant d'examiner le nouvel
« arrêté, nous ne pouvons nous empêcher de penser
« aux complications qu'il va créer. Le but des auteurs
« de l'arrêté était de rendre moins sévère la législa-
« tion des toxiques et c'était fort louable. Mais à vrai
« dire, ils la transforment en un véritable casse-tête
« chinois, et il n'est pas possible qu'un pharmacien,
« vraiment praticien, connaissant le travail du
« comptoir, approuve une telle élucubration. » Mais, comme le disent MM. Dufau et Toraude dans le bulletin de la Chambre syndicale de la Seine, « si la cri-
« tique est aisée, suivant l'expression célèbre de Pri-
« lippe Destouches, l'art n'en reste pas moins diffi-
« cile, surtout celui qui consiste à servir tout bonne-

« ment la vérité ». Et, dans cet article, ils font remarquer que l'ensemble de la réglementation sur les substances vénéneuses ne s'adresse pas seulement à la pharmacie, mais qu'il vise également les opérations du commerce et de l'industrie relative à tous les modes de distribution desdites substances à titre gratuit ou à titre onéreux et aussi bien pour le gros que pour le détail.

Nous n'avons pas ici à discuter les critiques apportées contre cet arrêté qui, d'ailleurs, avait été prescrit par l'article 29 du décret de 1916. Nous ne devons, pour rester dans le cadre d'une étude objective, qu'examiner les textes tels qu'ils sont et tels qu'ils doivent être appliqués. Pour cela, nous étudierons la réglementation du commerce des substances vénéneuses en considérant tour à tour les divers tableaux A, B et C.

A. — *Substances classées dans le tableau A*

Le décret du 14 septembre 1916 prévoit, pour les substances classées au tableau A, un régime différent selon qu'elles sont destinées soit au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, soit à la médecine humaine ou vétérinaire. Comme le fait très justement remarquer M. Quantin (La revue des spécialités), l'arrêté du 7 juillet 1931 ne s'applique qu'à ces dernières substances du tableau A.

a) *Substances destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture.* — Avant de se livrer au commerce de l'une de ces substances, d'exercer une industrie qui en nécessite l'emploi, il faut, au préalable, faire une déclaration au maire de la commune où se trouve situé l'établissement. Cette déclaration est inscrite sur un registre spécial et il en est donné récépissé. Néan-

moins, ajoute l'article 2 du décret de 1916, « en ce qui « concerne les pharmaciens, le dépôt du diplôme « pour visa tient lieu de déclaration ».

Quelle que soit la destination de la substance du tableau A détenue, son détenteur est obligé de l'avoir dans une armoire fermée à clef ou, tout au moins, dans un local où n'ont pas accès librement les personnes étrangères à l'établissement, même les membres de la famille qui ne participent pas au fonctionnement de l'établissement. Cette armoire, ou ce local, peuvent néanmoins contenir d'autres substances, à condition que ces substances ne soient pas destinées à l'alimentation. Le décret exige encore, mais les pharmaciens ne sont pas soumis à cette obligation, que les locaux où sont détenus des substances vénéneuses n'aient aucune communication avec l'établissement ou ses dépendances où s'exerce un commerce de produits à l'alimentation.

Les substances du tableau A doivent être renfermées dans des enveloppes ou récipients portant inscrits, en caractères noirs, très apparents, sur une étiquette rouge orangé, fixée de telle sorte qu'elle ne puisse être involontairement détachée, le nom de la substance tel qu'il figure dans le tableau A. Les récipients, ayant contenu l'une de ces substances, ne doivent servir à contenir aucune substance destinée à l'alimentation. Ces produits ne peuvent être délivrés sous forme de tablettes, pastilles, pilules, comprimés, etc., que s'ils sont destinés à un usage médicinal.

Toute vente desdites substances doit être inscrite sur un registre spécial tenu par le propriétaire de l'établissement, et non par le directeur technique (Cass., 16 avril 1921, B. Crim., n° 166). Les inscriptions doivent y être faites sans blanc ni rature, au moment même de la livraison, et mentionnant le nom

et la quantité des substances vendues, la date de la vente, le nom et l'adresse de l'acheteur. Ce registre doit être conservé 10 ans pour être présenté à toute réquisition de l'autorité compétente.

Le décret interdit, de plus, de vendre l'une de ces substances à un mineur de 18 ans, ainsi qu'à toute personne qui n'aura pas signé un reçu ou un bon de commande indiquant sa profession et son adresse et qui n'aura pas justifié de son identité. Si la profession de l'acheteur n'implique pas l'emploi de ces substances, il devra mentionner, sur le reçu ou le bon de commande, l'usage auquel il les destine.

Les substances destinées à l'agriculture ne peuvent être délivrées que mélangées à des matières odorantes et colorantes spécifiées. Et même, l'article 12, § 2, précise que « la vente de ces mélanges est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien ».

Certaines substances, la picrotoxine, la coque du Levant, étant interdites à tout usage autre que celui de la médecine, ne peuvent être vendues que par des pharmaciens. Egalement, seuls les pharmaciens peuvent vendre des teintures, lotions pour cheveux, fards, cosmétiques, dépilatoires et produits de toilette renfermant de l'arsenic, du mercure ou du plomb qu'elle qu'en soit la proportion (Cass., 9 mars 1923, B. Crim., n° 109).

b) *Substances destinées à la médecine humaine ou vétérinaire.* — Dans le chapitre II du titre premier, le décret de 1916 s'occupe spécialement des substances du tableau A destinées à la médecine humaine ou vétérinaire. Les dispositions de ce chapitre ne sont pas applicables aux préparations médicamenteuses renfermant des substances du tableau A à de faibles doses fixées par l'arrêté du 7 juillet 1931.

Ces substances, dont la liste se trouve au Codex, et qu'il serait trop long de rapporter ici, ne peuvent être délivrées, sous une forme quelconque, que par les pharmaciens, ou, dans des cas strictement limités, par des médecins ou des vétérinaires. Les pharmaciens doivent se conformer, en ce qui concerne la détention de ces substances, aux conditions imposées à tout détenteur de produits du tableau A, avec toutefois cette différence qu'il leur est interdit de détenir, dans les armoires spécialement réservées aux substances vénéneuses, d'autres substances que celles mentionnées aux tableaux A et B.

Les pharmaciens ne peuvent délivrer l'une quelconque de ces substances que sur prescription d'un médecin ou d'un vétérinaire. Toutefois, certaines de ces substances, dont la liste est fixée par un arrêté, peuvent être délivrées sur la prescription d'un simple chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme. Dans tous les cas, l'auteur de la prescription devra dater et signer l'ordonnance et y mentionner son nom et son adresse ; les doses des substances prescrites devront être énoncées en toutes lettres et le mode d'administration du médicament doit également y être indiqué. Les pharmaciens devront exiger une nouvelle ordonnance pour renouveler les préparations contenant des substances du tableau A, lorsque l'auteur de la prescription a mentionné sur sa première ordonnance qu'elle ne pourrait être renouvelée et dans d'autres cas strictement prévus par l'article 21 du décret de 1916. Cet article, *in fine*, mentionne que « toutefois, « les pharmaciens peuvent renouveler les ordonnances ne portant pas de mentions spéciales et « prescrivant en nature, mais à dose n'excédant pas « cinq grammes, le laudanum ou la teinture de noix « vomique » ; le laudanum a été inscrit, par le dé-

cret du 20 mars 1930, parmi les substances du tableau B, il faudra donc, en ce qui le concerne, concilier ces prescriptions avec celles spéciales aux substances du tableau B.

Toute ordonnance prescrivant l'une de ces substances doit être inscrite sur le registre spécial dont nous avons déjà parlé. Cependant, si le pharmacien doit inscrire sur son registre le nom et l'adresse de l'auteur de la prescription, il peut se dispenser d'y mentionner le nom de l'acheteur. C'est, nous nous en souvenons, cette disposition qui a motivé le différend entre les pharmaciens et l'administration des Contributions directes. Ce registre spécial est le livre d'ordonnance sur lequel le pharmacien peut inscrire toute ordonnance, même ne comportant pas la délivrance de substances vénéneuses. Le renouvellement de l'ordonnance doit être inscrit sous un nouveau numéro d'ordre, à sa date, mais le pharmacien peut se contenter de rappeler le numéro d'ordre primitif.

Les ordonnances contenant la prescription d'une substance du tableau A peuvent être rendues au client, revêtues du timbre de l'officine, de la date et du numéro d'ordre du registre de vente, à moins que cette ordonnance ne soit renouvelable, dans quel cas, le pharmacien doit la conserver pendant trois ans, et en remettre une copie au client. Les récipients dans lesquels seront délivrées les préparations contenant de telles substances devront être revêtus d'une étiquette rouge orangé indiquant, avec le nom et l'adresse du pharmacien, le numéro d'ordre de la préparation sur le registre. Ils doivent, en outre, être revêtus d'une seconde étiquette, de même couleur, avec ces mots : « Usage externe », « Solution pour injection », « Toxique : ne pas dépasser la dose prescrite »...

Les médecins et vétérinaires qui sont autorisés à fournir des médicaments à leurs clients, seront astreints aux mêmes obligations. Toutes les prescriptions de ce décret sont applicables aux spécialités pharmaceutiques ; en plus, l'étiquette doit mentionner la dose, en toutes lettres, de chacune des substances du tableau A qui y sont contenues dans 100 grammes de la préparation. Mais le pharmacien détaillant n'a pas à apposer d'autres étiquettes à son nom si le nom et l'adresse du spécialiste s'y trouvent déjà indiqués.

Les pharmaciens peuvent délivrer aux médecins et vétérinaires, sur leur demande écrite, datée et signée, les substances du tableau A qu'ils doivent employer pour eux-mêmes dans les cas d'urgence ou pour des opérations ; la quantité des produits qui peut leur être ainsi remise n'est point limitée (Paris, 14 décembre 1920, G. P. 1921, 1, 82). Ils peuvent également, dans les mêmes conditions, livrer aux dentistes et sages-femmes les substances dont la liste est déterminée par arrêté ministériel du 22 mai 1917. Les doses des substances vénéneuses en question doivent être écrites en toutes lettres.

B. — *Substances classées dans le tableau B.*

Les substances classées dans le tableau B ne sont pas très nombreuses. Ce sont celles que l'on appelle les stupéfiants. Leur nombre a été augmenté par le décret du 20 mars 1930, et l'arrêté du 7 juillet 1931 a déterminé, pour chacune de ces substances, les doses minima au-dessous desquelles elles ne sont pas soumises à la réglementation que nous allons exposer, mais seulement en ce qui concerne « la détention, « l'offre, la distribution, le courtage, l'achat, la vente, « l'importation et l'exportation desdites prépara-
« tions. »

Toutes les règles que nous avons exposées au sujet des substances du tableau A s'appliqueront à celles du tableau B. Néanmoins, dans son titre II, modifié par le décret du 20 mars 1930, le décret de 1916 leur apporte de nombreuses exceptions.

Le dépôt pour visa du diplôme de pharmacien du titulaire d'une officine tiendra lieu d'autorisation, « mais seulement pour la préparation et la délivrance « dans cette officine des substances inscrites au tableau B » (art. 31 nouveau, § 4 *in fine*). Si les pharmaciens emploient ces substances pour la fabrication de spécialités destinées à être vendues par intermédiaires, ils doivent demander une autorisation. Cette même autorisation doit être demandée par tous les pharmaciens non détaillants qui ont à utiliser ces substances. « L'autorisation est personnelle, elle est « retirée par arrêté du Ministre chargé de la représentation des fraudes, après avis de la commission ci-dessus prévue ». Des règles spéciales sont prévues, dans le détail desquelles nous n'entrerons pas ici, pour la fabrication et la transformation des substances du tableau B par les industriels et les pharmaciens.

Nul ne peut, sans l'autorisation spéciale, acheter ou se faire délivrer ces substances « autrement que sur « ordonnance de tout praticien habilité par les règlements en la matière à les prescrire pour des usages « thérapeutiques et dans les conditions spéciales « fixées au présent décret ».

Tout achat ou toute cession, même à titre gratuit, de ces substances, doivent être inscrites sur un registre spécial, sous un numéro d'ordre. Mais ce décret autorise les pharmaciens à inscrire, au jour le jour, leurs ordonnances sur le registre d'ordonnances dont il a été question à propos des substances du tableau A,

et à n'inscrire que chaque mois, sur le registre spécial du tableau B, le relevé totalisé des quantités de ces substances. Il faut évidemment distinguer, à ce point de vue, les préparations en général et les préparations vendues dans un emballage revêtu d'un cachet d'origine, autrement dit, les spécialités. M. Roux, Conseiller d'Etat, Directeur des services scientifiques et de la répression des fraudes au Ministère de l'Agriculture, a précisé, dans une lettre datée du 8 mai 1930 (Cooper, octobre 1933) que, dans le premier cas (préparation effectuée par le pharmacien), les quantités de stupéfiants contenues dans ces préparations doivent être inscrites sur le registre, mais qu'en ce qui concerne les spécialités, « le pharmacien n'ayant pas eu dans « son officine le stupéfiant en nature, ne peut prendre « en charge le produit qui ne lui est livré que par « unité de vente ». La spécialité sera donc inscrite sous son nom et par unité de vente. Mais les pharmaciens devront, obligatoirement, mentionner, sur le livre d'ordonnance, les nom et adresse des personnes auxquelles ces substances ont été livrées.

Les produits du tableau B doivent obligatoirement être détenue dans l'armoire spéciale. Le pharmacien doit exiger, du client, une ordonnance dont il vérifiera la régularité et il ne peut en renouveler aucune contenant des doses supérieures à celles fixées par l'article 38 du décret. De plus, l'ordonnance ne doit pas contenir de prescriptions des substances du tableau B pour un traitement de plus de sept jours. Il a même été jugé qu'il y avait délit quand un médecin délivrait le même jour, à son client, plusieurs ordonnances, prescrivant chacune du chlorhydrate d'héroïne pour sept jours, en datant ses ordonnances de sept jours en sept jours (Paris, 7 novembre 1921, D. P. 1921, 2, 129).

Pour les substances à délivrer aux médecins, vétérinaires, dentistes et sages-femmes, le pharmacien doit se conformer aux règles établies en ce qui concerne les substances du tableau A. Néanmoins, les pharmaciens ne peuvent délivrer ces substances qu'à des praticiens domiciliés dans la commune ou dans des communes limitrophes si celles-ci sont dépourvues de pharmacien. De plus, ces substances ne peuvent leur être délivrées en nature, et, chaque trimestre, les pharmaciens doivent adresser à la Préfecture un relevé des substances ainsi délivrées.

C. — *Substances classées dans le tableau C.*

Les substances classées dans le tableau C doivent être séparées de toutes autres substances, mais il n'est point imposé de les détenir dans des armoires spéciales. Les récipients dans lesquels ces substances sont enfermées doivent être munis d'une étiquette portant le nom de la substance tel qu'il est inscrit au tableau C et entourés d'une bande de couleur verte avec le mot « Dangereux ». Ces indications doivent aussi figurer sur les récipients dans lesquels ces substances sont délivrées aux clients. Seuls les pharmaciens peuvent délivrer les substances du tableau C lorsqu'elles sont destinées à la médecine humaine ou vétérinaire. L'inscription de l'étiquette verte varie avec l'usage auquel la préparation est destinée. Cette étiquette est également exigée sur les spécialités.

Néanmoins, les teintures et lotions pour cheveux, fards, cosmétiques et produits de toilette contenant des substances du tableau C peuvent être détenus et vendus par les coiffeurs, parfumeurs et autres marchands à la seule condition que les récipients sont revêtus de l'étiquette verte portant en gros caractères le mot « Dangereux ».

§ II. — MESURES DE CONTRÔLE ET DE SURVEILLANCE

Le contrôle et la surveillance des pharmacies, en ce qui concerne l'application et la réglementation sur les substances vénéneuses, sont confiés aux inspecteurs des pharmacies qui, nous le savons, doivent procéder, au moins une fois par an, à la visite des pharmacies. Lors de leur visite, ils se font représenter, par les pharmaciens, les livres de stupéfiants qu'ils devront viser à la date de la visite. Ils pourront se faire représenter les ordonnances et vérifier si la quantité de produit détenue dans l'officine correspond à celle qui, d'après la comptabilité, doit s'y trouver. Mais ils trouveront, pour certains produits tout au moins, comme le laudanum, des manquants, en faible dose évidemment, provenant du fait que ces produits ont pu être livrés à des doses inférieures à celles prévues par l'arrêté du 7 juillet 1931 (laudanum : 5 grammes) pour obliger le pharmacien à se conformer aux prescriptions des lois et décrets sur les substances vénéneuses.

Concurremment avec les inspecteurs des pharmacies, les maires et commissaires de police doivent veiller à l'exécution des dispositions qui précèdent. Ils ont qualité pour visiter, avec l'assistance de l'inspecteur, ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un pharmacien désigné par le Préfet, les officines de pharmacies, dépôts de médicaments, et, d'une façon générale, tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamenteux ou hygiéniques. Lors de ces inspections, l'autorité qui y procède doit exiger la production du récépissé des déclarations réglementaires. Au cas où l'autorisation n'aurait pas été donnée ou demandée, tous les produits vénéneux détenus seront saisis. La fermeture de

l'établissement pourra être ordonnée, comme mesure de sûreté, par le Préfet.

Si des infractions sont constatées, il est dressé procès-verbal des constatations et opérations effectuées. Ce procès-verbal est adressé, sans retard, au Procureur de la République, et une copie est transmise au Préfet. Ces prescriptions ne sont pas exclusives du droit commun qui est toujours applicable en ce qui concerne la constatation des infractions.

§ III. — RÉPRESSION DES INFRACTIONS

A. — *Caractère juridique de ces infractions.*

La Cour d'Appel de Montpellier, le 13 octobre 1932, a rendu un arrêt, répertorié dans la *Gazette du Palais* du 29 octobre 1932 et dont voici le texte :

« Attendu que, bien que punies de peines correctionnelles, les infractions aux règlements sur la
« vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses,
« ont le caractère d'infractions purement matérielles
« et ne comportent, par suite, pas l'excuse de la bonne
« foi ; que la loi du 12 juillet 1916 vise dans son article premier les contraventions aux règlements
« d'administration publique sur la vente, l'achat et
« l'emploi des substances vénéneuses, reproduisant
« ainsi le terme employé par la loi du 19 juillet 1845
« dans son article premier : les contraventions aux
« ordonnances royales portant règlement d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des
« substances vénéneuses ; Que la reproduction de ce
« terme marque que le législateur n'a pas entendu
« modifier la jurisprudence antérieure, qu'il indique
« à lui seul, que le législateur n'a voulu considérer
« dans l'infraction que son côté matériel. »

Commentant cet arrêt, M^e Paul Bogelot fait remarquer que « lorsqu'un pharmacien délivre sciemment
« en dehors des règles de la loi, des substances véné-
« neuses, il n'ignore pas ou ne doit pas ignorer, qu'il
« commet un acte répréhensible, et s'il attire contre
« lui des poursuites, il ne saurait s'en prendre qu'à
« lui-même » (Echo de la Presse, 27 juillet 1933).
Déjà les tribunaux avaient reconnu, à ces infractions,
un caractère contraventionnel, mais aucune décision
ne l'avait fait en termes aussi catégoriques que la
Cour de Montpellier. Jusqu'alors, les arrêts ou juge-
ments mêlaient le fait et le droit, de sorte qu'on pou-
vait se demander si la décision n'était pas en réalité
motivée sur ce qu'en fait la bonne foi n'était pas assez
évidente. Cet arrêt, nous dit M^e Bogelot, « est d'une
« absolue netteté et toute infraction matérielle, si
« elle est relevée par un inspecteur, et déferée aux
« tribunaux, emporte, *ipso facto*, une condamnation
« que le poursuivi ne peut esquiver, quelle que soit
« sa bonne foi, même évidente, même archi-démon-
« trée ». Il fait cette constatation que la loi est mal-
heureusement impitoyable. Tout prévenu est bientôt
automatiquement un condamné. Non seulement,
comme nous allons le voir, le prévenu peut être frappé
d'une peine d'amende, et parfois de prison, ce qui
peut entraîner la ruine de sa maison, mais il est
souillé d'une tache indélébile qui figure à son casier
et n'en disparaît plus. Chaque loi d'amnistie prévoit
les infractions aux lois sur la pharmacie, les délits de
blessures ou homicide par imprudence, mais jamais
les infractions aux substances vénéneuses du tableau
A ou du tableau B ne disparaissent. Et M^e Bogelot de
supplier « Messieurs les Inspecteurs de se montrer
« bienveillants », de se montrer humains : « Que
« Messieurs les Doyens et Directeurs d'école avant de

« se dessaisir des rapports examinent la question,
« qu'ils convoquent le délinquant, qu'ils lui lavent la
« tête d'importance si c'est nécessaire, mais qu'ils y
« regardent à deux fois avant de saisir la justice ». En un mot, il leur demande de ne pas faire condamner un pharmacien qui a été victime d'un moment d'inattention.

B. — *Infractions aux règlements.*

Les contraventions aux règlements d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses portées aux tableaux A et C sont punies d'une amende de 100 à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 2 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. S'il s'agit d'une contravention aux règlements concernant les substances comprises dans le tableau B, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans et l'amende de 1.000 à 10.000 francs.

Outre ces peines principales, les tribunaux peuvent ordonner la confiscation des substances saisies. Toutefois, ajoute la loi du 20 décembre 1933, qui a modifié les lois du 19 juillet 1845 et du 12 juillet 1916, « cette confiscation ne pourra être prononcée lorsque
« le délit aura été constaté dans une officine pharmaceutique si le délinquant n'est qu'un gérant responsable, à moins que le propriétaire de l'officine
« n'ait fait acte de complicité ».

Lorsque la poursuite aura été exercée pour infraction aux règlements sur les substances du tableau B, le tribunal pourra également prononcer, pour une durée de un à cinq ans, l'interdiction des droits civils. Il pourra encore interdire au condamné l'exercice de la profession pendant deux ans au plus. La loi de 1933 a supprimé la peine de la fermeture du

fonds de commerce qui était prévue par les lois précédentes.

C. — *Infractions spécialement prévues par la loi.*

La loi a considéré qu'il importait, en outre, de prendre certaines mesures spéciales pour empêcher l'usage des stupéfiants du tableau B, qui constituent un danger public. Aussi a-t-elle érigé en délit le fait d'avoir facilité à autrui l'usage, à titre onéreux ou gratuit, de ces substances, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen.

Constitue également un délit le fait de s'être fait délivrer ou d'avoir tenté de se faire délivrer une substance du tableau B à l'aide d'une ordonnance fictive. La tentative est ici assimilée au délit consommé. De même, seront punis ceux qui, sciemment, ont délivré lesdites substances sur présentation de ces ordonnances. Trois délits distincts peuvent donc être relevés au sujet des ordonnances fictives : l'un contre l'acheteur, le second contre le vendeur, et le troisième, par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de la loi, contre le médecin qui a remis des ordonnances de complaisance soit au client (Cass., 30 juillet 1932, Bull. A. G. 15 juin 1933), soit directement au pharmacien pour justifier de l'emploi d'une certaine quantité de substances du tableau B (Paris, 14 décembre 1920, G. P. 1921. 1, 82).

Les infractions à ces dispositions de la loi sont sanctionnées d'une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans. et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. En outre, le tribunal pourra prononcer l'interdiction des droits civiques pendant une durée de 1 à 5 ans et la confiscation des objets saisis. La fermeture de l'établissement n'est plus possible depuis la loi du 20 décembre

1933 au cas où la substance a été sciemment délivrée sur le vu d'une ordonnance fictive. Enfin, la loi du 13 juillet 1922 a stipulé que les tribunaux devront prononcer l'interdiction de séjour, pour une durée de cinq à dix ans, contre les individus reconnus coupables d'avoir facilité à autrui l'usage desdites substances soit en procurant, dans ce but, un local, soit par tout autre moyen.

D. — *Dispositions communes à toutes les infractions.*

L'article 463 du Code pénal, sur les circonstances atténuantes, est applicable à toutes ces infractions. La seule question qui puisse se poser, est celle de savoir si, dans le cas où l'interdiction de séjour doit obligatoirement être ordonnée, l'admission des circonstances atténuantes permet au tribunal de ne pas prononcer cette peine complémentaire ou d'en réduire la durée à moins de cinq ans. Il est de principe que les effets des circonstances atténuantes s'appliquent à l'interdiction de séjour ; d'autre part, la loi du 13 juillet 1922 qui prononce cette peine a été incorporée à la loi de 1845 qu'elle n'a fait que compléter et en fait partie intégrante. Or, les circonstances atténuantes doivent s'appliquer à tous les cas de la loi de 1845, donc il faut admettre ici qu'elles doivent avoir leur influence sur la peine de l'interdiction de séjour.

Au cas de récidive, dans les conditions de l'article 58 du Code pénal, les peines seront portées au double. Faut-il, pour qu'il y ait récidive, que le second délit soit intervenu dans un délai de cinq ans du jour où la première condamnation est devenue définitive ? Il ne le semble pas, car du texte même de l'article 5 de la loi de 1845, il résulte que l'aggravation n'a pas lieu conformément aux règles du Code pénal, puisque,

quelle qu'ait été la première peine, les autres doivent être portés au double. Par dérogation encore du droit commun il faut entendre ici par peines, tant les peines d'emprisonnement que les peines d'amende. Enfin, ces règles spéciales sur la récidive s'appliqueront quelles que soient les infractions commises, pourvu que ce soit une des infractions aux lois ou règlements concernant les substances vénéneuses.

§ IV. — CRITIQUES

M. Pégurier, docteur en pharmacie à Nice, expert près les tribunaux, nous fait remarquer, dans un article publié dans le bulletin de l'Association générale du 31 mars 1932, que le décret du 14 septembre 1916 sur les substances vénéneuses manque de précision sur certains points. Il a été d'ailleurs amené à remarquer cette imprécision à l'occasion d'un procès contre des morphinomanes au cours duquel quelques pharmaciens et médecins honorables furent inculpés. Ce décret exige que l'auteur de la prescription mentionne « en toutes lettres, les doses des substances vénéneuses prescrites ». Or, les ordonnances dont il était question portaient bien l'inscription des doses en toutes lettres, mais les quantités à remettre au malade en tant que provision pour les sept jours étaient indiquées en chiffres : le tribunal estima qu'il n'y avait point délit parce qu'il n'existait pas de définition légale du mot dose, et « qu'en l'état de l'incertitude de la définition du mot, le tribunal ne pouvait retenir le fait comme constituant un délit ».

D'autre part, M. Pégurier a remarqué, au sujet de la même affaire et le fit remarquer au tribunal, devant lequel il venait comme expert, que le texte était insuffisamment explicite en soi au sujet de la règle

des sept jours (art. 39), « et qu'il ne disait pas que
« lorsque le médecin a prescrit un toxique B pour
« sept jours, il lui est interdit de prescrire, avant
« l'échéance précédente, une nouvelle dose de toxique
« B pour une nouvelle période de sept jours, en cas
« de nécessité absolue ». Car, si un fait nouveau
(traumatisme ou aggravation subite) venait à se pro-
duire, le médecin devait conserver le droit de traiter
et de soulager son malade dans les cas exceptionnels
sur lesquels il était prudent d'attirer l'attention du
pharmacien pour ne pas motiver de sa part un refus
d'exécution de l'ordonnance. Le tribunal estima, en
effet, que doit être possible « une modification à un
« traitement qu'aurait justifié la modification de la
« maladie », mais que c'était là un cas d'espèce, et,
dans celle qui lui était soumise, il ne reconnut pas la
nécessité d'appliquer ce principe. Et M. Pégurier de
conclure qu'il ne « faut pas compter sur l'obscurité
« des textes pour éviter des poursuites en matière de
« stupéfiants, où la faute la plus insignifiante en ap-
«arence prend, devant la justice, une gravité ex-
«ceptionnelle ».

La publication de l'arrêté du 7 juillet 1931 a sou-
levé lui aussi d'innombrables critiques. Depuis lors,
les pharmaciens estiment que la réglementation des
substances vénéneuses était devenue un véritable
« casse-tête chinois ». A la réunion du congrès d'ad-
ministration de l'Association générale des 17 et 18 no-
vembre 1931, M. Ragot a fait savoir au conseil que
des interprétations différentes les unes des autres
avaient été formulées sur cet arrêté et ses précédents
et que le bureau de l'Association avait dû en saisir
les conseils juridiques. A la suite de cette communi-
cation, le conseil a approuvé la proposition suivante :

« Le Conseil de l'Association générale :

« Considérant que l'arrêté du 7 juillet 1931 fixe
« d'une façon normale les doses à partir desquelles
« la réglementation des substances vénéneuses cesse
« d'être applicable aux préparations qui les ren-
« ferment ;

« Que la publication officielle de cet arrêté déter-
« mine le délai imparti aux fabricants de spécialités
« pour se conformer aux prescriptions concernant
« l'étiquetage de leurs produits ;

« Estime que les doses et les dates ainsi fixées doi-
« vent être considérées comme définitives ;

« Remarquant, toutefois, que certaines doses figu-
« rent dans les décrets du 14 septembre 1916 et du
« 20 mars 1930, de sorte que le pharmacien, pour con-
« naître son devoir, est obligé de consulter, tantôt un
« décret, tantôt un arrêté, d'où une perte de temps
« regrettable et des confusions difficiles à éviter ;

« Remarquant d'autre part que l'arrêté du 7 juillet
« 1931 exige, à la fois, deux conditions (concentra-
« tion et quantité totale), pour rendre inapplicables
« les dispositions des décrets, alors qu'une faible con-
« centration suffit à exclure des tableaux A et B les
« préparations inscrites au tableau C ou à la seconde
« partie du tableau B, et qu'une faible quantité totale
« permet le renouvellement de l'exécution de cer-
« taines ordonnances ;

« Qu'en outre, le dit arrêté fait un choix entre des
« dispositions qui, aux termes de l'article 29, doivent
« toutes être inapplicables ;

« Emet le vœu que les décrets sur les substances
« vénéneuses soient unifiés et révisés, avec la colla-
« boration de pharmaciens praticiens, de façon à ren-
« voyer, pour tout ce qui concerne les doses, à un
« arrêté exonérant de la réglementation des toxiques
« toute préparation renfermant une ou plusieurs

« substances des tableaux A ou B, soit en quantité,
« soit à une concentration, égales ou inférieures à
« celles que fixe l'arrêté du 7 juillet 1931. »

CHAPITRE IV

AUTRES SUBSTANCES ET OBJETS PROHIBES OU SOUMIS A UNE REGLEMENTATION SPECIALE

Des substances et objets qui sont, ou qui étaient détenus par les pharmaciens, certains se trouvent actuellement interdits, ce sont les biberons à tube, d'autres sont soumis à une réglementation stricte dont l'inobservation entraînerait des poursuites contre le pharmacien qui se trouverait en faute. Ces dernières substances sont les remèdes secrets, les sérums thérapeutiques, la saccharine, les sucettes et tétines, enfin les thermomètres médicaux.

§ I. — REMÈDES SECRETS

L'article 32 de la loi de germinal stipule que « les
« pharmaciens ne pourront vendre aucun remède
« secret ». Par ailleurs, nous lisons à l'article 36 :
« ...toute annonce ou affiche imprimée qui indique-
« rait des remèdes secrets, sous quelque dénominati-
« on qu'ils soient présentés, sont sévèrement prohi-
« bés ». La vente, la mise en vente et la détention de
remèdes secrets est interdite même aux pharmaciens
sous peine de l'application des sanctions prévues par
la loi du 29 pluviose an XIII pour réprimer les in-
fractions à l'article 36 de la loi de germinal.

Qu'entend-on par remède secret ? Cette notion est assez délicate à préciser.

En 1803, tout remède qui n'était ni magistral, ni officinal, était secret. Ce texte a été considéré comme draconien, il paraissait restreindre singulièrement le champ réservé à l'exploration scientifique et à la découverte de nouveaux médicaments. Un décret du 25 prairial an XIII laissa subsister, cependant, les autorisations accordées, pour la vente de certains remèdes secrets, par la Société royale de médecine. Ce décret prévoyait encore des permissions de vente accordées par des sociétés savantes pour les médicaments dont la formule ne serait connue que du seul inventeur. Mais toutes ces autorisations ont été révoquées par le décret du 18 août 1810 qui a décidé que les permissions ne pourraient être accordées que par une commission de 5 personnes, dont 3 professeurs des Ecoles de Médecine. Cette commission cessa vite de fonctionner, et ce n'est que le décret de 1850 qui donna aux remèdes nouveaux le moyen de voir le jour, en attendant leur insertion au Codex.

Ce décret est ainsi conçu : « Les remèdes qui auront été reconnus nouveaux et utiles par l'Académie Nationale de Médecine et dont les formules approuvées par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, conformément à l'avis de cette compagnie savante, auront été publiés dans son bulletin, avec l'assentiment des inventeurs ou possesseurs, cessent d'être considérés comme remèdes secrets. » Mais encore ce décret fut rarement appliqué. Seuls les tribunaux connaîtront ces textes pour définir ainsi le remède secret (Angers, aud. sol., 13 mai 1929, G. P. 1929, 2, 186) : « Doit être qualifié remède secret tout remède qui ne rentre pas dans une des trois catégories suivantes : 1° remèdes magistraux, c'est-à-

« dire préparés sur ordonnance du médecin ; 2° remèdes officinaux, c'est-à-dire figurant au Codex ;
« 3° remèdes qui, n'étant ni magistraux ni officinaux, ont été publiés dans le bulletin de l'Académie de Médecine, suivant le décret du 3 mars 1850, ou bien qui ont été approuvés et achetés par le Gouvernement en exécution du décret du 18 août 1810. »

Cependant, les remèdes secrets continuaient à être mis en vente, et les Parquets n'intervenaient qu'autant que des abus manifestes s'étaient révélés. Le législateur témoigne toute sa sollicitude au remède secret quand il est question de l'envisager comme matière imposable (Loi des finances du 30 décembre 1916, art. 16). Mais cette disposition législative ne pouvait créer de préjugés en faveur de la licéité du remède secret sous la forme de spécialité pharmaceutique : les taxes apposées sur les courses de taureaux n'ont jamais aboli l'interdiction dont les frappe la loi Grammont ! Aucune surveillance, aucun contrôle n'était possible sur ces remèdes, dont la formule était plus que secrète.

Actuellement, la spécialité pharmaceutique est reconnue pour elle-même, mais à la condition que sa composition soit publiée. Le décret du 13 juillet 1926, que paraît ignorer l'arrêt précité de la Cour d'Angers, a donné une nouvelle définition du remède secret :
« Les médicaments simples ou composés, préparés à l'avance en vue de la délivrance au public, ne peuvent être considérés comme remèdes secrets lorsqu'ils portent inscrits sur les flacons, boîtes, paquets et emballages qui contiennent ou enveloppent les produits, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans leur composition, ainsi que le nom et l'adresse du pharmacien qui prépare le médicament. »

Donc, devra être considéré, en l'état actuel de la législation et de la Jurisprudence, comme remède secret, et comme tel devra être interdit, tout remède qui, n'étant ni magistral, ni officinal, n'a pas été publié dans le bulletin de l'Académie de Médecine, ni approuvé par le Gouvernement et qui ne porte pas, sur les récipients ou emballages qui le contiennent ou l'enveloppent, sa composition, en substances actives tout au moins. Toute vente, mise en vente, détention d'un remède secret fera encourir à son auteur une peine d'amende de 25 à 600 francs et, au cas de récidive, un emprisonnement de 3 à 10 jours.

En vertu de l'article 4 de la loi du 31 juillet 1920, réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, la peine sera un emprisonnement de 1 à 6 mois et une amende de 100 à 5.000 francs lorsque les remèdes secrets sont désignés comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, quand bien même le remède ne jouirait pas en réalité de ces vertus.

§ II. — LES SÉRUMS THÉRAPEUTIQUES

La loi du 25 avril 1895 avait réglementé la vente des sérums thérapeutiques, et la loi du 14 juin 1934 est venue modifier et remplacer cette loi de 1895 qu'elle a abrogée. Comme le faisait remarquer M. Barbero dans son rapport déposé sur le bureau de la Chambre le 28 juin 1933, cette loi de 1895 ne répondait plus aux besoins créés par la nouvelle acquisition de la bactériologie et de la physiologie. Elle ne pouvait tout prévoir de l'évolution scientifique, et son œuvre restait en suspens. Les diverses modifications apportées dans la nouvelle loi ont été introduites uniquement pour sauvegarder les intérêts des malades.

Actuellement, les virus atténués ou non, sérums thérapeutiques, toxines modifiées ou non, et les divers produits d'origine microbienne pouvant servir, sous une forme quelconque, au diagnostic, à la prophylaxie, ou à la thérapeutique, sont soumis à la même législation.

Quant à leur origine, leur provenance, leur appellation, leur fabrication, quant aux moyens de leur identification et de leur teneur en substances utiles, ces produits doivent avoir été autorisés par décret rendu après avis de l'Académie de Médecine et du Conseil supérieur d'Hygiène publique de France. L'autorisation, purement temporaire, peut toujours être révoquée par décret rendu dans les mêmes formes.

Doivent également être autorisées les substances injectables d'origine organique, non définies chimiquement, utilisables à des fins thérapeutiques.

La vente de ces produits, à titre gratuit ou onéreux, ne peut être effectuée s'ils ne sont pas autorisés. En application de l'article 5 de la dite loi, un décret du 15 juin 1934 a précisé certains points de la législation des sérums. Il exige que tous les tubes ou ampoules et les emballages contenant ces produits soient revêtus d'une étiquette « sur laquelle devront figurer exclusivement les mentions suivantes : nature et composition du produit (la composition doit être la même que celle présentée au moment de l'autorisation) ; mode d'administration ; date limite d'utilisation ; marque du lieu d'origine, et, immédiatement au-dessous du nom du produit, la mention : « Décret n° ... du ... (indiquer le numéro et la date du décret sans autre indication) ».

D'ailleurs, seuls les pharmaciens peuvent délivrer ces produits, et encore doivent-ils exiger, pour cela,

une ordonnance médicale. Néanmoins, les médecins pourront les fournir à leur clientèle aux cas d'urgence, et lorsque le mode d'emploi du produit exige leur intervention. La loi est encore récente, et nous ne pouvons encore savoir l'accueil qui lui aura été fait dans la pharmacie, mais nous remarquons que cette dernière disposition a été votée malgré l'avis du Conseil d'administration de l'Association générale qui, dans ses séances des 17-18 novembre 1931, avait estimé que devaient être supprimés, de l'article 2, les mots « en cas d'urgence, les médecins sont autorisés à les fournir à leur clientèle », ces mots, prétendaient-ils, constituaient « un danger pour l'avenir ».

Ces produits pourront être déposés dans des établissements d'assistance, sous la surveillance des médecins. Ceux destinés à être délivrés gratuitement aux indigents devront porter la mention : « Assistance publique — gratuit ».

Une commission nommée par le Ministre compétent, actuellement le Ministre de la Santé publique, devra procéder à une inspection de ces produits. Ces substances sont néanmoins soumises à la loi de 1905 sur les fraudes ; il y a donc à concilier les prescriptions de ces deux lois.

Toute contravention à cette réglementation occasionnera à son auteur, s'il n'y a point place pour l'application de la loi de 1905, une simple peine d'amende qui peut s'élever à 16 francs au minimum et à 1.000 francs au maximum.

La prohibition de l'article premier de la loi de 1934, comme celle de la loi de 1895, est générale et absolue. Il a été jugé en effet (Reims, 9 novembre 1931, G. P. 10 décembre 1931) qu'un vaccin (en l'espèce le vaccin Friedmann) qui n'était pas autorisé en France ne pouvait même pas être livré à des médecins.

Mais cette autorisation à laquelle sont soumis tous ces produits n'a que la valeur d'une réglementation administrative. Car, ainsi que le fait remarquer M. Barbero, dans son rapport, « la commission est « obligée, à l'heure actuelle, de donner un avis favorable, alors qu'elle sait pertinemment que tous ces « produits sont sans utilité et, par le fait même, sont « nuisibles puisqu'ils empêchent les malades de se « soigner sérieusement, risquant ainsi de voir leur « mal empirer » (rapport déposé sur le bureau de la Chambre le 28 juin 1933 à l'appui du projet qui devint la loi du 14 juin 1934).

§ III. — LA SACCHARINE

La vente de la saccharine est réglementée par la loi des finances du 30 mars 1902 dont l'article 49 est ainsi conçu : « Est interdit pour tous usages autres que la « thérapeutique, la pharmacie et la préparation de « produits non alimentaires, l'emploi de la saccharine ou de toute autre substance édulcorante artificielle, possédant un pouvoir sucrant supérieur à « celui du sucre de canne ou de betterave, sans en « avoir les qualités nutritives. »

Cette interdiction avait été levée par la loi du 7 avril 1917, à cause de la pénurie de sucre de canne et de betterave, mais depuis le 24 octobre 1922, la législation spéciale de guerre est abrogée et la loi du 30 mars 1902, et les décrets pris pour assurer son exécution, son remis en vigueur (Circ. Dir. Gén. des Contrib. indirectes, 5 octobre 1922).

La fabrication de ces substances ne peut avoir lieu que dans les usines soumises à la surveillance permanente du service des Contributions indirectes. La quantité fabriquée est prise en compte, et la saccha-

rine ne peut être vendue qu'à des pharmaciens pour les usages thérapeutiques ou aux industries qui l'utilisent, sous des conditions déterminées par un règlement d'administration publique, à des fins autres que la préparation de substances alimentaires.

Les pharmaciens doivent porter sur un registre spécial les quantités de saccharine qu'ils ont reçues, ainsi que celles employées « pour la préparation des médicaments, avec la désignation de ces médicaments, la date, s'il y a lieu, de l'ordonnance du médecin, avec son nom et son adresse, le nom et la demeure du client à qui auront été livrées les substances en nature ou les médicaments composés avec les dites substances ». Ils ne peuvent donc vendre de saccharine sans une ordonnance d'un médecin.

Toute infraction à ces dispositions est punie d'une amende de 500 à 10.000 francs. Le tribunal peut, en outre, prononcer la confiscation des objets saisis ; de plus, par application de l'article 15 de la loi du 1^{er} août 1905, la pénalité de l'affichage est rendue applicable à ces infractions.

Néanmoins, la peine ne sera qu'une amende de 100 à 1.000 francs lorsque le coupable se sera mis en contravention aux décrets du 12 avril 1902 déterminant les obligations des fabricants et les formalités à remplir pour sa circulation, et du 16 mai 1903 sur l'emploi de la saccharine dans l'industrie.

Ces infractions sont de la compétence du tribunal correctionnel qui est saisi par le ministère public. En cas de récidive, les pénalités édictées seront doublées. L'article 463 est applicable, même au cas de récidive, mais jamais le sursis de la peine ne peut être ordonné, même s'il s'agit d'un délinquant primaire. L'infraction à l'une de ces dispositions entraîne également le paiement d'une amende complémentaire

calculée à raison de 1.000 francs par kilogramme de saccharine fabriquée, détenue, utilisée, vendue ou ayant circulé illicitement (Loi du 26 décembre 1908, art. 19).

§ IV. — LES BIBERONS A TUBE

Depuis longtemps, les corps savants signalaient les dangers que présentait le biberon à long tube. En décembre 1905, l'Académie de Médecine votait un vœu portant : « La vente des biberons à tube doit être interdite légalement ». C'est dans ces conditions qu'est intervenue la loi du 6 avril 1910.

Aux termes de l'article premier, sont interdites la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation des biberons à tube. Toute infraction est punie d'une amende de 25 à 100 francs, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de huit jours à six mois. La confiscation des biberons à tube saisis peut être ordonnée. Enfin, l'article 463 du Code pénal est applicable.

§ V. — SUCETTES ET TÉTINES

La loi du 6 avril 1910 portant interdiction de fabriquer et de vendre des biberons à tube a été complétée par une loi du 26 février 1917 qui a interdit également la vente, la mise en vente, l'exposition et l'importation des tétines et sucettes, lorsqu'elles sont fabriquées avec des produits autres que le caoutchouc pur, ou qu'elles sont vulcanisées par un procédé autre que la vulcanisation à chaud. Les tétines et sucettes doivent encore porter la marque du fabricant ou du commerçant et l'indication spéciale « caoutchouc pur ».

La loi du 26 février 1917 ayant été incorporée à la

loi du 6 avril 1910, les peines prononcées contre ceux qui contreviendraient à ces dispositions seront les mêmes que celles prévues pour infraction à l'interdiction des biberons à tube, c'est-à-dire à une amende de 25 à 100 francs, et, au cas de récidive, d'un emprisonnement de 8 jours à 1 mois.

§ VI. — LES THERMOMÈTRES MÉDICAUX

Il s'agit ici de thermomètres servant à prendre la température du malade, gradués au dixième de degré, et dont la grandeur va au total de 35°5 à 43° maximum. « L'expression de thermomètre médical tout court, a dit M. Cazeneuve au Sénat, ne prête à aucune équivoque ».

Avant d'être livrés au commerce, les thermomètres médicaux doivent avoir été soumis à une vérification préalable, dont le mode et les conditions ont été fixés par le décret du 3 mars 1919. La loi du 14 août 1918 exige encore que chaque thermomètre porte le nom du constructeur, un signe spécial constatant que la vérification a été faite et la date de cette vérification.

Toute infraction à ces prescriptions sera une contravention de simple police, sanctionnée par une peine d'amende pouvant s'élever à une somme variant entre onze francs et quinze francs en principal (art. 479 du Code pénal). Mais, au cas de récidive commise dans le ressort du tribunal qui a prononcé la première condamnation, et dans les douze mois qui ont suivi cette condamnation, l'infraction deviendra un délit, et l'amende prononcée pourra alors être portée à cinquante francs au minimum et cent francs au maximum. Le sursis à la peine ne pourra pas être prononcé.

Si un thermomètre non contrôlé est reconnu inexact de plus de deux dixièmes de degré, c'est la loi de 1905 sur les fraudes qui devra alors être appliquée : la peine prononcée sera différente selon que le coupable sera reconnu de bonne ou de mauvaise foi. S'il est de mauvaise foi, il pourra être condamné à un emprisonnement de 3 mois à 1 an et à une amende de 100 à 5.000 francs, ou à l'une de ces peines seulement; mais s'il est reconnue de bonne foi, l'infraction n'est plus qu'une contravention punie d'une peine d'amende de 6 à 10 francs qui, en cas de récidive, dans l'année, commise dans le même ressort du tribunal de simple police, peut s'élever à une somme de 11 à 15 francs en principal. Mais si, dans les trois ans à dater de la seconde condamnation, le condamné récidive à nouveau, la juridiction compétente devient le tribunal correctionnel, et l'amende pourra s'élever à mille francs, le minimum étant de seize francs.

Ces peines seront applicables à celui qui aura vendu ou mis en vente un thermomètre portant les signes du contrôle et reconnu néanmoins inexact à plus de deux dixièmes de degré, à moins, dans ce cas, qu'aucune négligence personnelle ne soit imputable au vendeur.

LIVRE III

LA PHARMACIE EN TANT QUE MONOPOLE USURPATION DE TITRE EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE

Nous avons jusqu'ici considéré la pharmacie comme un commerce et comme une profession libérale. Nous pouvons l'envisager également comme un monopole.

Ce monopole est protégé par la loi du 21 Germinal an XI, complétée par celle du 29 Pluviose an XIII, et par la déclaration du Roi du 25 avril 1777. Ces lois peuvent être considérées comme le Code de la profession pharmaceutique, ce sont elles qui ont réglementé la profession. M. le Procureur Général Dupin, dans un réquisitoire devant les Chambres réunies de la Cour de Cassation, au sujet d'un procès intenté pour exercice illégal contre un médecin, disait : « La
« loi qui institue ces professions les protège, et de
« même qu'on voit les avoués protégés contre la pos-
« tulation, on trouve... le pharmacien protégé contre
« les vendeurs de remèdes patents ou secrets, et même
« contre les médecins, qui, empiétant sur l'office
« du pharmacien, entreprendraient de fournir eux-
« mêmes les remèdes à leurs malades. Et c'est jus-
« tice, car la loi oblige les pharmaciens à de longues
« études théoriques et pratiques ; elle les assujettit à

« des examens, à des épreuves ; elle exige d'eux, pour
« l'exercice de leur état, qu'ils tiennent une officine
« ouverte, garnie de substances médicales simples ou
« composées, avec l'aptitude de préparer tous les au-
« tres remèdes ou selon les formules du Codex, ou
« selon les formules magistrales dictées par le ca-
« price et la volonté des médecins. On leur impose
« des précautions sévères et une grande responsabi-
« lité par la garde et le débit des substances véné-
« neuses ; enfin, on assujettit leur établissement à
« des visites annuelles, et c'est à ces conditions qu'on
« leur assure le monopole de la vente des médica-
« ments. » (Cass., 4 mars 1858, D. P. 1858, 1, 184).

La loi du 21 Germinal an XI et la déclaration royale de 1777 prévoient le délit d'exercice illégal de la pharmacie. Ce monopole est encore protégé par l'article 259 du Code pénal, complété par la loi du 26 mars 1924 qui punit le délit d'usurpation du titre de pharmacien.

Le délit d'exercice illégal de la pharmacie peut consister soit dans la vente des médicaments par un non pharmacien, soit dans le fait, pour un non pharmacien, de posséder une pharmacie qu'il fait gérer par un pharmacien diplômé, ou de gérer une pharmacie appartenant à un pharmacien ; il peut consister encore dans le fait, par un pharmacien, d'exercer la pharmacie sans se conformer aux prescriptions de la loi de Germinal, je veux parler ici des infractions commises par un ou plusieurs pharmaciens aux principes d'après lesquels les pharmaciens doivent ne posséder qu'une seule pharmacie et être responsables entièrement et sans restriction à l'égard des tiers. C'est en vertu de ces derniers principes que nous devons interdire aux pharmaciens de former, même entre eux, certaines sociétés.

Notons, dès maintenant, que le fait d'exercer la profession de pharmacien en contravention aux conditions exigées par la loi de Germinal suffit pour constituer le délit d'exercice illégal de la pharmacie. Il n'y a pas lieu de rechercher l'intention du délinquant. C'est un délit contraventionnel. (Roanne, 13 juin 1924, G. P. 1924, 2, 496).

Nous avons donc à étudier d'une part l'exercice illégal consistant dans la vente des médicaments, d'autre part l'exercice illégal consistant dans la propriété et la gérance de l'officine de pharmacie; enfin nous consacrerons un dernier chapitre de notre première Section, relative à l'étude des éléments constitutifs des divers délits, au délit d'usurpation de titre, qui sera consommé dès qu'un non pharmacien aura fait usage du titre de pharmacien, même n'aurait-il pas exercé la pharmacie. Nous étudierons, dans une deuxième Section, la répression elle-même des atteintes au monopole.

SECTION I

ELEMENTS DE CES DELITS

CHAPITRE PREMIER

EXERCICE ILLEGAL CONSISTANT DANS LA DETENTION ET LA VENTE DES MEDICAMENTS

§ 1^{er}. — DE LA NOTION DES MÉDICAMENTS

Qu'entend-on par médicaments ? Telle est la question qui se pose tout d'abord à l'esprit. Faute de définition, nous reprendrons celle donnée par M. Dorvault, dans son « *Officine* » : « On nomme médicament toute substance administrée soit intérieurement, soit extérieurement, à l'homme malade, dans un but thérapeutique ».

Cependant, les tribunaux semblent encore hésiter sur le caractère médicamenteux de certains produits, notamment des coricides. Le Tribunal d'Etampes avait jugé, le 9 mars 1901 (G. P. 1901, 1, 616) que « si l'on se reporte aux textes qui régissent la matière, on voit que la déclaration du 25 avril 1777 (art. 3) ne prohibe que la vente des compositions et préparations entrantes au corps humain, lesquelles sont seules considérées par ce texte, aussi bien que par la loi du 21 Germinal an XI comme étant des mé-

« dicaments ». Précédemment, la Cour de Paris avait pourtant jugé que, pour être qualifié médicament, un produit n'avait pas besoin de s'adresser à une maladie déterminée et qu'il suffisait qu'il ait une action thérapeutique sur l'organisme (Paris, 8 novembre 1892, D. P. 1893, 2, 89). La Cour de Cassation (20 juin 1913, G. P. 1913, 2, 299) n'a pas admis la thèse émise par le Tribunal d'Etampes : « Attendu, dit-elle, qu'il « n'y a pas à distinguer, au point de vue des prohibitions de la loi du 21 Germinal an XI, entre les « remèdes internes et les remèdes externes. Ces derniers ne pouvant avoir nécessairement quelque action qu'en pénétrant dans l'économie intérieure du « corps humain ». Dernièrement, cependant, le Tribunal correctionnel de Lille avait acquitté des herboristes qui avaient vendu des coricides à base d'acide salicylique, mais la Cour de Douai a réformé ce jugement et a condamné chacun des inculpés, le délit étant alors amnistié, à 50 francs de dommages-intérêts et solidairement aux dépens (*Argus des Pharmaciens*, 15 avril 1932).

Le médicament, nous dit encore M. Dorvault, est simple ou composé. Le médicament est simple s'il est constitué d'une seule substance : par exemple le quinquina ; il est composé s'il résulte du mélange de deux ou d'un plus grand nombre de substances, comme les pilules de belloste, composées de mercure, d'aloès, de scammonée, de rhubarbe, de poivre noir et de miel. Dans la pratique, on distingue encore les médicaments en officinaux et magistraux : Les premiers sont ceux qui peuvent se conserver longtemps et que l'on trouve d'habitude tous préparés dans une pharmacie ; ce sont les teintures, les extraits... Les médicaments magistraux, nommés aussi préparations extemporanées, sont ceux que le médecin prescrit et que les

pharmaciens composent au vu de la prescription et sur les indications du médecin ; ce sont les émulsions, les potions...

Il résulte, de la combinaison de la déclaration du Roi du 25 avril 1777 et de la loi du 21 Germinal an XI, que la vente des drogues simples, en gros, est libre, mais que la vente de ces mêmes drogues, au poids médicinal, c'est-à-dire en vue d'un emploi curatif, ne peut être faite que par une personne munie du diplôme de pharmacien. Il résulte encore des mêmes textes que seuls les pharmaciens ont le droit de vendre des « compositions pharmaceutiques » entrant au corps humain en forme de médicaments (Sens, 9 décembre 1925, G. P. 1926, 1, 207). Dans la catégorie des médicaments composés, il faut ajouter les spécialités pharmaceutiques. Ce sont des médicaments, et la jurisprudence est unanime pour leur reconnaître ce caractère ; nous n'en prendrons pour témoin qu'un jugement du Tribunal de la Seine du 2 mars 1928 (*Annales Coopératives Pharmaceutiques*, 1928) : « Mais
« attendu qu'une telle prétention repose sur la mé-
« connaissance évidente des dispositions qui règlent
« la vente des produits pharmaceutiques et qui as-
« surent aux pharmaciens le monopole exclusif de la
« vente des spécialités sans la prescription d'un mé-
« decin, tout en respectant les dispositions légales ;
« Attendu que les spécialités sont incontestable-
« ment des médicaments ; que la loi punit le fait de
« la part d'un non pharmacien, de vendre ou débiter
« des médicaments sans faire aucune distinction en-
« tre les ventes en gros et les ventes au détail, entre
« les différentes catégories de remèdes... ; que ces spé-
« cialités sont des remèdes suivant l'acception légale
« du mot et que, comme tels, il faut qu'elles soient
« vendues par un pharmacien diplômé ;

« Attendu d'ailleurs que la jurisprudence s'est déjà prononcée à ce sujet à maintes reprises ». (Cass. Crim., 16 avril 1921, G. P. 1921, 2, 214).

Le fabricant d'une spécialité ne peut prétendre au droit exclusif d'exploiter à son profit la formule qu'il a découverte ou inventée. En effet, l'article 3 de la loi du 5 juillet 1844 sur les brevets d'invention stipule expressément que « ne sont pas susceptibles d'être brevetés : 1° les compositions pharmaceutiques ou remèdes de toute espèce, les dits objets demeurant soumis aux lois et règlements spéciaux sur la matière, et notamment au décret du 18 août 1810, relatif aux remèdes secrets ».

Il ne faut cependant pas confondre les spécialités pharmaceutiques dont la vente est comprise dans le monopole des pharmaciens, avec les remèdes secrets dont la vente est interdite par la loi de Germinal même aux pharmaciens.

Le statut de la spécialité a été établi par le décret du 13 juillet 1926 qui impose aux pharmaciens fabricants de mentionner, sur le médicament, le nom et la dose de chacune des substances actives entrant dans sa composition, d'indiquer leur nom et leur adresse. Mais le fabricant n'est pas tenu de publier la formule intégrale. « Il conservera par devers lui, dit M. Narodetzki (le remède secret) le nom et la dose des substances qui n'interviennent que pour améliorer la qualité organoleptique ou qui constituent le tour de main ». De l'étude, et de l'ouvrage de M. Narodetzki, et de la législation sur les spécialités pharmaceutiques, M. Lehuérou-Kérisel, docteur en droit, tire cette conclusion : « A quelque point de vue que l'on se place, il est permis de dire aujourd'hui que le droit sanctionne le fait. La langue juridique rejoint le langage courant. Le remède secret demeure. Mais

« le discrédit qui s'y attache ne pourra plus désigner
« que la réclame charlatanesque et les secrets de bon-
« ne femme avec lesquels l'incompréhension du lé-
« gislateur et une inélégante pratique judiciaire,
« avaient trop longtemps confondu, dans une iden-
« tique réprobation, l'honnête spécialité pharmaceu-
« tique ». (*La Pharmacie Moderne*).

Entre encore dans le monopole des pharmaciens, la vente des sérums thérapeutiques. Comme nous l'avons déjà vu, l'article 2 de la loi du 25 avril 1895 spécifie que ces produits sont délivrés au public « par les pharmaciens sur ordonnance médicale ». Egalement, fait partie de ce monopole, la vente des substances vénéneuses destinées à la médecine humaine ou vétérinaire, quoique, en principe, la vente des produits vétérinaires soit libre. C'est ainsi que la vente du phosphore de zinc est interdite à quiconque n'est pas pourvu du diplôme de pharmacien, même pour la destruction des animaux nuisibles, au moyen d'appâts, dans quel cas, il doit même être mélangé à dix fois son poids de substances inertes puis additionné d'une matière colorante (réponse faite à M. le Ministre de l'Agriculture à une question posée par M. Barbero le 1^{er} décembre 1932, *Bul. A. G.*, 28 février 1933). A la suite de cette question, a paru un arrêté du Ministère de l'Agriculture (*J. O.*, 4 février 1933), qui détermine les formalités à suivre pour l'emploi du phosphore de zinc à la destruction des courtilières. M. le Doyen Fonzes-Diacon avait déjà étudié cette question comme Inspecteur des pharmacies et comme toxicologue. De cette étude, nous ne retiendrons que la partie qui nous intéresse, et qu'a traité M. l'Inspecteur des pharmacies (*Bull. S. E.*, février 1932) : « En ce moment (janvier 1932), ce produit est vendu directement par les droguistes aux agriculteurs : c'est

« un infraction à la loi, car, à une demande d'éclair-
« cissement à ce sujet, le Ministre de l'Agriculture a
« fait répondre par l'inspecteur général du Service
« de la Répression des fraudes : j'ai l'honneur de
« vous faire connaître que l'emploi du phosphure de
« zinc n'est permis que pour la confection d'appâts
« empoisonnés. Ces appâts doivent être préparés con-
« formément aux dispositions de l'article 12 du décret
« du 14 septembre 1916 et ne peuvent être vendus
« que dans les pharmacies. (Paris, le 17 octobre
« 1931). »

Enfin, nous ne saurions laisser de côté la question des eaux minérales qui sont reconnues comme des médicaments, mais dont la vente échappe au monopole, quoique le pharmacien soit qualifié pour les détenir : La seule différence, établie par l'ordonnance royale du 18 juin 1823, encore en vigueur, en faveur des pharmaciens, est de considérer le dépôt du diplôme comme le dispensant de solliciter l'autorisation préalable pour vendre des eaux minérales naturelles ou artificielles.

La notion de médicaments qui, au vu des différents textes, semble n'offrir aucune difficulté, est cependant la cause de nombreux procès. La jurisprudence considère surtout le but curatif ou non dans lequel le produit est vendu ou mis en vente, mais dans les applications pratiques de ce critérium, elle a souvent hésité, et les pharmaciens eux-mêmes sont souvent amenés à constater qu'un produit qu'ils considéraient comme entrant dans leur monopole, pouvait être vendu par d'autres que par des pharmaciens. Nous relevons, dans le rapport du secrétaire général du Syndicat des Pharmaciens d'Alger, à l'assemblée générale du 5 février 1933, le passage suivant qui n'est que la preuve de cette incertitude : « Sur la demande de

« plusieurs confrères, nous avons eu à intervenir et
« à étudier différents cas qui se présentaient, dans
« la vente par des droguistes ou épiciers, de produits
« qui semblent devoir rester dans le monopole de la
« pharmacie. Nous avons dû souvent nous incliner,
« et, par les documents qui nous ont été soumis, re-
« connaître que rien n'empêchait des non pharma-
« ciens de vendre de l'eau oxygénée 10 volumes, du
« bicarbonate de soude, des lithinés Gustin et autres
« paquets servant à la fabrication des eaux minérales
« artificielles, de la moutarde Rigollot, etc. etc... Nous
« le regrettons avec vous, mais nous n'y pouvons
« rien. »

Nous devons donc considérer comme médicaments, tous produits qui répondront soit à une formule du Codex, ou prescrite par un médecin soit au décret du 13 juillet 1926 sur les spécialités, ou qui seront présentés comme ayant des propriétés curatives ou thérapeutiques.

§ II. — INTERDICTION A AUTRUI DE DÉTENIR ET DE VENDRE DES MÉDICAMENTS

A. — *Principe. Article 25.*

Le principe du monopole des pharmaciens dans la vente des médicaments est exposé dans l'article 25 de la loi du 21 Germinal an XI : « Nul ne pourra obtenir
« de patente pour exercer la profession de pharma-
« cien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer,
« vendre et débiter aucun médicament s'il n'a été
« reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou
« s'il ne l'est dans l'une des Ecoles de Pharmacie ou
« par l'un des jurys suivant celles qui sont établies
« par la présente loi, et après avoir rempli toutes les
« formalités qui y sont prescrites. »

L'article 16 de la loi de Germinal précise que « pour être reçu, l'aspirant âgé au moins de 25 ans accomplis, devra réunir les deux tiers des suffrages des examinateurs. » Mais l'usage est établi, dans les Facultés et Ecoles, de faire subir les épreuves des examens définitifs, donnant droit au diplôme, avant que le candidat ait 25 ans. L'âge de 25 ans n'est donc pas une condition de police de la pharmacie, c'est seulement « une modalité du régime des études, une condition d'admission à l'examen ». Aussi suis-je de l'avis de mon camarade Louis Astruc, pharmacien, docteur en droit, lorsqu'il dit (*Bull. S. E.*, septembre 1933) : « L'interprétation correcte de la loi pourrait donc amener nos professeurs à refuser d'examiner un candidat âgé de moins de 25 ans ; mais retenir le diplôme du candidat reçu est à notre avis une faute de service qui engage la responsabilité de l'Administration. » — M. le Professeur Renard estime que le candidat « reçu à la suite d'épreuves dont la validité n'est même pas contestée a droit à son diplôme... » (Le droit de la profession pharmaceutique). Et par suite, les épreuves subies avec succès, quoi qu'il n'ait pas 25 ans, le candidat pharmacien pourra légalement ouvrir une pharmacie. Cependant, ce n'est pas l'avis de la jurisprudence : le Tribunal de La Roche-sur-Yon a condamné (*Argus des Pharmaciens*, 1^{er} juin 1932) le nommé H..., âgé de 23 ans, pour « avoir exercé illégalement la profession de pharmacien n'ayant pas l'âge prescrit, reçu pharmacien, mais n'étant pas en possession de son diplôme. »

Cette décision du Tribunal de La Roche-sur-Yon est le résultat d'une erreur d'interprétation de la loi, car, si nous raisonnons par analogie, nous devons reconnaître, comme M. Renard, que l'âge de 25 ans

n'est requis que pour subir les épreuves des derniers examens (art. 16). En effet, pour être nommé juge de paix, la loi du 12 juillet 1905, modifiée par la loi du 14 juin 1918, précise que les juges de paix ne pourront être nommés avant l'âge de 27 ans. Or, comme ils peuvent subir les épreuves de l'examen professionnel à partir de 25 ans, les candidats reçus juges de paix ne pourront, en vertu de la loi de 1905, être nommés s'ils n'ont pas l'âge de 27 ans. Mais, il n'existe aucune disposition semblable concernant l'exercice de la pharmacie, et nous devons conclure que l'exercice de la pharmacie avant l'âge de 25 ans est licite si celui qui l'exerce a été reçu pharmacien, il ne resterait qu'à porter une réclamation devant les autorités administratives compétentes pour avoir fait subir l'examen à ce pharmacien avant qu'il ait atteint l'âge requis.

En lisant bien attentivement l'article 25 de la loi de Germinal, nous relevons trois sortes de prohibitions: Il est interdit, en effet, à quiconque n'est pas pharmacien, 1° d'ouvrir une pharmacie, 2° de préparer aucun médicament, 3° de vendre aucun médicament. « Ainsi donc, nous dit M^e Bogelot (*Bull. A. G.*, 15 avril « 1933), ce qui est défendu, ce n'est pas seulement « l'ouverture d'une officine, mais encore : la *prépa-* « *ration d'aucun médicament*, alors même qu'il de- « vrait être ultérieurement vendu par un diplômé et « au même titre; la *vente d'aucun médicament*, alors « qu'il aurait été préparé par un diplômé. L'intention « du législateur est très nette. Toute personne qui « fera le commerce des médicaments, soit en vendant « et fabriquant, soit en fabriquant seulement, soit en « vendant seulement, devra être diplômée. »

Ce principe est absolu. La jurisprudence l'applique d'une façon très ferme. La Cour de Cassation (24 oc-

tobre 1889, *Bull. A. G.*, déjà cité) est d'avis qu'il « ré-
« sulte des termes du dit article que le seul fait de
« vendre des médicaments officinaux en gros ou en
« détail constitue le délit ». La Cour de Paris (23 juillet 1930, même bulletin) jugeait « que cette réglemen-
« tation (loi sur la pharmacie) ne distingue pas en-
« tre la vente en gros de ces produits aux pharma-
« ciens et leur vente en détail à des particuliers » ;
ajoutant même « que les motifs de sécurité publique
« qui ont inspiré ces dispositions législatives n'ont
« même que plus de force s'agissant de la vente en
« gros ». Il faut, nous fait remarquer M^e Bogelot, voir
ici l'esprit du législateur et la situation de la phar-
macie en 1803. A cette époque, la pharmacopée était
plutôt rudimentaire, le pharmacien exerçait dans une
boutique dénommée officine, où il pouvait préparer et
vendre lui-même tout ce qui était nécessaire à l'exer-
cice de son art. Il ne faut donc pas s'étonner que le
législateur de 1803 n'ait pas prévu une chose qui
n'existait pas : les ventes en gros, et surtout les dé-
pôts de médicaments.

A la réunion du Bureau de la Fédération des Phar-
maciens du Sud-Est du 9 avril 1933, il a été signalé
qu'une coopérative de village, dans le Var, forte d'un
vœu du Conseil municipal, et sous le prétexte que le
village est éloigné de 14 kilomètres d'une officine, de-
mandait au Syndicat du Var l'autorisation de tenir
une série de médicaments qu'elle disait être de pre-
mière nécessité.

L'Association Générale a signalé ce fait aux pou-
voirs publics. Le Syndicat de Drôme-Ardèche signale
(*Bul. du S.-E.*, mai 1934) que le Préfet de la Drôme a
adressé une circulaire aux maires de son département
les priant d'avertir les intéressés de la responsabilité
qu'ils encourent à ce sujet si les infractions commises

venaient à être constatées par le Service de l'Inspection pharmaceutique.

Même les grossistes-pharmaciens ne peuvent ouvrir de nouveaux dépôts de médicaments sans l'assistance d'un pharmacien à chaque dépôt.

Malgré le caractère absolu de cette interdiction, la jurisprudence décide toutefois qu'une tolérance peut exister, en ce qui concerne les élèves en pharmacie ou préparateurs, mais à la condition « qu'ils préparent et débitent les médicaments sous la surveillance de des pharmaciens qui les ont agréés ». (Roanne, 13 juin 1924, G. P. 1924, 2, 496). S'ils ne sont l'objet que d'une surveillance insuffisante, la préparation et le débit des médicaments constitue le délit d'exercice illégal de la pharmacie.

B. — *Épiciers et droguistes. Article 33.*

Non content de poser le principe de l'exercice illégal dans l'article 25, le législateur de 1803 a senti le besoin d'insister en ce qui concerne les épiciers et droguistes, dans l'article 33 : « Les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de 500 francs d'amende. Ils pourront continuer à faire le commerce en gros de drogues simples, sans pouvoir en débiter aucune au poids médicinal ». La raison de cette insistance se comprend si l'on considère l'histoire de la pharmacie. Sous l'ancien régime, épicerie et apothicairerie n'étaient qu'un seul et même commerce. Nous lisons en effet, dans le mémoire de M. Irissou, pharmacien en chef des Hôpitaux de Montpellier : « Les épiciers-apothicaires et les poivriers de Montpellier dans le cadre du moyen-âge » (*Bull. du S.-E.*), le passage suivant qui nous explique la confusion que le législateur de 1803 voulait éviter : « En-

« tre les deux corporations de Poivriers, celle des *épiciers apothicaires* faisait au moyen âge très honorable figure. Elle concourait avec celles des Or-
« giers et celle des Canabassiers (marchands de chan-
« vre) pour le quatrième chaperon consulaire qui lui
« fut attribué dix-sept fois de 1350 à 1500. »

« Ce corps de métier s'appelait en langue d'oc *lo mestier d'espessiar* (le métier d'épicerie) ; ses
« membres étaient désignés par le terme d'*espessiaire*, qu'on écrivait aussi *especiayre*, ou bien par
« la forme catalane du même mot : *especiador*. En
« latin, on disait : *ypothecator* ou *apothecarius*. On
« ne trouve pas pour eux de désignation en français
« pendant le moyen âge ; c'est sans doute parce que
« cette langue était alors peu employée dans les pays
« d'oc et qu'elle n'était point obligatoire pour les
« actes publics ». Et M. Irissou ajoute : « Il faut noter cependant que le mot *épicier* ainsi employé ne
« doit pas s'entendre au sens actuel, mais plutôt au
« sens étymologique de *marchand d'épices* ». A la fin
du moyen âge, à la suite de certains événements, les *poivriers souverains* ont été remplacés peu à peu par les droguistes, les *poivriers de marché* par les épiciers, et les *épiciers apothicaires* sont devenus définitivement des apothicaires. Seuls ces apothicaires peuvent faire le commerce des drogues et médicaments, les épiciers et droguistes s'en voient écartés d'une manière expresse.

Ce sont les épiciers généralement qui, de nos jours, font de la pharmacie illégale. La Société syndicale des Pharmaciens de la Dordogne l'a remarqué : « Les épiciers prennent de plus en plus l'habitude de vendre
« certains produits d'essence pharmaceutique. Je
« crois, dit M. le Docteur Pouyaud dans son rapport
« à l'assemblée générale du 13 mai 1934, que beau-

« coup ignorent qu'ils commettent un délit en procédant ainsi... » L'Union Pharmaceutique Audoise se plaint également de cette concurrence illégale; nous lisons dans le compte-rendu de son assemblée du 23 octobre 1934 : « Le nombre d'épiciers qui se livrent à la vente de spécialités médicales ne va pas en diminuant ; bien au contraire, l'audace de certains s'accuse chaque jour davantage... » Et voici un cas typique : « Au village de V..., très peu distant de Carcassonne, ce n'est pas un épicier qui trafique, c'est un démarcheur d'un genre nouveau. Il prend un stock de spécialités : vin de frileuse, hépascol, etc... en vante d'autorité les propriétés, n'oubliant pas, pour son petit bénéfice de laisser, entre les mains de ceux qu'il aborde, les produits dont il a pris à cœur la diffusion et pour lesquels il a dû faire un vœu. »

L'article 33 reconnaît cependant aux épiciers et droguistes le droit de faire le commerce en gros de drogues simples. Ils ne peuvent faire que le commerce en gros, donc le commerce en détail leur est interdit, et encore ne peuvent-ils faire que le commerce de drogues simples. C'est ainsi qu'un droguiste a été condamné pour fabriquer et vendre des pastilles ou tablettes obtenues par la combinaison d'une drogue médicinale préalablement purifiée ou pulvérisée avec un mucilage de gomme (Cassation, 3 avril 1862, D. P. 1862, 1, 249). Un autre droguiste a été condamné pour avoir mis en vente des suppositoires à la glycérine (Seine, 27 janvier 1926, G. P. 1926, 1, 471). Enfin, pour ne pas trop prolonger cette série d'exemples, nous citerons le cas d'une épicière qui a été condamnée pour avoir exposé et mis en vente un certain nombre de préparations médicamenteuses, notamment 11 boîtes de dulaure, 2 boîtes de pastilles Valda, 3 boîtes de

pastilles Telle (une vraie pharmacie) (Fontenay-le-Comte, 22 mars 1934, *Bull. A. G.*, 30 avril 1934).

C. — *Charlatans. Colporteurs. Article 36.*

Avant la révolution, les apothicaires avaient à lutter : à Dieppe contre les colporteurs, les forains vendeurs de thériaque et de tous autres électuaires, à Vitry-le-François contre chirurgiens, épiciers, merciers, forains, etc. La lutte était alors farouche. A Alençon, comme dans tout le reste de la France, les charlatans ont exploité la crédulité du public : en 1765, le Secrétaire d'Etat recommande aux apothicaires qui se plaignent de l'arrivée de charlatans, de ne plus lui envoyer des mémoires réclamant justice, mais de « se « pourvoir, s'ils le jugent à propos, devant les juges « ordinaires et par appel au Parlement ». Le Docteur Marèvre (*Medicina*, 1926) nous dit que la thériaque de Venise coûtant très cher, des charlatans parcourent « les campagnes en débitant aux paysans crédules les drogues les plus hétéroclites ». « Leur thériaque, écrit le sieur Paumet, n'est que du miel jaune fondu dans lequel il entre quantité de méchantes racines pourries, gâtées, et vermoulues ». « Ce qui prouve que ce n'est pas que de nos jours que les charlatans vendent de la saleté », ajoutait M. Bouvet (Les apothicaires d'Alençon, in *La Pharmacie Française*).

C'est pour ces différentes raisons que le législateur de 1803 a interdit « tout débit au poids médicinal, « toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les « places publiques, foires et marchés, toute annonce « et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque dénomination qu'ils soient présentés ».

Actuellement, il semble que les charlatans ont abandonné ce genre d'activité, mais il est un autre mode de concurrence déloyale analogue, qui occupe grandement les groupements de pharmaciens ; c'est le colportage. « Le mot colportage, écrit M. Jean Servier » (*La Pharmacie Française*, mars 1934), est d'une ac-
« tualité tellement brûlante qu'il suffit de le pronon-
« cer dans notre milieu pharmaceutique pour déclen-
« cher les passions les plus vives et les discussions les
« plus acharnées ».

Le colportage fait, dans la pharmacie, un mal bien-
tôt irréparable si l'on tarde trop à apporter le remède
désirable. Nous lisons, dans le compte-rendu de l'as-
semblée générale du 22 avril 1934 de la Chambre syn-
dicale des Pharmaciens des Basses-Pyrénées (*Bull.
S.-O. et Centre*) : « Il est regrettable de constater que
« dans l'Est, chaque semaine, des pharmaciens sont
« obligés de fermer leur officine. Ceci vient de ce que
« certaines commerciales possèdent jusqu'à trente
« voitures inondant la campagne et *sollicitant* la ven-
« te des médicaments. »

Mais il ne faut pas confondre le colportage avec la
livraison des médicaments à domicile. Même, on ne
peut voir le colportage dans le fait, pour un pharma-
cien, d'envoyer un coursier chercher une ordonnance
au domicile du client, sur appel téléphonique de ce
dernier. La définition du colportage nous est donnée
par M. Charlier, docteur en pharmacie à Reims : « Au
« point de vue pharmaceutique, le colportage a un
« sens plus étendu. La vente des médicaments à tout
« venant étant interdite par la loi de Germinal, il
« faut, par colportage, en dehors du transport et de
« la livraison, entendre encore et surtout la sollicita-
« tion, soit au domicile du client, soit dans la loca-
« lité où il habite, des commandes préalables de ces

« médicaments » (*Echo de la Presse*, 20 juillet 1934).

Le colportage prend les aspects les plus variés : Parfois, une pharmacie commerciale de grande ville organise, dans la région environnante, des tournées au moyen d'un personnel spécial qui, en bicyclette, en motocyclette, ou en automobile, va chercher les commandes pour rapporter les médicaments le lendemain; ailleurs, c'est un ancien chauffeur de taxi, propriétaire de sa voiture, qui va offrir au domicile des clients des médicaments et des produits pharmaceutiques conditionnés d'avance pour la vente au détail, produits qu'il paie au pharmacien avec une remise de 10 ou 20 %. Fréquemment, ce colporteur transporte aussi de la parfumerie, de la mercerie, etc.

Le colportage est inutile, il ne répond à aucun besoin : Si le remède n'est pas urgent, il existe aujourd'hui suffisamment de communications fréquentes et rapides pour que les habitants d'un petit village ne manquent pas de médicaments ; au cas d'urgence, il est facile, dans un village de trouver quelqu'un qui ait une auto et qui consentira à aller pour vous jusque chez le pharmacien le plus proche.

Il est aussi dangereux : il cause un préjudice moral appréciable à une profession honorable, galvaudée par les non diplômés. De plus, la santé publique se trouve à la merci de gens ignares, d'autant plus entreprenants qu'ils méconnaissent tout de l'art de guérir, bien que le pratiquant journellement. Enfin, il est la cause de la disparition des pharmacies de campagne, mais ce mal, le public des villages ne le verra qu'après la disparition de la pharmacie quand il lui faudra faire plusieurs dizaines de kilomètres au milieu de la nuit pour avoir un médicament urgent, car alors il n'y aura de pharmacie que dans les plus grandes villes.

Le colportage est encore immoral ; aussi doit-il être interdit. Mais ceux qui le pratiquent se méfient de ne pas tomber sous le coup des dispositions de la loi de Germinal ; le colporteur ne transporte que des paquets séparés, étiquetés au nom des clients, alors que plusieurs de ces paquets sont destinés à des clients fictifs et contiennent des produits de conseil.

Les pharmaciens se sont émus de ce mal. Le Syndicat de l'Hérault a été un des premiers à demander à l'Association Générale de s'occuper activement de la question, considérant que le colportage n'est d'aucune utilité pour les populations rurales, qu'il est incapable d'assurer les cas d'urgence, qu'il masque le plus souvent le délit d'exercice illégal de la pharmacie, que l'esprit de lucre est seul à l'origine de ce procédé commercial. Plusieurs autres Syndicats avaient présenté des vœux dans le même sens. L'Association Générale, dès 1931, a mis tous les Syndicats de France en éveil, demandant des documents pour lui permettre une action utile auprès du Gouvernement.

Les Syndicats pharmaceutiques ne sont pas les seuls à s'émouvoir : A la réunion du 29 décembre 1931 du Bureau de l'Association Générale, il a été signalé que le journal « Le Propharmacien » approuvait l'action entreprise par les pharmaciens pour réprimer le colportage des médicaments, cette fâcheuse pratique constituant une forme d'exercice illégal de la médecine. Egalement, les étudiants en pharmacie de Strasbourg ont émis le vœu « qu'un texte de loi interdisant « formellement le colportage soit voté au plus tôt par « le Parlement, dans le but de sauvegarder la santé « publique gravement atteinte par cet exercice illégal « de la médecine et de la pharmacie ». L'Association amicale des Etudiants en Pharmacie de Montpellier a émis le vœu « que la pharmacie commerciale soit ré-

« glementée et le colportage des médicaments interdits ». Ces vœux ont été repris et discutés au Congrès de l'Office Central des Etudiants en Pharmacie de France, tenu à Marseille du 3 au 10 avril 1934, et qui a été clôturé par le vote de nombreux vœux et résolutions, dont le suivant :

« L'Office Central des Etudiants en Pharmacie de France, considérant :

« Que le colportage fait à l'heure actuelle de grands dégâts dans les campagnes ;

« Que cette extension du colportage empêche de jeunes pharmaciens d'aller s'installer dans les campagnes ;

« Que le colportage est illégal et est un manque de courtoisie à l'égard des confrères voisins ;

« demande :

« Aux pouvoirs publics, et spécialement aux inspecteurs en pharmacie, la poursuite, la condamnation et la suppression du colportage ainsi que des dépôts de médicaments.

« Fait confiance aux organisations professionnelles dans cette lutte et offre à celle-ci de les aider dans le dépistage de ces illégalités. »

Le mal est certain. La question est surtout de trouver le remède à ce mal, mal que l'on connaît sous toutes ses faces, mais qu'il est difficile de localiser, les délinquants se méfiant, usant de ruse, de complicité bienveillante, et, par leurs stratagèmes, déconcertant les meilleurs limiers. Ce ne sont pas des interventions amicales, ou soi-disant, des syndicats auprès de ces brebis galeuses qui aboutiront à un résultat... Les promesses rendent les enfants joyeux, dit-on, et je crains fort que les pharmaciens ne soient ici les enfants. Il faut un texte légal, prononçant une sanction, si minime soit-elle, la crainte du gendarme, ou de la correctionnelle, est le commencement de la sagesse.

A l'assemblée générale de l'Association Générale tenue à Evian le 6 juin 1932, à la suite du rapport présenté par M. Collard, secrétaire général de l'Association, deux décisions ont été prises : approuver la résolution prise à cet égard en 1921, par la Commission d'Hygiène de la Chambre des Députés, et s'efforcer de la faire aboutir ; en attendant, user de toutes les armes données par la législation actuelle. En 1919, cette Commission d'Hygiène avait jugé nécessaire d'interdire la sollicitation habituelle, auprès du public, de commandes de médicaments par l'intermédiaire de préposés des pharmaciens ou de courtiers à leur solde, parce qu'il fallait supprimer « des pratiques fâcheuses ou qui se sont peu à peu implantées dans l'exercice de la pharmacie et ont pour aboutissant naturel l'exercice illégal de la médecine et de la pharmacie » ; à la demande de l'Association Générale, la Commission compléta ce texte par l'interdiction des « dépôts de commande et du racolage ».

Nous ne nous arrêterons pas à la proposition de M. le Professeur Perrot qui voit le remède dans une facilité plus grande accordée aux pharmaciens de s'associer pour exploiter en commun plusieurs officines car ce remède serait pire que le mal. M. Lasserre, ex-interne des hôpitaux, lauréat de l'Ecole de Pharmacie, à Montreuil-Bellay, propose une solution détournée (*Publicodex*, mai 1934) : « Il faudrait, dit-il, n'autoriser aux commerciales qu'une camionnette pour le service urbain ; taxer lourdement les camionnettes supplémentaires des dites pharmacies ». Mais on ne voit là que la solution à une partie du problème, car il n'y a pas que les pharmacies commerciales qui pratiquent le colportage.

Nous retiendrons les solutions proposées, l'une par M. le Professeur Lobstein, doyen de la Faculté de

Pharmacie de Strasbourg, l'autre par M. le Docteur Ledoux, directeur de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Besançon :

M. Lobstein pose la question : « Dans l'état actuel « de la législation, est-on armé pour condamner ce « colportage ? » Des articles 25 et 36, de la loi de Germinal, il conclut que la vente doit être faite à l'officine. « Dans l'esprit de la loi, ajoute-t-il, il n'est « pas douteux que le colportage dont il s'agit est in- « terdit, mais c'est matière à arguties ». Et devant les dispositions prises par les colporteurs pour éviter le flagrant délit, il estime qu'il faut un texte plus explicite. Il demande comme premier pas vers cette réglementation, l'autorisation préalable avant toute création d'officine et l'ordre des pharmaciens qui veillerait au digne exercice de la profession.

M. Ledoux est d'avis qu'une loi « contre le colportage constituerait une sauvegarde de la santé publique ». « On pourrait, d'autre part, dit-il, réunir « contre le colportage des arguments juridiques. L'article 36 de la loi de Germinal, sans condamner formellement le colportage, ne dit-il pas : « Tout débit « au poids médicinal, toute distribution de drogues « et préparations médicamenteuses sur des théâtres « ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés..., sont sévèrement prohibés ». Toutes les lois « et règlements relatifs à l'exercice de la pharmacie « n'établissent-ils pas une conjonction étroite entre « le pharmacien et son officine ? La personne interposée entre l'officine et le pharmacien n'est-elle pas « illégale ? »... M. Ledoux nous rappelle un jugement du Tribunal de Dijon du 1^{er} mars 1902, qui a jugé illégal le fait, pour un pharmacien, de confier à un bicycliste, des médicaments pour que celui-ci les vende sur son passage, dans le but de satisfaire extempo-

rairement aux demandes des communes qu'il visite. Le législateur paraît donc déjà incité à légiférer contre le colportage.

Il semble, ainsi, qu'il n'y aurait qu'à compléter l'article 36 en spécifiant que le colportage est considéré comme la vente sur les places publiques, et est comme tel interdit. On pourrait également soutenir le projet de loi approuvé par le Conseil d'administration de l'Association générale :

« Article 3. — Le ramassage des ordonnances, le colportage des médicaments et de l'herboristerie par des tournées régulièrement organisées, sont complètement interdits. »

« Article 7. — En cas d'infraction, les pénalités iront de 10.000 francs à 50.000 francs. Toute récidive sera suivie, pour les diplômés de l'Etat, quels qu'ils soient, de retrait immédiat de leurs diplômes. »

La sanction paraît sévère, surtout si l'on songe aux décimes à ajouter à ce principal. Mais, par rapport aux bénéfices réalisés par le colporteur, il faut une répression suffisante pour qu'elle soit efficace : le risque créé doit être plus grand que le bénéfice réalisé pour que les délinquants consentent à abandonner ce genre d'activité.

Une autre proposition de loi tendant à compléter le titre IV de la loi du 21 Germinal, a été publiée dans *l'Echo de la Presse* du 13 décembre 1934. De l'exposé des motifs, nous pouvons penser quelle est conforme aux idées du Gouvernement et en particulier à celles de M. le Ministre de la Santé Publique. Le colportage y est réprimé par l'article 3 qui est ainsi conçu :

« Article 3. — L'article 32 de la loi du 21 Germinal an XI est complété par l'additif suivant :

« Le colportage des médicaments est rigoureuse-

« ment interdit. Il est notamment interdit aux pharmaciens de solliciter habituellement, auprès du public, des commandes, soit par l'intermédiaire de préposés ou de courtiers à leur solde, soit par des dépôts de commande à caractère commercial et de procéder par les mêmes moyens ou par des services réguliers et organisés, au trafic ou à la distribution à domicile des médicaments dont la commande aurait été ainsi sollicitée. Toute infraction à cet article sera considérée comme exercice illégal de la pharmacie. »

La sanction serait, peut-être, moins sévère que celle prévue par le projet du Conseil de l'Association Générale, mais elle est plus logique, car il s'agit bien là d'un cas d'exercice illégal de la pharmacie.

D. — *Herboristes. Article 37.*

L'article 37 de la loi de Germinal accorde aux herboristes, concurremment avec les pharmaciens, le monopole de la vente des plantes ou des parties de plantes indigènes, fraîches ou sèches. Cet article semble prévoir plutôt un délit d'exercice illégal de l'herboristerie, profession qu'il organise, que l'interdiction aux herboristes de s'immiscer dans l'art des médicaments. Mais il a été jugé par la Cour de Cassation (29 janvier 1926, *Bull. Crim.*, n° 31, p. 56), que « l'interdiction portée par l'article 33 de la loi du 21 Germinal an XI de vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique est applicable à tous ceux qui, n'exerçant pas la profession de pharmacien, font ces ventes prohibées, et notamment aux herboristes auxquels l'article 37 de la dite loi confère seulement le droit de vendre en nature des plantes ou des parties de plantes médicinales indigènes fraîches et sèches. » Cet arrêt de la Cour de Cassation est in-

téressant car il fait la délimitation entre ce qui est permis aux herboristes et ce qui constitue l'exercice illégal de la pharmacie :

« Mais attendu, ajoute-t-il, que l'interdiction édictée par l'article 33 de la loi de l'an XI ne distingue pas entre les procédés à l'aide desquels les compositions ou préparations pharmaceutiques auraient été obtenues ;

« Attendu, d'autre part, que si les herboristes ont reçu de l'article 37 de la loi précitée le droit de vendre en nature des plantes médicinales indigènes non toxiques, ils excèdent le droit qui leur est ainsi limitativement conféré quand, par le mélange des dites plantes et par la façon dont ils l'offrent au public, ils présentent le mélange dont il s'agit comme constituant un remède, alors que les pharmaciens ont seuls le monopole de la préparation et de la vente des compositions faites en vue d'un emploi curatif ; »

La barrière entre la légalité et l'illégalité est fragile, elle est facile à franchir. Aussi, voit-on assez fréquemment des herboristes poursuivis pour exercice illégal de la pharmacie. Certains herboristes collectionnent même les condamnations. Il semble que c'est de leur part, un genre de manifestation. En effet, dans plusieurs bulletins de l'Association Générale, nous voyons des herboristes, déjà condamnés, poursuivis à nouveau pour le même fait. Dans celui du 30 juin 1928, page 259, nous lisons :

« Ministère public et Syndicat de la Nièvre c/ A...

« M. A..., herboriste à N..., ne se contente pas d'exercer sa profession. Ainsi que nos confrères l'ont vu dans le bulletin (1927, p. 369), il a été condamné pour exercice illégal de la pharmacie, parce qu'il avait fourni des mélanges de plantes, présentés

« comme des médicaments. M. A... a été frappé d'une
« nouvelle pénalité, cette fois encore avec sursis, de-
« mandé par lui, l'arrêt de Montpellier étant posté-
« rieur aux poursuites actuelles. » A... a été condam-
né par jugement du Tribunal de Nevers du 13 janvier
1928 pour avoir mis en vente et vendu des cachets de
kalmine, des tubes d'aspirine du Rhône et de la jou-
vence de la Sœur Agnès. Dans le bulletin du 15 mai
1932, page 281, nous lisons encore : « G..., herboriste
« à V..., déjà condamné pour exercice illégal de la
« pharmacie, était poursuivi pour le même motif ». Cette
poursuite s'est clôturée par une condamnation
à 500 francs d'amende prononcée par arrêt de la Cour
de Grenoble, du 16 mai 1930, pour avoir mis en vente
de la jouvence de la Sœur Agnès, du thé Boutel contre
l'obésité, des digestifs du Père Justin, des tisanes
diurétiques, etc. Enfin, dans le bulletin du 15 mai 1933,
nous retrouvons encore un arrêt de la Cour de Greno-
ble du 16 février 1933, condamnant le même G... à
100 francs d'amende pour le même motif, ayant mis
en vente des tisanes antirhumatismales, des tisanes
diurétiques et des lithinés du Docteur Gustin.

La querelle qui divise pharmaciens et herboristes
n'est pas éteinte. Forts d'un texte — que les herboris-
tes déclarent abrogés tacitement par la loi de Germin-
al an XI, créatrice de leur statut légal — et de l'ar-
rêt précité de la Cour de Cassation du 29 janvier 1926,
les pharmaciens entendent interdire la vente des mé-
langes de plantes, estimant que ces mélanges, vendus
dans un but curatif, constituent de véritables prépara-
tions pharmaceutiques qu'eux seuls ont le droit de
vendre.

Les herboristes opposent, à cette thèse, l'argumen-
tation suivante : D'abord, rien dans la loi de Germin-
al an XI n'indique que les herboristes ne peuvent

faire des mélanges : ce qui n'est pas défendu est permis. Ensuite, pour exercer sa profession, l'herboriste doit prouver par un examen très délicat (disent-ils) sa connaissance parfaite des plantes médicinales.

Cependant les tribunaux, à part quelques décisions isolées, ont toujours donné raison aux pharmaciens, jugeant que la vieille ordonnance royale de 1777, interdisant « aux épiciers et tous autres de fabriquer, « vendre et débiter des produits et de faire aucune « mixtion de drogues entrant au corps humain » était demeurée en vigueur. Une proposition de loi, déjà adoptée par la Chambre des Députés et actuellement en instance devant le Sénat, donne au contraire aux herboristes les droits qu'ils réclament (*Argus des Pharmaciens*, 15 mai 1933).

Ce projet de loi dispose, dans son article 2 :

« Toute personne munie du diplôme d'herboriste
« peut détenir, pour la vente et vendre, pour usage
« médicinal, toutes les plantes, toutes les parties de
« plantes, tous les mélanges de plantes médicinales
« fraîches ou sèches, à l'exception des plantes véné-
« neuses dont la liste figure au Codex.

« Elle pourra également détenir pour la vente et
« vendre les produits naturels découlant des plantes,
« telles que les résines, les térébenthines, et ce, sui-
« vant une liste qui sera établie par la Commission
« du Codex.

« Les mélanges de plantes pourront être préparés
« d'avance, à la condition que les enveloppes les con-
« tenant indiquent la nature et la quantité de chacu-
« ne des plantes formant le mélange. »

C'est la voie ouverte à la concurrence faite aux pharmaciens par les herboristes qui, contrairement à ce qu'a dit M. Adam, rapporteur de la loi, ne sont pas de « véritables pharmaciens, mais dont le mo-

« n'opole se limite... ». Ce rapport, que nous ne reprendrons pas, paraît méconnaître les droits et les prérogatives des pharmaciens, ainsi que la difficulté des études qu'ils doivent faire pour obtenir leur diplôme, études bien supérieures à celles exigées des herboristes qui peuvent même ne pas avoir leur certificat d'étude. Si un tel projet venait à être définitivement voté, et nous voulons espérer que le Sénat le repoussera, ce serait, sous une forme détournée, le retour à l'ancien régime des pharmaciens de deuxième classe.

Les pharmaciens et les étudiants en pharmacie se sont émus et des cas fréquents d'exercice illégal de la pharmacie relevés contre les herboristes, et de ce projet de loi qui a été voté, presque par surprise, à la Chambre le 30 avril 1933, et, qui, sans l'attention toujours constante de M. Gustave Guérin, aurait été voté le soir même au Sénat. En effet, dans le compte-rendu de la séance de la Chambre, nous relevons l'intervention suivante de M. Guérin :

« Je n'avais pas pu étudier le rapport qui ne nous
« a été distribué que ce matin. Mais à la suite d'une
« conversation que j'ai eue avec M. le rapporteur,
« j'ai obtenu les garanties nécessaires en ce qui concerne la délivrance du diplôme d'herboriste et la
« façon dont sera dressée la liste des médicaments
« que les herboristes pourront délivrer.

« D'autre part, j'espère que M. le Ministre de la
« Santé Publique ne fera pas voter ce projet aujourd'hui par le Sénat et que la question pourra être
« examinée de près par les herboristes et les pharmaciens. Dans ces conditions, je retire mon opposition. »

Malgré l'affirmation de M. Adam à la tribune, il ne semble pas que la Commission de l'Hygiène ait été

« soucieuse de respecter les prérogatives du corps « pharmaceutique », car elle a fait, en votant cette loi, une brèche importante à ces prérogatives.

L'Association Générale est alors intervenue auprès des Sénateurs, entre autres, auprès du rapporteur, contre ce projet et pour le maintien de la législation actuelle. Elle estime que la Commission se prononcera dans ce sens. A la réunion de la Fédération du Sud-Est, tenue à Montpellier le 4 juin 1933, M. Vavas-
seur, président de l'Association Générale, a fait connaître que la menace dirigée contre les droits des pharmaciens par le vote de ce projet ne s'était pas accentué, « la situation est même moins grave, a-t-il « dit, qu'il y a un an », et il a conclu d'une manière optimiste, mais il faut encore, a-t-il ajouté, « veiller « à la défense stricte de tous nos droits ».

Mais l'émotion a été à son comble quand les pharmaciens ont lu, dans le *Bulletin du Sud-Est* (juin 1933) un passage du compte-rendu de l'assemblée générale du Syndicat des Alpes-Maritimes du 23 mars 1933 dans lequel il est dit que « la Fédération des Herboristes n'a pas dû rester inactive, sans doute, car « notre avocat a transmis à notre Président, une note « du Garde des Sceaux (il s'agit d'une circulaire) « dans laquelle le Ministre engage le Procureur de « la République à agir *doucement* contre les herboristes. Inquiet sur l'issue du procès devant ces instructions tendant à influencer la justice, notre Président en a référé à l'A. G. Celle-ci, dans une lettre du 28 janvier, nous conseille de maintenir la « citation directe contre les trois herboristes et de « paraître ignorer la note du Garde des Sceaux. »

La question a alors été posée dans les milieux pharmaceutiques, de savoir s'il n'y aurait pas lieu, au contraire, de réclamer la suppression de la profession

d'herboriste. La campagne pour l'abrogation est ouverte, cette suppression a de nombreux partisans : M. Lasserre déclare (*Publicodex*, mai 1904) : « Le diplôme d'herboriste doit être supprimé, et la profession s'éteindrait par disparition progressive des titulaires actuels ». Par ailleurs, les étudiants de Montpellier ont émis le vœu « que le diplôme d'herboriste soit supprimé, au même titre que l'a été celui de pharmacien de seconde classe, le pharmacien étant beaucoup plus désigné par ses études à la délivrance des simples. Ce diplôme entraînant d'autre part un abus dans le sens de la pharmacie illégale ».

L'Association amicale des Etudiants en Pharmacie de Montpellier a soulevé la question au Congrès de Marseille du mois d'avril 1934 où il a été voté la résolution que voici :

« L'Office central des Etudiants en Pharmacie de France, considérant :

« Que le diplôme d'herboriste ne correspond plus à rien du fait même de son programme,

« Que les herboristes sont toujours en état d'illégalité par leur empiètement sur l'exercice de la pharmacie,

« Demande :

« Au nom de la santé publique la suppression du diplôme d'herboriste comme l'a été celui de pharmacien de seconde classe : le pharmacien étant toujours plus désigné par ses études pour la délivrance des simples. »

Enfin, l'Association Générale des Pharmaciens se trouve être du même avis, puisque, dans le projet de loi sur la profession pharmaceutique, qu'elle a approuvé, l'article 2 est ainsi libellé :

« Article 2. — Le diplôme d'herboriste est suppri-

« mé. Les personnes ayant obtenu le diplôme d'herboriste avant la promulgation de cette loi ne peuvent vendre que des plantes indigènes ou parties de plantes. La vente d'un mélange de plante est interdite. Tout produit en dehors de la plante simple, vendu par l'herboriste, ne peut s'attribuer une valeur préventive ou curative ». La sanction attachée à cette interdiction serait une amende pouvant varier entre dix mille et cinquante mille francs.

Il est évident que la profession d'herboriste n'a pas sa raison d'être. De deux choses l'une, ou le Sénat votera le projet qui lui est soumis, et forcément les études d'herboriste devront être rendues plus difficiles, aussi difficiles que celles de pharmacien, et les deux diplômes feront double emploi, ou le Sénat ne le votera pas, ce que laisse supposer le long sommeil dans lequel est tombé ce projet, et il faudra alors mettre fin aux nombreux cas d'exercice illégal de la pharmacie commis par les herboristes. Dans ces deux cas, le Parlement sera amené à reconnaître la nécessité de voter le projet présenté par l'Association Générale. Cependant, nous estimons que la sanction est un peu sévère, car, avec les centimes additionnels, l'amende pourra s'élever à 375.000 francs, alors que déjà une pénalité de 500 francs d'amende (3.750 francs avec les décimes) est prévue pour l'exercice illégal de la pharmacie.

§ III. — DÉROGATIONS A L'INTERDICTION

A. — *Médecin-pharmaciens. Article 27.*

Le législateur, tout au moins depuis l'époque révolutionnaire, a séparé la médecine et la pharmacie, ne voulant pas que l'intérêt du prescripteur du médicament puisse être contraire à l'intérêt du malade. C'est,

mû par ce principe, que le dit législateur a réservé aux pharmaciens le monopole de la vente des substances médicamenteuses. Une exception à ce monopole a été admise en faveur des médecins et ce, dans des conditions qui ont été déterminées par l'article 27 de la loi de Germinal ainsi conçu : « Les officiers de
« santé établis dans les bourgs, villages et commu-
« nes où il n'y aurait pas de pharmaciens ayant of-
« ficine ouverte pourront fournir des médicaments
« simples ou composés aux personnes près desquelles
« ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir
« une officine ouverte ». Depuis l'admission de cette exception, un certain nombre de difficultés n'ont pas manqué de surgir entre les pharmaciens et les médecins. Les premiers essayent de restreindre cette exception autant qu'il est possible. Les seconds, ayant obtenu qu'une brèche fut ouverte dans le principe du monopole, ne manquent pas d'essayer d'exploiter cette situation.

Quels sont donc les droits accordés aux médecins par l'article 27 de la loi de Germinal ? Quoique cette loi ne prévoie que le cas des officiers de santé, nous devons reconnaître ces mêmes droits aux médecins. Nous serons également amenés à leur reconnaître certains droits particuliers dans les communes où se trouve une pharmacie ouverte, dans les cas d'urgence, lorsqu'ils ont à administrer eux-mêmes le médicament.

Là où il n'existe pas de pharmacie, les médecins ne peuvent, toutefois, vendre de médicaments qu'aux personnes près desquelles ils sont appelés ou qui viennent les consulter ; il leur est interdit, en termes express, de tenir une *officine ouverte*, de fournir des médicaments au public. Il a été jugé (Cass., 6 février 1857, D. P. 1857, 1, 132) que si un médecin pouvait,

pour les personnes que détermine l'article 27, acheter, dans une pharmacie établie hors de la ville où il exerce, des médicaments qu'il ne trouve pas dans cette ville, il n'a pas le droit de faire et détenir chez lui, pour tous les cas qui se présenteraient, des médicaments même achetés dans une telle pharmacie.

L'article 27 semble permettre aux médecins de vendre des médicaments aux personnes près desquelles ils sont appelés seulement au cas où il n'existe pas de pharmacie ouverte dans les lieux où ils sont établis. La question a été discutée de savoir s'ils avaient ce droit quand, étant établis dans une commune sans pharmacien, ils étaient appelés par un malade domicilié dans une commune où se trouvait une pharmacie. M. le Docteur Paul Boudin (*Bull. A. G.*, 28 février 1933) distingue le cas où le malade va consulter le médecin chez lui, le propharmacien aurait toujours le droit de fournir au malade les médicaments qu'il lui a prescrit (Dijon, 12 mars 1890, D. P. 1891. 2, 127), de celui où le médecin se rend chez le malade. Dans ce dernier cas, en interprétant, *stricto sensu*, la loi de Germinal qui ne considère que le domicile du praticien, nous devons reconnaître au médecin le droit de fournir les médicaments. Tel est d'ailleurs l'avis de M. le Professeur Perreau (Eléments de jurisprudence médicale). Mais tel n'est pas celui de M. le Professeur Renard qui, à juste titre, semble-t-il, admet que, si le médecin a le droit de délivrer des médicaments à son propre domicile lorsqu'il exerce la propharmacie, il ne peut le faire lorsqu'il se rend auprès de malades habitant un lieu où il y a officine ouverte. Il serait en effet logique de ne permettre au médecin de fournir les remèdes à ses clients que dans le cas où il n'y aurait officine ouverte ni dans la localité où il est établi, ni dans celle où réside le client.

Dans toute commune où il existe une officine ouverte, il est interdit, à un médecin, de débiter des drogues et préparations médicamenteuses, alors même qu'il serait prouvé que la pharmacie établie dans la localité est mal tenue et insuffisamment approvisionnée. Peuvent-ils, tout de même, fournir des médicaments gratuitement ? La Cour de Paris, dans un vieil arrêt du 10 septembre 1829, a admis qu'il n'y avait pas exercice illégal de la pharmacie lorsque la fourniture a été faite à un indigent. Mais cela laisse supposer, *a contrario*, qu'il est interdit de les fournir lorsque le client n'est pas indigent. La question s'est posée en ce qui concerne les échantillons médicaux. M. le Docteur Boudin estime que « juridiquement, ne « tombe pas sous l'application de la loi de Germinal « et, par suite, ne constitue pas le délit d'exercice illégal de la pharmacie, le fait, pour un médecin, de « distribuer gratuitement à ses clients les échantillons qu'il reçoit de laboratoires de produits pharmaceutiques spécialisés. La loi de Germinal interdit la vente ou le débit des drogues par qui n'est pas diplômé pharmacien ; elle n'interdit pas le don gracieux, surtout à titre d'expérimentation clinique et thérapeutique ». Mais l'opinion de M. Boudin pourrait se retourner contre lui-même car il est dangereux et contraire à l'intérêt du malade de se servir de ces échantillons à titre d'expérimentation ; le malade demande au médecin le remède qui le guérira sûrement et non celui qui *pourrait le guérir*. M. Montal, collaborateur juridique de « la Presse Médicale », aboutit à une toute autre conclusion après avoir étudié la jurisprudence sur cette question. Un arrêt de la Cour d'Appel d'Amiens, du 10 février 1854 (D. P. 1885, 2, 62), après avoir dit que l'allégation du médecin à cet égard était inexacte, ajoute que, fût-elle

exacte, « il n'en résulterait pas moins un débit de préparations médicamenteuses prohibé, puisque la disposition prohibitive de la loi du 21 Germinal an XI est générale et absolue, et qu'elle n'admet aucune distinction entre le débit gratuit et le débit à prix d'argent ». Cet arrêt contribue à mettre à néant la conclusion de M. Boudin qui distinguait précisément le don gracieux du débit. Il y a évidemment quelques décisions contraires mais les circonstances dans lesquelles elles sont intervenues sont différentes, il s'agissait chaque fois de dons gratuits à des indigents. Un arrêt de la Cour de Poitiers du 21 novembre 1879 (*Gaz. des Trib.*, 22 janvier 1880), comme l'arrêt d'Amiens, écarte toute distinction entre le cas où la fourniture est faite à titre onéreux et celle où elle est faite à titre gratuit. Enfin, nous citerons un arrêt de la Cour de Cassation du 18 juillet 1845 (D. P. 1845, 4, 31) qui écarte formellement cette distinction : « Attendu, dit cet arrêt, que les lois sur la pharmacie ont pour but, non de favoriser un monopole commercial, mais de protéger la santé publique : qu'il n'y a pas lieu, dès lors, de s'assurer si la violation des règles qu'elles ont établies est punissable, de rechercher si le contrevenant a eu pour mobile un sentiment d'humanité ou un motif de lucre, que là où le dommage éventuel est le même, la réparation doit être égale. »

La prohibition faite aux médecins de s'immiscer, hors le cas prévu par l'article 27, dans le monopole des pharmaciens s'applique également aux médecins homéopathes, bien que les préparations dont ils font usage ne figurent pas dans le Codex, et que les substances médicales n'y soient employées qu'à très petite dose. Il en est encore ainsi, bien qu'il n'y ait pas, dans la localité, de pharmacie homéopathique, si, d'ailleurs, les pharmaciens qui y sont installés n'ont

jamais refusé d'exécuter les ordonnances (Cass. Ch. Réu., 4 mars 1858, D. P. 1858, 1, 184). Cependant, il pourra fournir lui-même ces médicaments spéciaux si aucun pharmacien de la localité ne consent à les préparer, mais il devra, avant tout, mettre les pharmaciens régulièrement en demeure d'exécuter des ordonnances.

Nous devons ajouter néanmoins que l'article 27 ne saurait s'appliquer aux médecins titulaires également du diplôme de pharmacien.

Mais les médecins se tiennent-ils toujours dans les limites que leur a tracées la loi de Germinal ? Pour la majorité, nous voulons croire que oui, mais, même chez les médecins, il y a des brebis galeuses. Néanmoins, la propharmacie, exercée légalement, est un danger pour la pharmacie rurale : M. Brenugat, dans un rapport à la Fédération de l'Ouest (*Bull. du S.-E.*, sept. 1932, p. 273), dit en effet : « Vous rappellerai-je
« enfin, que la propharmacie constitue également un
« grand danger pour la pharmacie de campagne. Les
« journaux professionnels regorgent de doléances de
« nos confrères à ce sujet ». Dans *l'Echo de la Presse* du 21 septembre 1933, nous lisons les doléances d'un pharmacien de la Mayenne : « J'en ai deux dans mon
« rayon, dont je me passerai bien. » Il signale l'inutilité actuelle de la propharmacie : « Les clients ont
« maintenant suffisamment des moyens de transport,
« pour faire en peu de temps 5, 6 et même 10 à 12
« kilomètres. Le tort est d'autant plus grand pour les
« pharmaciens, que les propharmaciens ne se contentent pas de fournir des médicaments aux clients
« de leur commune sans pharmacie, mais pour de la
« clientèle en dehors, jusque dans des communes situées à 3 kilomètres de celle où est installé un
« pharmacien, et fournissent les médicaments à leurs

« clients, ce qui enlève une partie de la clientèle de
« la pharmacie. »

La loi de Germinal a été votée à un moment où les moyens de transport étaient encore rudimentaires. En 1803, on ne songeait même pas qu'il puisse exister des chemins de fer, encore moins des autobus et des autos particulières. Les villages étaient complètement isolés ; mais maintenant, les villages ne sont que la banlieue des villes voisines. La loi de Germinal devrait donc être révisée pour se trouver en harmonie avec les circonstances du moment.

Plusieurs réformes ont été proposées : Certains se contentent de réclamer une nouvelle loi sur l'exercice de la pharmacie » (*Bull. du S.-E.*, juin 1933, p. 179). D'autres sont plus catégoriques, et demandent l'abrogation de l'article 27 : M. Michaut, dans *la Pharmacie Moderne* du 20 avril 1932, conclut ainsi un article qu'il a publié sur le droit des médecins à vendre des médicaments : « Nous pensons que la brèche qui a été
« ouverte dans le monopole des pharmaciens en fa-
« veur des médecins n'a plus actuellement sa raison
« d'être étant donné les facilités actuelles de la cir-
« culation et nous croyons qu'une action des pharma-
« ciens en ce sens ne pourrait rester vaine ». N'en déplaise à MM. les propharmaciens, on éviterait ainsi certains abus, tel que le cas qui s'est présenté devant le Tribunal de P... (*Echo de la Presse*, 17 août 1933) devant lequel comparaisait, le 4 mars 1933, M. H..., docteur en médecine à S..., où, d'après ses aveux sans réticence, il vendait des médicaments à tout venant (ayant même paru dans les journaux comme pharmacien dépositaire d'une spécialité) et apposait son cachet comme pharmacien sur les feuilles des assurés sociaux, alors qu'au même lieu exerçait depuis longtemps Mme B..., et ce malgré de nombreux

avertissements qu'il avait reçu. H... a été condamné, par jugement du 10 juin 1933 à 500 francs d'amende avec sursis.

Le projet de loi proposé par l'assemblée générale ne mentionne pas le cas des propharmaciens. Désire-t-elle maintenir le *statut quo*, mais alors la pharmacie rurale dont on demande la protection et que l'on veut encourager serait toujours concurrencée par les propharmaciens ; veut-elle son abrogation, croyant que la loi de Germinal serait tacitement abrogée par le vote de la nouvelle loi ? il faudrait, dans ce cas un article qui abrogerait explicitement l'article 27 et toutes autres dispositions antérieures à la présente loi.

Mais une telle solution ne peut être adoptée que si la pharmacie rurale est complètement rétablie. En attendant, il serait plus sage, semble-t-il, de réclamer une nouvelle organisation de la propharmacie, conforme aux conditions de vie actuelles. C'est d'ailleurs ce qu'ont estimé les étudiants : Ceux de Montpellier ont en effet émis le vœu « que la propharmacie soit « ramenée à son rôle normal (délivrance des médicaments par le médecin strictement à sa clientèle « dans les agglomérations non pourvues d'officine) ». Ce vœu laisse encore trop large le champ de la propharmacie, ce n'est pas seulement l'agglomération qu'il faut considérer, mais un rayon d'action établi en prenant en considération la plus ou moins grande facilité des moyens de transport. Ainsi, pour prendre un exemple local, la propharmacie doit être interdite à Mireval, commune sans pharmacien, qui se trouve reliée à Frontignan d'un côté ou à Montpellier de l'autre par un double service d'autocars, à la cadence d'un départ, dans chaque sens, chaque demi-heure. Aussi, au Congrès de Marseille, où la question fut discutée, les étudiants ont voté la résolution suivante :

« L'Office Central des Etudiants de France, considérant :

« Que l'exercice de la propharmacie s'étend de plus en plus ;

« Que le pharmacien de campagne voit sa clientèle, déjà réduite, diminuer encore ;

« Qu'un tel état de chose empêche les jeunes pharmaciens de s'installer à la campagne ;

« Demande :

« Que le terme de *Commune* dans les textes légaux concernant la propharmacie, soit remplacé par celui de *Périmètre de Protection*, dont les dimensions seront fixées par arrêté préfectoral, en se basant sur les facilités de communication ».

Les étudiants ont également vu le mal causé par la distribution aux médecins de trop nombreux échantillons médicaux et ils ont émis, au Congrès de Marseille le vœu suivant : « L'Office Central des Etudiants de France, considérant :

« Que certains médecins peu scrupuleux commettent un abus dans la distribution des échantillons médicaux ; que certains se livrent même à la vente de ceux-ci, faisant ainsi acte de pharmacien, et par le fait même exercice illégal de la pharmacie ;

« Demande :

« Que les échantillons médicaux soient distribués *parcimonieusement* aux médecins, sous la forme d'un modèle réduit, portant la mention *échantillon gratuit* ;

« Que la revente de ces échantillons soit poursuivie comme exercice illégal de la pharmacie. »

Les étudiants auraient satisfaction, la pharmacie rurale serait protégée si la proposition de loi qui a paru dans *l'Echo de la Presse* du 13 décembre 1934 était rapidement votée. En effet, l'article 2 de cette proposition est ainsi conçu :

« Article 2. — L'article 27 de la loi du 21 Germinal
« an XI est supprimé et remplacé par l'article sui-
« vant :

« Article 27. — Les docteurs en médecine établis
« dans les communes situées à plus de huit kilomè-
« tres d'une officine de pharmacie, pourront, nonob-
« stant les articles précédents, fournir des médica-
« ments aux malades auprès desquels ils sont appelés
« et qui résident eux-mêmes à plus de huit kilomè-
« tres d'une officine ouverte au public.

« Ces médecins ne devront en aucun cas avoir of-
« ficine ouverte et ils ne pourront fournir que les mé-
« dicaments prescrits par eux au cours de leurs con-
« sultations.

« Les docteurs en médecine, placés dans les condi-
« tions du présent article, devront en faire la déclara-
« tion à la Préfecture de leur département dans le
« délai de six mois à partir de la promulgation de la
« présente loi, ou en cas d'installation nouvelle, dans
« le mois qui suivra leur installation. Après ce délai,
« tout médecin qui ne respecterait pas les disposi-
« tions du présent article se rendrait coupable du
« délit d'exercice illégal de la pharmacie ».

Ce texte demande cependant quelques modifications de détail. Au lieu de « dans les communes situées à
« plus de huit kilomètres d'une officine de pharma-
« cie », il faudrait, pour éviter des conflits que ne manqueraient pas de soulever des esprits chicaniers, écrire : « à plus de huit kilomètres d'une localité où
« se trouve une pharmacie ouverte ». De plus, le projet devrait ajouter : « Cette distance de huit kilo-
« mètres est un minimum qui pourra être augmenté,
« par arrêté du Préfet compétent, lorsque les moyens
« de communication permettront aux habitants des
« communes sans pharmaciens, de se rendre facile-

« ment dans la localité où est établi le pharmacien », car il s'agit de considérer non seulement la distance à parcourir, mais encore les facilités que l'on peut avoir pour la parcourir.

Ce texte voté, les pharmaciens de campagne se trouveront protégés, et les nouveaux pharmaciens n'hésiteront plus à s'installer dans un petit village, s'il est le centre d'un groupe de petites communes qui leur apporteront une clientèle suffisante pour ne plus « crever la faim ». Le vote de ce texte contribuera indirectement au décongestionnement des villes.

B. — *Les vétérinaires.*

L'article 25 de la loi de Germinal attribue exclusivement aux pharmaciens, légalement reçus, le droit d'exercer la profession de pharmacien, d'ouvrir une officine de pharmacie et de préparer, vendre et débiter des médicaments. Toutefois, la jurisprudence limite ce droit à la préparation et à la vente des médicaments ayant pour objet la conservation et la santé de l'homme : la préparation et la vente des médicaments pour les animaux est libre, sauf cependant en ce qui concerne les médicaments préparés avec des stupéfiants. Des épiciers, des droguistes, des maréchaux-ferrants, des hongreurs débitent des médicaments vétérinaires. Pourquoi cette différence entre les médicaments destinés à la médecine vétérinaire et ceux destinés à la médecine humaine ? Est-ce que la santé des animaux aurait moins de prix que celle des hommes ? Ce n'est toujours pas l'avis de certains propriétaires de ces animaux, témoin le paysan de la chanson qui préférerait voir mourir sa femme que de voir mourir ses bœufs (*Les Bœufs*, chanson de Dupont).

A la lecture de l'article 25, on ne voit pas cette dif-

férence que fait la jurisprudence. Nous lisons en effet : « Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer « la profession de pharmacien, ouvrir une pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament, « s'il n'a été reçu, etc. ». En l'absence de toute autre précision, les lois pénales devant être interprétées littéralement, le mot médicament doit être pris dans son sens général et viser tant les médicaments vétérinaires que les médicaments destinés à la médecine humaine. Il n'y a pas plus de raison de dire que l'article 25 vise les médicaments destinés aux hommes, que de supposer, au contraire, qu'il ne vise que des médicaments vétérinaires. Ce sont toujours des médicaments, et d'ailleurs ce sont souvent les mêmes produits qui sont, suivant l'usage auquel on les destine, médicaments destinés aux animaux et médicaments destinés à la médecine humaine. Seule la dose varie quelquefois, mais ce sont toujours des médicaments. Devrait donc être poursuivi, et condamné pour exercice illégal de la pharmacie, le maréchal-ferrant qui aurait détenu et mis en vente des médicaments destinés à la médecine humaine.

Cependant, force est, pour le moment tout au moins, de nous incliner devant les décisions de la jurisprudence, et de permettre à quiconque de faire le commerce des médicaments vétérinaires.

Mais, en ce qui concerne les substances vénéneuses, nous avons un texte, le décret du 14 septembre 1916, qui rend aux pharmaciens leur monopole, aussi bien pour les substances du tableau C (art. 42) et pour les substances du tableau A (art. 16) que pour celles du tableau B (art. 30). Néanmoins, dans les cas prévus par l'article 17 de ce décret, qui ne sont autres que ceux prévus par l'article 27 de la loi de Germin-

nal pour les médecins, les vétérinaires pourront, en se conformant aux prescriptions de ce décret, déterminer les substances vénéneuses.

CHAPITRE II

EXERCICE ILLEGAL CONSISTANT DANS LA PROPRIETE ET LA GERANCE DE LA PHARMACIE

§ I^{er}. — PRINCIPES

M. Carol, pharmacien à Mauguio, compare le pharmacien à un commandant de navire qui est « *le maître à bord après Dieu* » (*Bull. du S.-E.*, mars 1933). En effet, le pharmacien doit être propriétaire de sa pharmacie. Il doit aussi en assurer personnellement la gérance. La Cour d'Appel de Paris (2 février 1917, la loi 5 février 1917) a jugé que les dispositions générales et d'ordre pénal des articles 2 et 6 de la déclaration du Roi du 25 avril 1777 n'ont pas été abrogées, et il en découle que les pharmaciens doivent posséder et exercer personnellement leur charge. Ces prescriptions ont été maintenues par la loi de Germinal, dont notamment l'article 25 implique la réunion en une seule personne, munie du diplôme de pharmacien, de la propriété de l'officine et de sa gestion. Le Tribunal de Grenoble a également jugé « que la gérance et la « propriété doivent, sous peine de contravention, résider dans les mêmes mains » (19 janvier 1902, G. P. 1903, 1, 390).

Certains ont mis en doute cette obligation. La Cour

de Paris avait, le 31 juillet 1851 (D. P. 1852, 5, 420), estimé « qu'aucune loi ne prescrit la réunion dans les « mêmes mains de la pharmacie, du diplôme de « pharmacien et de la propriété du fonds de la pharmacie, et que, par suite, le propriétaire d'une « pharmacie peut faire gérer sa propre pharmacie par un pharmacien titulaire, pourvu « que le gérant la dirige sérieusement et réellement ». Nous ne saurions accepter sans réserves cette jurisprudence, qui, d'ailleurs, n'a pas été maintenue, puisque la loi a prévu limitativement les cas où le propriétaire d'une pharmacie peut ne pas être muni du diplôme de pharmacien. La Cour d'Orléans (8 août 1859, aud. sol., D. P. 1861, 2, 91) a jugé que nul ne peut ouvrir une pharmacie s'il n'est pourvu d'un diplôme de pharmacien, en vain ferait-il gérer l'officine par une personne munie d'un tel diplôme. Le pharmacien doit donc être propriétaire de sa pharmacie.

Il doit gérer lui-même sa pharmacie. M. Ravanet a demandé à M. le Ministre de la Santé Publique (question du 16 septembre 1932, *Bull. A. G.*, 15 novembre 1932), si, aux termes des dispositions légales réglementant l'exercice de la pharmacie, un pharmacien peut régulièrement confier la gérance ou la direction commerciale de l'officine de détail, dont il est propriétaire, à un préparateur en pharmacie, lui laissant ainsi la direction de son établissement. Il lui a été répondu que cette situation était en contradiction formelle avec la loi de Germinal. Ce cas a d'ailleurs été l'objet d'un jugement du Tribunal de Nancy, confirmé en appel (26 mars 1892, D. P. 1892, 2, 615) qui a déclaré « que si une tolérance nécessaire existe, en ce « qui concerne les élèves en pharmacie, c'est à la « condition qu'ils préparent et débitent les médica-

« ments sous la surveillance des pharmaciens qui les
« ont agréés ; qu'il est de jurisprudence constante
« que, lorsqu'ils ne sont l'objet que d'une surveillan-
« ce insuffisante, le débit des médicaments dans ces
« conditions constitue une infraction aux disposi-
« tions de l'article 26 de la loi du 21 Germinal an XI ». Le Gouvernement Général de l'Algérie a manifesté l'intention d'appliquer ces dispositions de la façon la plus rigoureuse : M. Zimmermann a fait connaître à l'assemblée générale du Syndicat d'Alger du 29 avril 1934 (*Bull. S.-E.*, juillet 1934) que « les confrères du
« département de Constantine se sont justement émus
« d'une circulaire de M. le Gouverneur Général, leur
« faisant connaître qu'à l'avenir l'Administration ne
« tolérerait l'absence prolongée des pharmaciens qu'à
« la condition expresse que le pharmacien rempla-
« çant n'aura pas d'officine ouverte et s'engagera à
« surveiller, d'une façon effective et constante, toutes
« les opérations de la pharmacie, dont le titulaire res-
« tera toujours responsable pénalement et civile-
« ment ».

Il est donc bien admis qu'une pharmacie ne peut être gérée, en principe, que par son propriétaire, muni du diplôme d'Etat de pharmacien. Seul un pharmacien peut ouvrir une pharmacie, et il ne peut être propriétaire que d'une seule pharmacie. La Cour de Cassation (28 novembre 1931, *Bull. A. G.*, 31 mars 1932) précise : « Attendu, il est vrai, que les textes
« de lois qui régissent cette matière ne contiennent
« aucune disposition expresse interdisant à un phar-
« macien propriétaire d'une officine de la faire gé-
« rer par un préposé, mais que l'article 2 de la dé-
« claration du 25 avril 1777 exige que les pharma-
« ciens possèdent et exercent personnellement leurs
« charges, et que cette disposition a été virtuellement

« maintenue par la loi du 21 Germinal an XI; qu'il
« suit de là qu'un pharmacien ne peut être simulta-
« nément titulaire de deux officines ». La Cour de
Cassation n'admet même pas que le pharmacien ait
deux officines alors même que l'une serait close pen-
dant qu'il exerce dans l'autre. M^e Bogelot prétend
(*Echo de la Presse*, 24 mai 1934) que l'arrêt de la Cour
de Cassation ne donne pas de motifs pour justifier sa
décision, « il déclare, dit-il, c'est comme cela parce
« que c'est comme cela et voilà ». Mais M^e Bogelot me
permettra de faire remarquer que la loi de Germinal,
article 25, déclare : « Nul ne pourra obtenir de pa-
« tente pour exercer la profession de pharmacien, ou-
« vrir une officine de pharmacie, préparer, vendre
« ou débiter aucun médicament s'il n'a été reçu... ». Le pharmacien ne peut avoir le don d'ubiquité et par
suite ne peut simultanément préparer, vendre ou dé-
biter des médicaments dans deux pharmacies à la
fois. Si l'on admet qu'il se fasse aider par un ou plu-
sieurs élèves, c'est à la condition qu'il exerce une sur-
veillance constante et soutenue sur ses élèves, ce qu'il
ne peut faire dans deux officines distinctes, fussent-
elles très rapprochées l'une de l'autre. M. Taittinger,
le 12 janvier 1933, a posé la question au Ministre de
la Santé Publique qui lui a d'ailleurs répondu dans
le même sens.

Le pharmacien doit être à la fois propriétaire et
gérant de son officine, il ne peut avoir qu'une officine,
et seulement cette officine, l'article 32, *in fine*, de la
loi de Germinal lui interdit même de faire « dans les
« mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce
« ou débit que celui des drogues ou préparations mé-
« dicinales ». Cet article 32 est celui qui oblige les
pharmaciens à exiger de leurs clients une ordonnance
médicale. Nous savons que les prescriptions de cet

article sont sans sanctions : Quoique la Cour de Cassation ait cru pouvoir, dans certains de ses arrêts, appliquer l'arrêt de règlement de Paris du 23 juillet 1748, cette opinion semble n'avoir pas été suivie, puisque c'est sur le terrain de l'exercice illégal de la médecine que l'on a cherché la sanction à la première partie de cet article. Donc, l'interdiction de faire un autre commerce dans les mêmes lieux que la pharmacie se trouve sans sanction.

Et l'on a eu alors à constater que des pharmaciens, estimant leur revenu insuffisant, ont joint, dans leur officine, aux médicaments qui s'y trouvaient déjà, toute sorte d'objets qui n'ont aucun rapport avec l'art de guérir. Témoin (*Echo de la Presse*, 17 août 1933) ce pharmacien de la banlieue de Paris devenant quincailler, épicier, et même marchand de charbon. Déjà l'on avait vu des pharmaciens vendre des objets de parfumerie, des appareils photographiques et d'optique, etc. Evidemment, la loi de Germinal interdit expressément tout commerce autre que celui des drogues et préparations médicinales dans les mêmes lieux.

Cependant, la sanction n'existe-t-elle pas ? L'article 4 de la déclaration royale du 25 avril 1777, encore en vigueur, nous le savons, défend aux pharmaciens le commerce cumulatif de l'épicerie, et l'article 32 de la loi de Germinal étend cette interdiction aux autres commerces : il semble donc que la sanction prévue par la déclaration de 1777 doit toujours s'appliquer.

Mais il faut savoir qu'elle est l'étendue de cette interdiction. Tout d'abord, on ne peut interdire à un pharmacien de détenir et de vendre des « instruments » ou marchandises accessoires aux médicaments, les-
« quels figurent parfois comme ceux-ci sur les ordon-

« nances médicales qu'ils ont à exécuter et sont le
« complément nécessaire et indispensable du traite-
« ment ordonné » (Seine, 19 juin 1908, G. P. 1908, 1,
709). De plus, la loi spécifie que tout commerce autre
est interdit « dans les mêmes lieux ou officine ». Et
comme l'écrivait M. le Docteur H. Martin (*Bull. S.-E.*,
septembre 1932, 279), « ses seules obligations (du
« pharmacien), au point de vue qui nous occupe, con-
« sistent à réserver un local à l'officine et à consacrer
« à la tenue de cette officine un temps suffisant pour
« écarter le reproche de n'être qu'un prête-nom ».

Malgré ce, on constate beaucoup d'abus, et le Conseil de l'Association Générale (*Bull.*, 31 mai 1934) estime qu'il est urgent, dans l'intérêt même de la profession, de mettre un terme à ces abus.

Les projets de loi que nous connaissons se sont préoccupés de ces différentes questions. Le texte proposé par l'Association Générale n'a vu, cependant, que le cumul d'officines: « Tout pharmacien ne peut
« exercer que dans une seule officine ». Au contraire, celui qu'a publié *l'Echo de la Presse* du 13 décembre 1934 s'occupe plus particulièrement de la propriété et de la gérance: dans son article 1^{er}, complétant l'article 25 de la loi de Germinal, il écrit: « Tout
« pharmacien doit être propriétaire de l'officine ou
« du laboratoire qu'il exploite ». Ces deux textes sont donc insuffisants, ils laissent entière la question du cumul de la pharmacie avec un autre commerce. Il est vrai que la dernière proposition de loi laisse subsister l'article 32 de la loi de Germinal tel qu'il est, ajoutant cependant cet alinéa: « Toute infraction à
« cet article sera considérée comme exercice illégal
« de la pharmacie ».

Le mieux serait, à mon avis, de combiner un texte qui engloberait dans son ensemble toute la question,

et de proposer un texte dans le genre de celui-ci : « Le
« pharmacien doit être propriétaire de son officine,
« il doit en assumer personnellement la direction et
« la gestion. Il ne peut posséder qu'une seule officine.
« Il ne pourra, dans cette officine, exercer aucun au-
« tre commerce qui ne peut être considéré comme un
« accessoire de la vente des médicaments. Toute in-
« fraction à ces prescriptions sera considérée comme
« exercice illégal de la pharmacie et punie des mê-
« mes peines. »

Ce n'est qu'ainsi que le pharmacien pourra retrouver la dignité qui lui est due et qu'il est en train de perdre par suite de tous les abus que nous avons signalés. Mais, il est évident que cette réglementation est solidaire et de l'interdiction de l'herboristerie et de celle du colportage.

§ II. — APPLICATION DE CES PRINCIPES AUX SOCIÉTÉS. PRÊTE-NOM. COMPÉRAGE

A. — *Sociétés de droit.*

La combinaison de la déclaration royale du 25 avril 1777 avec la loi du 21 Germinal an XI interdit à toute personne non munie du diplôme de pharmacien de s'immiscer dans le commerce des médicaments, et exige que le diplôme de pharmacien et l'administration du fonds de pharmacie soient réunis sur une même tête. Comment adapter ces exigences aux Sociétés? Il a été jugé (Paris, 23 juillet 1930, *Revue Documentaire du Pharmacien*, juin 1931) que « si la mise en
« société d'une pharmacie entre diplômés peut être
« jugée licite, les droits de propriété et leur exercice
« se trouvant, en fait, appartenir à des personnes lé-
« galement aptes à la profession, l'association est con-
« traire à la loi si, inversement, elle a lieu entre phar-

« maciens et non pharmaciens ». Et répondant qu'il s'agissait, en l'espèce, d'une société en commandite simple, et que les non-diplômés n'étaient que des bailleurs de fonds, la Cour d'Appel ajoute dans son arrêt : « Mais considérant que leur qualité d'associés « ne les investit pas moins d'un droit de contrôle, de « surveillance et de conseil qui, même exercé indirectement et par mandataire, est propre à leur assurer, sur les décisions du gérant, une influence « d'autant plus puissante que leur part de commandite serait plus élevée ; que toute combinaison de « personnes ou de capitaux qui aboutit à faire dépendre la préparation et la diffusion des produits « pharmaceutiques, directement ou indirectement, de « personnes incompetentes, contredit à une législation qui, dans un intérêt d'ordre public, a eu pour « but de les écarter de ce commerce spécial ». Cet arrêt est la synthèse d'une jurisprudence dispersée sur la question. Il affirme d'une part qu'un non-diplômé ne peut faire partie, de quelque façon que ce soit, même comme bailleur de fonds, et nous ajouterons, pour les mêmes raisons, comme actionnaire, d'une société pour l'exploitation d'une ou plusieurs pharmacies.

Il affirme, d'autre part, que deux pharmaciens peuvent s'associer. Cette affirmation présente un gros intérêt, en ce sens que certains se refusent parfois à admettre que même des pharmaciens puissent s'associer sous le prétexte qu'une société forme un être moral distinct des associés et ne peut être diplômé. M. Pierre Michaut, avocat à la Cour de Paris, reconnaît que « quand on étudie plus attentivement cette question, on s'aperçoit qu'il existe un obstacle sérieux « à la formation de sociétés pour l'exercice de la « pharmacie. Cet obstacle c'est le principe de l'in-

« dissolubilité de la propriété et de la gérance des
« officines pharmaceutiques ». Mais il ajoute que « la
« jurisprudence n'a heureusement pas suivi cette
« théorie qu'eût dû imposer la stricte logique. Elle a
« réservé la sanction de nullité aux sociétés formées
« entre pharmaciens et non pharmaciens ». (*Phar.
Mod.*).

La nullité n'est d'ailleurs pas la seule sanction réservée aux sociétés reconnues illicites. La raison de cette illicéité a été puisée dans la loi de Germinal an XI qui, combinée avec la déclaration de 1777, prévoit une sanction pénale contre ceux qui enfreignent ses prescriptions. Du fait que quiconque n'étant pas reçu pharmacien ne peut posséder ou seulement gérer une pharmacie, peu importe qu'il agisse seul ou en société avec un pharmacien. La Cour de Cassation (8 avril 1864, D. P. 1864, 1, 395) a estimé qu'il « y
« avait exercice illégal de la pharmacie de la part
« de l'individu qui, n'étant pas muni d'un diplôme,
« partage, même en société avec un pharmacien, la
« propriété et la gérance d'une officine ».

Si la jurisprudence a admis la possibilité, pour des pharmaciens, de s'associer, toutes les formes de sociétés ne peuvent s'adapter aux exigences de la loi de Germinal et de la déclaration royale de 1777. En conséquence, les pharmaciens qui, formant une société, contreviendraient à ces exigences, commettraient le délit d'exercice illégal de la pharmacie; par suite, rechercher les conditions de validité de ces sociétés, c'est en même temps rechercher les cas dans lesquels il n'y aura pas exercice illégal de la pharmacie.

La société en nom collectif, la plus élémentaire des sociétés, est celle qui s'adapte le mieux à la réglementation spéciale de la pharmacie. Chaque associé

est responsable personnellement, au delà de la limite de ses apports, il a également pleins pouvoirs dans l'administration. Mais il faut que le contrat ne stipule aucun avantage particulier à l'un des associés par rapport à l'autre (Bourges, 22 décembre 1921. La loi 19 juillet 1921) et il faut également que la société ne possède pas plus d'officines que d'associés, puisqu'un pharmacien ne peut posséder et gérer qu'une seule officine.

Pour la société en commandite simple, rien ne semble s'opposer à une conclusion identique, à condition évidemment que les commanditaires soient pharmaciens (Paris, 23 juillet 1930, déjà cité). Et il en est de même pour la société à responsabilité limitée. Cependant, M. Tercinet (Evolution pharmaceutique, janvier-février 1934, 17) estime que, seule, la société en nom collectif est concevable pour l'exploitation d'une officine. Et la jurisprudence a estimé que la société à responsabilité limitée qui, par définition même, est une société dans laquelle aucun des associés n'est tenu au delà de sa mise ne satisfait évidemment pas aux conditions de la déclaration du Roi de 1777 et de la loi de Germinal, car « le législateur a « voulu, en exigeant que le pharmacien diplômé fut « en même temps propriétaire de son fond, lui assurer une indépendance absolue dans l'exercice de « sa profession et corrélativement lui imposer à l'égard des tiers *une responsabilité entière et sans restriction* » (Paris, 18 juin 1934, D. H. 1934, 465).

En ce qui concerne les sociétés par action, sociétés en commandite par action ou société anonyme, la question est plus délicate. Un jugement du tribunal de la Seine (6 juin 1913) a prononcé la nullité d'une société dont tous les actionnaires n'étaient pas pharmaciens. « Ceci équivaut, dit M^e Michaut (*La Phar-*

« *macie moderne*), à une interdiction de former une
« telle société, ou tout au moins à interdire les ac-
« tions au porteur et la libre transmission des
« actions nominatives. » D'autre part, il estime qu'il
semble résulter de l'arrêt de Paris du 23 juillet 1930
(déjà cité) que les pharmaciens ont la liberté abso-
lue de s'associer pour l'exploitation de pharmacies
pourvu que seuls les pharmaciens aient la responsa-
bilité de la société. Cependant, cet argument *a con-*
trario n'est pas admissible : Si les administrateurs
gèrent seuls les affaires de la société, non seulement
ils ne sont pas propriétaires des biens sociaux, mais
ils ne sont pas tenus sur leurs propres biens des enga-
gements sociaux. Tel est l'avis de M^e Tercinet (*Echo*
de la Presse, 8 mars 1934). Tel est également celui de
M. le Professeur Perreau (Législation et jurispru-
dence pharmaceutique, p. 14). « Le public, dit-il,
« n'aurait donc pas les garanties qu'il possède en cas
« d'exploitation d'une pharmacie soit par son pro-
« priétaire, soit par des associés en nom », et il
ajoute même : « Nous n'oserions conseiller de mettre
« une pharmacie en société anonyme, son conseil
« d'administration ne comprendrait-il que des phar-
« maciens. » C'est enfin l'avis de M. Bucaille (*Echo*
de la Presse, 14 décembre 1933) qui, après avoir mon-
tré que la jurisprudence est unanime à annuler des
sociétés anonymes où l'un des actionnaires n'était pas
pharmacien (il y a là, en effet, délit d'exercice illé-
gal), ajoute : « Faut-il aller plus loin et déclarer nulle
« une société anonyme dont les statuts seraient éta-
« blis de telle manière qu'aucune action ne puisse
« jamais appartenir à un non pharmacien. La juris-
« prudence impose une réponse affirmative. » En
effet, ainsi que le note M. Schneider (de l'indivisi-
bilité de la propriété et de la gérance dans les officines

pharmaceutiques) : « Le public est privé de la garantie de la responsabilité intégrale du pharmacien, qui est, en quelque sorte, le pivot de la jurisprudence pharmaceutique ». M. Bucaille est même d'avis qu'il n'y a pas à faire sur ce point de distinction entre la vente en gros et la vente en détail.

En somme, une seule forme de société se trouve compatible avec les prescriptions de la loi de Germinal et de la déclaration du Roi de 1777 : c'est la société en nom collectif, à la condition toutefois que tous les associés soient également traités par le contrat et que celui-ci ne permette pas la possibilité d'ouvrir plus d'officines qu'il n'y a d'associés.

B. — *Sociétés de fait. Prête-nom. Compérage.*

La pharmacie, depuis ses origines, a dû lutter de façon opiniâtre pour résoudre les conflits qu'elle a eu sans cesse au cours des siècles. L'évolution de sa législation lui a permis de se dégager, peu à peu, de ses différentes étreintes et de lutter efficacement contre l'exercice illégal de la pharmacie. Mais si, dans la majorité des cas elle est arrivée à triompher de ses ennemis, elle est souvent mise en échec par cette association particulière dans laquelle un non diplômé, propriétaire d'une officine, exerce sous le pavillon d'un pharmacien diplômé, qui n'est que son prête-nom.

Ce genre d'association clandestine et illégale est très répandu. M. Thuret, pharmacien, nous dit (*Argus des pharmaciens*, 15 juin 1931) : « Il ne m'est pas possible de rencontrer un confrère, au cours de mes pérégrinations, sans l'entendre se plaindre amèrement d'un voisinage plus ou moins légal et qui, bien entendu, se trouve être la principale cause des maux de la profession ».

Entre la pharmacie tenue par un non diplômé sous le couvert d'un prête-nom et celle appartenant à un pharmacien ayant un ou plusieurs élèves, il n'y a, apparemment, aucune différence. En réalité, dans le premier cas, nous sommes en plein dans l'illégalité: Premièrement, la pharmacie appartient à un non diplômé, le pharmacien diplômé n'étant qu'un prête-nom salarié de son soit-disant « préparateur »; secondement le préparateur-proprétaire assure, à lui seul, la gérance de la pharmacie, le pharmacien ne faisant que de très rares apparitions à « sa » pharmacie, si encore le préparateur ne le lui a pas interdit. Il y a ainsi infraction à l'article 25 de la loi de Germinal qui exige que le pharmacien soit à la fois, et propriétaire, et gérant de son officine. Mais, en apparence, le prête-nom serait le propriétaire, et le préparateur ne serait que son employé; seulement le pharmacien ne peut prétendre exercer une surveillance constante sur ses employés, se rendant très rarement à la pharmacie.

Cette pratique, qui est illégale, est difficile à dépis-ter: Comme le dit M. Collard (Rapport à l'Assemblée générale, Lille, 25-26 juin 1927, *Bull. A. G.*, 31 juillet 1927): « Les prête-noms sont toujours difficiles à « pincer ». Dans la pratique, il est parfois presque impossible d'apporter la preuve de cette association illicite. Les associés, très au courant de la législation actuelle et le plus largement documentés par les hommes d'affaires « marrons », prennent toutes les précautions nécessaires pour donner le change à l'autorité administrative ou judiciaire ou à leur clientèle.

Cependant, une observation attentive et minutieuse permet d'établir le délit: La façon d'agir du prête-nom révèle d'importantes lacunes dans sa prétendue surveillance; la saisie des livres peut très souvent éta-

blir que le prête-nom n'a apporté aucun fonds véritable dans l'entreprise, que, tous les mois, il touche une somme fixe, ce qui constitue des appointements d'employés et non pas les bénéfices d'un propriétaire réel; quelquefois, la brouille des intéressés amène aussi la dénonciation du complice. Malgré cela, le prête-nom se méfie, ainsi que son « préparateur ».

La pratique des prête-noms est un mal certain, pour la pharmacie et elle présente de graves dangers même pour les malades; d'abord, « l'intérêt de la « santé publique s'oppose à toute combinaison dans « laquelle le pharmacien ne serait pas le maître absolu de l'officine, non seulement au point de vue « technique, mais encore au point de vue commercial et financier » (*Argus des pharmaciens*, 1^{er} juillet 1933). Ensuite, le préparateur ne voit, dans l'exercice de la pharmacie qu'une occasion de faire fortune, et pour cela ne manque pas de faire de la commercialisation à outrance, négligeant pour cela l'intérêt du malade. Le mal est entretenu par certaines agences de transmission de fonds de commerce qui étendent leur champ d'action sur les pharmacies qu'ils considèrent comme un commerce ordinaire. Les directeurs de ces agences sont coupables de complicité d'exercice illégal, comme ayant procuré le moyen servant à l'action, sachant qu'il devait y servir, ou comme ayant, avec connaissance de cause, aidé et assisté l'auteur ou les auteurs de l'action dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée; et comme complices, ils devraient être poursuivis et condamnés. Ce cas de complicité, auquel nous n'aurions, peut-être, pas songé, nous a été dévoilé par la lecture d'un arrêt de la Cour de Paris du 26 décembre 1931 (*Argus des pharmaciens*, 15 mai 1932), et dont voici les principaux considérants: « Considérant qu'il est

« constant que Chauvineau, préparateur en pharmacie, non muni du diplôme de pharmacien qui avait été condamné par le tribunal de Corbeil pour avoir exercé illégalement la pharmacie avec la complicité du pharmacien C... comme prête-nom, s'est installé en janvier 1929 à Sartrouville par l'intermédiaire de l'agence G... qui se chargeait de la rédaction des actes avec le même prête-nom C... dans une pharmacie dont les propriétaires antérieurs venaient eux-mêmes d'être poursuivis pour exercice illégal de la pharmacie. Considérant que le sieur C..., âgé et impotent, était dans une telle impossibilité de jouer, même son rôle apparent, qu'il dut être hospitalisé dans une maison de santé de Rouen.

« Considérant que Chauvineau, toujours par l'intermédiaire de la même agence G..., chercha un nouveau prête-nom et qu'il s'adjoignit à cet effet le pharmacien D...;

« Considérant en effet que D..., qui n'a d'ailleurs pas interjeté appel de la condamnation le concernant, a déclaré de la façon la plus formelle, cote 22, — M. G... m'a proposé de succéder à M. C..., prête-nom d'un sieur Chauvineau, exploitant une pharmacie 70, avenue de la Gare à Sartrouville, M. G... ne précisait que le prête-nom C... ayant été obligé de rentrer dans une maison de retraite, Chauvineau cherchait un pharmacien titulaire pour régulariser sa situation ». La déclaration de D... est bien accablante cependant pour G... qui ne pouvait ignorer qu'il facilitait ainsi l'exercice illégal de la pharmacie, mais G... ne fut pourtant pas poursuivi.

Quoiqu'il en soit, cet arrêt nous fait toucher du doigt l'importance du mal : certains préparateurs

font, si l'on peut dire, profession d'exercice illégal de la pharmacie. Un autre professionnel de ce genre d'activité, qui a été condamné par jugement du tribunal de Bordeaux du 22 avril 1932, à 100 francs d'amende, vient, à nouveau, d'être condamné à 500 francs d'amende, prononcée le 21 décembre 1933, par le tribunal de Montpellier. Peut-être si la répression était plus sévère pourrait-on enrayer ce mal ?

L'Office Central des Etudiants en Pharmacie de France, lors de son congrès de Marseille, a constaté que le nombre des pharmacies illégales, tenues avec des prête-noms, par des personnes étrangères à la profession, ne cesse de croître et que ce nombre est actuellement important; il y aurait, d'après le résultat des délibérations de son congrès, dans le seul département de la Gironde, 37 pharmacies illégales, pour 352 pharmacies ouvertes, soit le 10 % environ. Aussi, le congrès a-t-il émis le vœu: « Considérant...
« Que d'autre part la fermeture de ces pharmacies
« permettrait aux jeunes pharmaciens de s'installer
« et de vivre normalement,

« Demande:

« Que les pouvoirs publics, les inspecteurs en pharmacie et les syndicats professionnels fassent fermer ou vendre ces pharmacies en appliquant les
« textes légaux;

« Que, cependant, une certaine latitude soit laissée aux fils et filles de confrères décédés en cours
« d'études;

« Que, dans ce cas, soit présent dans la pharmacie
« une personne diplômée exerçant elle-même, et non
« un prête-nom. »

Le remède à apporter dans ces abus ne réside pas dans la simple application des textes existant actuellement. Déjà, pour essayer de dépister les prête-

noms, l'association générale a demandé que les cessions d'officines ne puissent se faire que par acte authentique; la proposition de loi publiée dans *l'Echo de la Presse* du 13 décembre 1934 exige également la forme authentique, mais il est à craindre que cette obligation ne serve au contraire les prête-noms qui seront ainsi plus difficiles à dépister, le diplômé paraissant nominativement au contrat, alors qu'en réalité il ne sera que le mandataire de son préparateur qui fera les frais du contrat. Il serait préférable, semble-t-il, d'aggraver la pénalité: les 500 francs d'amende prévus pour l'exercice illégal de la pharmacie ne sont pas suffisants. Plaie d'argent n'est pas mortelle: si, dans le temps pendant lequel les coupables ont exercé, sans être dépistés, ils ont fait des bénéfices bien supérieurs, le risque de la condamnation est bien minime. Remarquons qu'ici aucun des prévenus ne peut exciper de sa bonne foi: aussi pourrait-on prononcer contre eux une peine d'emprisonnement, même minime, de 6 jours à 6 mois, par exemple, qui serait accompagnée, obligatoirement, d'une peine d'amende, proportionnellement au chiffre d'affaire effectué pendant toute la durée de la tenue illégale de la pharmacie.

★★

Une autre forme d'association clandestine, sans traces écrites, est le compérage. Le compérage, acte de concurrence déloyale, et vis-à-vis des pharmaciens, et vis-à-vis des médecins, consiste en une entente entre un médecin et un pharmacien dans le but de drainer la clientèle de l'un chez l'autre et inversement. Ce mal est ancré profondément, mais, s'il est soupçonné, il ne peut être prouvé. Ce n'est pas une société, ce n'est pas une association, aucun contrat

n'est signé, ce n'est qu'une entente. C'est une entente qui porte préjudice non seulement aux médecins et aux pharmaciens lésés, et qui essaient vainement de réagir avec les moyens précaires qu'ils possèdent, mais aussi aux malades. En effet, le danger, que la loi avait voulu écarter en exigeant que le prescripteur ne soit pas le vendeur, réapparaît. Le médecin, qui sera intéressé par le pharmacien, perdra de vue l'intérêt du malade pour considérer surtout celui de son portefeuille et ordonnera, principalement, les remèdes qui leur rapporteront le plus à chacun. Même si l'entente primitive consiste seulement à se recommander mutuellement auprès des clients, entraînés par la pente fatale de l'intérêt pécuniaire, rendue plus glissante par la crise économique actuelle, les deux comparses transformeront vite cette entente en une société commerciale de fait, on ne peut plus clandestine, véritable société tout de même puisque le but principal sera de se partager des bénéfices supplémentaires. Ainsi, voit-on certains médecins ordonner à un malade quantité de médicaments, souvent inutiles, parce qu'il se sert chez « leur » pharmacien, alors qu'ils ordonneront une « bêtise » à un client gravement malade qui va chez un autre pharmacien.

C'est une espèce de société clandestine, mais le pharmacien conserve la propriété et la gérance de sa pharmacie, il ne commet pas d'exercice illégal de la médecine puisqu'il envoie ses clients à son associé. De son côté, le médecin ne commet pas le délit d'exercice illégal de la pharmacie, il ne s'immisce pas dans la gérance de la pharmacie, se contentant d'envoyer ses clients chez son compère, propriétaire de son officine; il ne participe en rien à la gestion de la pharmacie, la société ne porte que sur un point : les bénéfices supplémentaires faits par eux, en suite

de cette entente. Seul le délit d'escroquerie pourrait être relevé, mais à la charge seulement du médecin, le pharmacien n'étant que complice, à condition de pouvoir prouver l'entente. D'autre part, s'il y a escroquerie, ce n'est qu'au préjudice des malades.

Mais, si des sanctions pénales sont inapplicables, des sanctions disciplinaires ne seraient-elles pas plus efficaces? L'ordre des pharmaciens, dont nous dirons quelques mots dans notre conclusion, et l'ordre des médecins, déjà voté à la Chambre, et qui dort au Sénat, pourraient seuls enrayer efficacement ce mal, fort difficile à prouver juridiquement.

§ III. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE.

A. — *Droits accordés à la veuve et aux héritiers.*

Les circonstances obligent parfois à admettre des exceptions au principe de la propriété et de la gérance dans les mains d'un pharmacien. En effet, il peut arriver qu'un pharmacien vienne à décéder en cours d'exercice. Nul ne contestera alors la nécessité où l'on se trouve de permettre, aux héritiers, de maintenir cette pharmacie ouverte et de la faire gérer par quelqu'un de compétent, le temps qu'il leur sera nécessaire pour régler la succession et trouver un acquéreur diplômé (Paris, 11 décembre 1924, G. P. 1925, 1, 403).

Cependant, la loi de Germinal an XI n'avait prévu aucune exception: ce n'est que l'arrêté du 25 Thermidor an XI, portant réglementation sur les écoles de pharmacies, qui, dans son article 41, a admis cette tolérance, pour la veuve seulement: « Au décès d'un « pharmacien, la veuve pourra continuer de tenir « son officine ouverte pendant un an, aux condi-

« tions... » M. Dorvault était d'avis (note sous art. 41, Officine éd. 1910) que les héritiers d'un pharmacien, comme dans le cas d'une veuve, pouvaient faire gérer son officine par un pharmacien admis par l'Ecole, mais seulement pendant le temps moralement nécessaire pour vendre l'officine aux mieux des intérêts de la succession. Ce n'était pas l'avis de la jurisprudence (Caen, 2 avril 1873, S. 1874, 2, 18) qui prétendait que ce droit était spécial à la veuve, et ne pouvait être étendu aux héritiers. Il nous faut attendre la loi du 9 février 1916 pour trancher cette question : Cette loi est venue, en effet, ajouter un paragraphe à l'article 25 de la loi de Germinal ainsi conçu : « Au « décès d'un pharmacien, la veuve, les enfants ou « héritiers pourront continuer de tenir son officine « ouverte pendant un délai qui, en aucun cas, ne « pourra dépasser une année à compter du lende- « main du décès, aux conditions... etc. »

La loi de 1916, comme l'arrêté du Thermidor an XI, limite ce droit à une année; mais il résulte d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 15 février 1873 (D. P. 1873, 2, 63) que le Préfet peut, avant l'expiration de l'année, accorder à la veuve (actuellement à tous les héritiers) une prorogation de délai, à condition que cette prorogation soit demandée avant l'expiration du premier délai d'un an.

Il faut que la veuve, ou les héritiers, présentent, comme gérant, à l'agrément de la Faculté, un étudiant en pharmacie majeur (l'arrêté de l'an XI exigeait même qu'il soit âgé de 22 ans), titulaire de huit inscriptions de scolarité; ceci afin que la pharmacie soit gérée par quelqu'un de compétent. De plus, les héritiers doivent proposer un pharmacien diplômé qui sera responsable, afin de surveiller et de diriger le gérant. Ce pharmacien peut être déjà titulaire

d'une autre pharmacie. La Faculté donne simplement son avis, et c'est le Préfet qui accorde l'autorisation demandée.

La loi n'a admis que cette seule dérogation, néanmoins, il nous semble qu'il y aurait lieu d'appliquer des dispositions analogues au pharmacien, lui-même, lorsqu'une raison majeure (maladie grave) l'empêche de diriger personnellement son officine. La loi ne prévoit pas ce cas, les tribunaux sont muets sur cette question, mais ce mutisme s'explique par le fait que les inspecteurs des pharmacies sont humains et comprennent les situations, qu'ils conseillent, tout d'abord le pharmacien ou sa famille sur les mesures à prendre avant de dénoncer la tenue irrégulière de la pharmacie.

B. — Pharmacies non ouvertes. Mutualistes. Hôpitaux et cliniques.

La Cour de Cassation (31 mai 1862, D. P. 1862, 1, 493; 17 juin 1880, D. P. 1880, 1, 353) a fixé les limites de la règle d'après laquelle un individu, non reçu pharmacien, ne pouvait avoir même la simple propriété d'une officine. Elle a décidé que cette règle ne s'appliquait qu'aux officines ouvertes. Et elle a estimé qu'une pharmacie, achetée par une société de secours mutuel, pour son usage exclusif, et où les médicaments ne sont livrés qu'aux membres de l'association, lesquels sont en même temps co-propriétaires de la pharmacie, ne constituent pas une officine ouverte, dans le sens de la législation de la matière. Elle a également décidé qu'il en était de même pour les officines établies à l'intérieur des hospices, et cela, non seulement en ce qui concerne le débit intérieur des médicaments, mais encore en ce qui concerne le débit extérieur.

Mutualistes. — Peut-on admettre encore de nos jours ces dérogations à la loi de Germinal? Car, dans ces dérogations, on a perdu de vue, en ce qui concerne les pharmacies mutualistes tout au moins, l'idée directrice des lois sur la pharmacie: c'est-à-dire l'intérêt des malades. Si le législateur a exigé que le pharmacien soit à la fois le propriétaire et le gérant de sa pharmacie, c'est, d'une part pour éviter qu'il ne fasse de sa profession un but de spéculation, et d'autre part, pour que son intérêt soit de satisfaire sa clientèle, de gagner sa confiance en prenant l'intérêt du malade. Le malade mutualiste se trouve, sur ce point, désavantagé par rapport à son semblable, le malade non mutualiste: Quelle est l'organisation des pharmacies qu'ont ouvertes, si l'on peut ainsi dire, les sociétés de secours mutuels, en application de la loi du 1^{er} avril 1898? M. Carol, pharmacien à Mauguio, dans son article qui a pour titre « une question d'actualité » (*Bull. S. E.*, mars 1933) écrit : « Le législateur de 1898 a agi d'après un tout autre « esprit. Ici, le pharmacien, choisi et payé par un « conseil d'administration, n'est plus qu'un organe, « sans doute indispensable, mais toujours secon- « daire. Il perd son indépendance pour se fondre « dans une collectivité... C'est ainsi que l'on voit ap- « paraître pour la première fois le pharmacien fonc- « tionnaire. » Le pharmacien est un véritable fonctionnaire, à la solde des propriétaires de la pharmacie, mais ce sera un fonctionnaire, responsable seulement vis-à-vis de la loi, et non vis-à-vis de ses « patrons », car pour eux, « leur pharmacien » n'est là que parce que la loi exige la présence d'un pharmacien, qui n'est donc qu'un prête-nom, d'un genre différent. Etant un prête-nom, il exigera des préparateurs qui seront moins intéressés à la bonne marche

de la pharmacie que les préparateurs propriétaires dans les autres cas de prête-nom, et qu'il ne surveillera pas, ou pour ainsi dire pas, son seul mot étant « pas d'histoire ». Le client, peu lui importe qu'il soit ou non satisfait, puisqu'il est obligé de revenir, et que personnellement, qu'il y ait beaucoup de clients ou fort peu, son traitement sera toujours le même.

La pharmacie mutualiste, telle qu'elle est organisée par la loi de 1898, paraît être un danger public, le malade n'y est point considéré, son intérêt est secondaire.

Loin de moi l'idée de nier aux sociétés de secours mutuels leur utilité sociale et leur droit d'accorder à leurs membres la gratuité des médicaments dont ils peuvent avoir besoin ! Mais l'adhérent mutualiste n'aurait-il pas intérêt à ce que la société lui laisse le libre choix du pharmacien, adoptant le mode de paiement admis, soit par les sociétés dans les communes où ne se trouve pas encore de pharmacies spéciales, soit par les caisses d'assurances sociales ?

Le mal, hélas, est loin de se guérir, il aurait tendance au contraire à s'étendre. La loi du 5 avril 1928, créant les assurances sociales, a bien admis le libre choix du pharmacien ; mais les partisans de la mutualité ont cru à la faillite prochaine de leur pharmacie, et ont obtenu que les assurés sociaux, membres d'une société de secours mutuel, se servent à la pharmacie mutualiste. Au congrès de Reims tenu en 1933, les unions de société de secours mutuel ont émis plusieurs vœux : la fondation de pharmacie mutualiste partout où c'est possible, et surtout « qu'elles » puissent fournir tout le monde, dans les mêmes « conditions, moyennant une cotisation annuelle ».

Je ne crois pas possible qu'on puisse admettre de

voter semblable réforme. Tout au contraire, je crois avoir montré que l'intérêt des mutualistes eux-mêmes serait, pour reprendre les termes d'un vœu présenté par les étudiants en pharmacie de Montpellier. « Que « l'exercice de la pharmacie soit enlevé à la mutua- « lité. »

Hôpitaux, cliniques. — « Il a été de tout temps fort « difficile de limiter les droits respectifs des apothi- « caires, des pharmaciens et des hôpitaux. » (Bou- vet, Les pharmaciens d'Alençon). Cette difficulté existe encore de nos jours. Cependant, on ne saurait refuser aux hôpitaux le droit que leur donne la loi de posséder leur pharmacie pour la fourniture des médicaments aux indigents hospitalisés chez eux ou qui viennent s'y faire consulter, mais à la condition, évidemment, que cette pharmacie soit gérée au moins par un étudiant en pharmacie, interne ou externe, sous la surveillance et la direction d'un pharmacien diplômé.

A cette difficulté est venue s'en ajouter une autre : la délimitation des droits des hôpitaux et des cliniques médicales.

« Depuis un certain temps, écrit M. Fleury, Pro- « fesseur Honoraire (*Bull. S. E.*, mai 1934), et plus « ça va, plus le mal s'étend, les cliniques médicales « s'organisent à la façon des hôpitaux et possèdent « sinon une pharmacie proprement dite, mais un « dépôt de médicaments. Or cette pratique est inad- « missible, même si ce dépôt est géré par un phar- « macien. Seuls, aux termes de la loi du 7 août 1931, « les hôpitaux et hospices sont admis, avec l'autori- « sation préfectorale, à installer une pharmacie pour « les besoins de l'établissement. La loi ignore les cli- « niques, celles-ci sont contraintes de s'approvision- « ner chez un pharmacien de la localité où elles sont

« établies et cela *au fur et à mesure* de leurs besoins. » Voilà la question bien tranchée: Que les cliniques ne s'arrogent pas un droit qui n'est réservé qu'aux hôpitaux.

M. le Ministre de l'agriculture a répondu ainsi à une question que lui avait posée, le 18 mars 1933, M. le Sénateur Bersez: « Une clinique médicale ne peut préparer, vendre et débiter à ses malades en traitement des médicaments simples ou composés ou des spécialités pharmaceutiques, lorsqu'elle est installée dans une commune où il existe une pharmacie, même s'il y a un pharmacien attaché à l'établissement. » (*Bull. A. G.*, 15 octobre 1933). La même réponse avait été faite à M. Paul Faure (*Argus des pharmaciens*, 15 mai 1933).

Reprenant les termes de M. Boudin, nous dirons que « la pharmacie ne doit être exercée que par des pharmaciens. Légalement, une maison de santé doit passer par l'intermédiaire d'un pharmacien, pour s'approvisionner des produits médicamenteux, alors qu'elle a le droit de se procurer directement, auprès des fabricants, les produits de pansements. »

★★

Le principe posé par la loi de Germinal, d'après lequel un pharmacien diplômé, seul, peut, et doit, être à la fois propriétaire et gérant d'une pharmacie, est général. Les seules exceptions prévues par la loi ont été édictées en faveur tout d'abord de la veuve et des héritiers du pharmacien décédé, ensuite, et la nécessité de cette dérogation est contestable, des sociétés de secours mutuels, enfin des hôpitaux, mais des seuls hôpitaux, en tant que les médicaments sont destinés à des indigents qu'ils ont en traitement, et non des cliniques.

CHAPITRE III

ELEMENTS DU DELIT D'USURPATION DU TITRE DE PHARMACIEN

L'article 259 du Code pénal, ne prévoyait pas l'usurpation des titres professionnels. Cette lacune était regrettable et les inconvénients en avaient été depuis longtemps signalés. Aussi la loi du 26 mars 1924 est intervenue pour protéger les titulaires du diplôme contre les usurpateurs et le public contre ces sortes de fraudes.

La loi pose un principe général qui s'applique à toutes les professions actuellement réglementées, donc à la pharmacie.

Il faut, pour que cet article soit applicable, que l'auteur ait pris le titre de pharmacien sans avoir droit à ce titre, c'est à dire sans avoir été reçu suivant les formes établies par la loi de Germinal an XI. On devrait assimiler au non diplômé, dans l'état actuel de la jurisprudence, le pharmacien qui, ayant terminé ses études, n'a pas encore l'âge de 25 ans, car, nous l'avons vu, il ne peut entrer en possession de son diplôme.

En interprétant respectivement l'article 16, l'âge de 25 ans est exigé pour être reçu pharmacien. Or, nul ne peut prendre le titre s'il n'est pas reçu dans les formes exigées. Mais il est d'usage de faire subir les épreuves définitives aux candidats avant qu'ils aient l'âge de 25 ans, et de conserver leur diplôme jusqu'à ce qu'ils aient atteint cet âge. Il semble donc qu'ils puissent prendre le titre de pharmacien, dès que la Faculté les a déclarés reçus pharmaciens, avant mêm-

me qu'ils aient 25 ans. La jurisprudence n'a pas eue à se prononcer sur ce point, et nous ne savons comment elle résoudrait la question, aussi est-il prudent, tout de même, de s'en tenir à l'interprétation stricte de la loi, et d'assimiler à ce cas la jurisprudence actuelle sur l'exercice de la pharmacie par un pharmacien âgé de moins de 25 ans révolus.

Il faudra, en outre, que l'auteur de cette usurpation ait agi avec intention coupable. La question est de savoir si l'intention existe dès que celui qui s'est servi de ce titre savait qu'il n'en avait pas le droit, ou s'il est au contraire nécessaire qu'il ait voulu s'attribuer les pouvoirs ou les avantages attachés à ce titre. En ce qui concerne le port illégal de costume, M. Garraud opine pour cette dernière interprétation. Il est certain qu'il ne suffit pas d'avoir sciemment pris le titre, mais nous pensons toutefois qu'il suffit que le prévenu ait su que son acte illicite pouvait porter atteinte à la dignité et au prestige de ce titre.

Le seul fait d'avoir pris, en connaissance de cause, le titre de pharmacien sans y avoir droit, constitue le délit d'usurpation de titre, peu importe le mobile qui a guidé l'inculpé.

Quel est le caractère de ce délit ? En le comparant au délit de port illégal de décoration, prévu et puni par le même article 259, nous en concluons que c'est un délit continu qui consiste dans un état d'action, et non pas seulement dans un fait. C'est même, ajouterons-nous, un délit successif, en ce sens que l'intervention de son auteur est nécessaire pour en assurer la continuité.

Au cas de délit successif, la jurisprudence admet qu'après une première condamnation, une nouvelle poursuite pourrait être intentée en vue d'une nouvelle condamnation, tant que le délinquant s'obstine

à prolonger l'état délictueux; ce renouvellement de poursuite serait impossible au cas où le délit serait permanent.

La prescription de ce délit, ainsi que celle du délit d'exercice illégal de la pharmacie qui est aussi un délit continu et successif, ne peut commencer à courir que du jour où l'état de chose délictueux a pris fin.

SECTION II

REPRESSION DES ATTEINTES AU MONOPOLE

CHAPITRE PREMIER

CONSTATATION DES DELITS ET POURSUITES TENTATIVE

§ I. — CONSTATATION

Nous lisons, dans le bulletin de l'Association Générale du 15 février 1933, page 59: « Le concours médical ayant demandé à notre distingué confrère L. G. Toraude des précisions sur le service de l'inspection en pharmacie, nous reproduisons ci-dessous la réponse qui a été faite, celle-ci nous paraissant de nature à intéresser beaucoup d'entre nous.

«
« 6° Ils veillent à l'application de la loi de Germinal sur l'exercice de la pharmacie, surveillent l'exercice illicite..., etc. »

Les inspecteurs en pharmacie ont donc le droit, et le devoir, de constater les infractions à la loi de Germinal, et notamment le délit de l'exercice illégal de la pharmacie. L'article 29 de la loi de Germinal, modifié par la loi du 25 juin 1908, qui est une combinai-

son des anciens articles 29 et 30 est ainsi conçu : « En
« vue d'assurer l'application des lois et règlements
« en vigueur sur l'exercice de la pharmacie... notam-
« ment de vérifier la bonne qualité des produits et
« de rechercher la *fabrication et le débit sans auto-
« risation légale* des préparations ou compositions
« médicinales... ».

Si les pouvoirs des Inspecteurs des pharmacies n'ont pas été modifiés par la loi du 7 février 1933, sur la liberté individuelle, en ce qui concerne le prélèvement des échantillons en vue de la répression des fraudes, il en est autrement ici. Cette loi vient, en effet, entraver singulièrement leur action. Jusqu'alors, ils n'avaient besoin d'être assistés d'un commissaire de police, ou du maire, que pour inspecter un établissement signalé par le Préfet. Seul le commissaire de police pouvait procéder à une perquisition dans les locaux autres que l'officine. Il était déjà difficile pratiquement de constater les infractions à la loi, telles que l'exercice illégal de la pharmacie. Mais depuis la loi du 7 février 1933, les perquisitions ne peuvent être faites que par le juge d'instruction, et, en cas de flagrant délit seulement, par le Procureur de la République ou l'un de ses auxiliaires. Ce n'est donc qu'au cas de flagrant délit que le commissaire de police, auxiliaire du Procureur de la République, pourra effectuer une perquisition ou une saisie. Hors ce cas, les commissaires de police ne peuvent qu'effectuer des saisies sur commission rogatoire du juge d'instruction. Il faut donc une instruction déjà ouverte, et encore ne peuvent-ils saisir que les objets strictement énumérés dans la commission rogatoire. L'inspecteur des pharmacies ne pourra rapporter que son témoignage comme preuve et il lui sera impossible d'éviter la disparition des preuves matérielles.

Heureusement que le droit commun est également applicable, en ce qui concerne la constatation de ce délit. La Cour de Cassation, dans son arrêt du 25 novembre 1926 (B. Crim., n° 271, p. 511) dit: « Attendu « qu'en modifiant les articles 29, 30 et 31 de la loi du « 21 Germinal an XI, la loi du 25 juin 1908, et les « décrets rendus sur son exécution les 5, 6 août 1908 « et 4 juillet 1921, ont exclusivement pour objet la « réorganisation du service d'inspection des phar- « macies, drogueries, etc., et la détermination des « règles qui devraient être suivies lors des inspec- « tions;

« Que loin d'imposer des formes spéciales pour la « recherche et la constatation des délits et contra- « ventions réprimés par la loi du 21 Germinal an XI, « et relevés en dehors des visites des commissions « administratives, la loi du 25 juin 1908 et les dé- « crets précités qui ont suivi ont expressément spé- « cifié que les pouvoirs des officiers de police judi- « ciaire demeuraient réservés et que la preuve des « infractions constatées en la matière, par les dits « officiers, pourrait être établie par toutes les voies « du droit commun. »

De même, le délit peut être constaté par exploit d'huissier, à la requête soit de l'un des pharmaciens lésés, soit même du président du syndicat, ès qualités. Cependant nous devons reconnaître que ce procédé est souvent voué à un échec, les délinquants sont gens méfiants et ne délivrent souvent les médicaments qu'à des personnes qu'ils connaissent et qui ne les trahiront pas, même s'ils étaient questionnés par l'huissier ou un commissaire de police à leur sortie du magasin, ayant, caché au fond de leur poche, un de ces produits dont la vente ne peut être faite que par un pharmacien.

Il est donc pratiquement très difficile de constater le délit d'exercice illégal de la pharmacie.

Quant au titre d'usurpation du titre de pharmacien, étant prévu par le Code pénal et non par une disposition particulière, c'est un délit de droit commun auquel seront applicables, sans restrictions, les règles de droit commun concernant la constatation du délit et les poursuites.

§ II. — RÈGLES APPLICABLES A LA POURSUITE DE CES DÉLITS

Ici, le droit commun est applicable sans restrictions pour les deux délits. L'action publique est mise en mouvement par le Procureur de la République, sur dénonciation, ou plainte de la partie lésée, ou après réception du procès-verbal soit de l'inspecteur des pharmacies, soit du commissaire de police.

L'action publique peut, également, être mise en mouvement, en suite d'une constitution de partie civile soit du, ou des, pharmacien lésé, en son nom personnel, soit du président du syndicat du lieu où le délit a été commis, au nom de ce syndicat. La jurisprudence a, en effet, reconnu aux syndicats de pharmaciens le droit de se porter partie civile dans les affaires d'exercice illégal. « Attendu, dit l'arrêt de la « Cour de Grenoble du 19 janvier 1902 (G. P. 1903, « 1, 390) que les pharmaciens pouvaient donc revendiquer le bénéfice de la loi du 21 mars 1884; que « leur association est licite et dotée de la personnalité morale, et qu'ils ont, par suite, le droit d'intervenir dans tous les litiges intéressant le bon ordre, « la dignité et les intérêts matériels de leur profession ». Et la Cour de Cassation (11 janvier 1913, G. P. 1913, 1, 558) a jugé: « Attendu que le jugement

« dont les motifs sont adoptés par l'arrêt attaqué et
« le dit arrêt déclarent que le fait par les deman-
« deurs d'avoir exercé illégalement la pharmacie a
« eu, pour résultat, de porter atteinte aux prérogati-
« ves de la profession de pharmacien considérée à
« un point de vue général et de causer un préjudice
« direct et actuel aux intérêts collectifs de la corpo-
« ration des pharmaciens à laquelle la loi accorde
« un monopole, et que le syndicat est chargé de dé-
« fendre...; que, par suite, dans ces conditions de fait
« et de droit, l'allocation de dommages-intérêts au
« syndicat des pharmaciens, partie civile, se trouve
« légalement justifiée. »

Ces poursuites seront dirigées, tant à l'encontre du non diplômé qui aura exercé la pharmacie, qu'à l'encontre du pharmacien diplômé qui, par son diplôme, aura essayé de cacher l'exercice illégal, nous voulons dire du prête nom, ou qui lui aura fourni les médicaments afin de lui permettre de perpétrer ce délit. Le prête nom est considéré comme complice : « Attendu
« ...que, par suite, C... s'est bien rendu coupable du
« délit d'exercice illégal de la pharmacie en fournis-
« sant le moyen de le commettre ». (Bordeaux, 22
avril 1932 — déjà cité). Le fournisseur du délinquant est aussi complice : « Attendu que Le G... savait per-
« tinement que la dame C... ne possède pas le di-
« plôme de pharmacien et savait également que les
« préparations médicamenteuses étaient destinées
« à être revendues par sa cliente, qu'il est inadmissi-
« ble, en effet...; Que, dans ces conditions, la préven-
« tion de complicité relevée contre Le G... est pleine-
« ment établie ». Par application des articles 59 et
suivants du code pénal, le complice sera puni des mê-
mes peines que l'auteur principal.

Le coupable et son complice, pourront être traduits

devant le tribunal correctionnel sur citation directe; ils pourront faire l'objet d'une information du juge d'instruction; mais la procédure spéciale du flagrant délit n'est pas applicable au délit d'exercice illégal de la pharmacie. La peine prévue pour le délit est, en effet, comme nous allons le voir, une simple amende, et par ce fait, la détention préventive se trouve impossible, puisque, même avant la loi de 1933, elle n'était possible que si le fait imputé « emportait la peine « de l'emprisonnement ou une peine plus grave ».

La procédure des flagrants délits sera, par contre, applicable au délit d'usurpation du titre de pharmacien qui est réprimé, par l'article 259 du code pénal, d'une peine d'emprisonnement. Cependant, si le Procureur de la République préfère, dans ce cas, la voie de l'instruction, la détention préventive ne sera possible que si l'inculpé n'a pas de domicile certain en France ou a déjà été condamné pour crime ou à plus de trois mois sans sursis pour délit de droit commun. Le mandat de dépôt du juge d'instruction devra être motivé. Cette détention préventive n'est pas définitive : Au bout de 5 jours, le juge d'instruction devra, pour la maintenir, rendre une ordonnance de maintien en détention, valable pour 15 jours. Ce délai expiré, la liberté provisoire sera de droit à moins que la Chambre du Conseil, instituée par la loi du 7 février 1933, ne prolonge la détention, pour un mois. Jusqu'à la clôture de l'information, qui rend la détention provisoire définitive, la Chambre du Conseil devra, tous les mois, statuer sur le maintien en détention. A tout moment, le détenu peut réclamer, malgré ce, sa mise en liberté provisoire à la juridiction saisie, juge d'instruction pendant tout le cours de l'instruction, tribunal correctionnel après la clôture de l'information.

Pour être punissable, le délit d'exercice illégal doit être consommé. En effet, la loi de Germinal an XI, pas plus que la déclaration Royale de 1777, ne prévoient la tentative de ce délit, et l'article 3 du code pénal dispose que « les tentatives de délits ne sont « considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi ». Néanmoins, le délit est consommé même si la vente n'a pas été effectuée, la mise en vente, l'exposition ou la détention en vue de la vente dans les magasins ou officines étant assimilées à la vente elle-même.

L'article 259 du code pénal ne prévoyant pas, non plus, la tentative du délit d'usurpation de titre, ce délit devra également être consommé pour être punissable.

CHAPITRE II

SANCTIONS

§ I - PEINES APPLICABLES AU DELIT D'EXERCICE ILLÉGAL.

La loi de Germinal n'édicte pas la peine encourue pour infraction à la défense portée par l'article 25 d'exercer la profession de pharmacien sans diplôme. Elle n'édicte de peine qu'en ce qui concerne l'exercice illégal commis par un épicier ou un droguiste (art. 33), la sanction est alors une amende de 500 frs, et en ce qui concerne l'interdiction de vendre des médicaments sur les foires et marchés (art. 36), ce délit étant puni, conformément à la loi du 29 Pluviose an XIII, d'une amende de 25 à 600 francs, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de 3 à 10 jours.

En l'absence d'une pénalité spéciale, dans l'article 25, contre ceux qui exerceraient sans diplôme la profession de pharmacien, il avait été décidé, dans un premier système, qu'il devait être suppléé à ce défaut de sanction par l'application des peines de police établies par l'article 606 du code du 3 Brumaire an IV, aujourd'hui l'article 471 - 15° du code pénal, édictant une amende de 1 à 5 francs, la vente des médicaments se trouvant placée sous la surveillance de la police municipale, suivant les lois des 19-22 juillet 1791 et 16-24 août 1790 (Seine, 19 juin 1908, G. P. 1908, 1, 709).

Mais ce système dût être écarté, car il était inadmissible que l'exercice illégal de la pharmacie ne soit puni que d'une amende de 1 à 5 francs, alors que la sanction frappant l'épicier ou le droguiste qui se trouvaient dans le même cas est de 500 francs.

Un autre système emprunte la sanction à l'article 36 de la même loi, interprétée par la loi du 29 pluviôse an XIII (Paris, 3 août 1850, D. P. 1851, 2, 171). Cet article ne peut cependant être ainsi généralisé, il ne vise que certaines ventes de médicaments, dans les foires et marchés, et non, d'une manière générale, l'exercice illégal de la pharmacie.

L'article 25 demeurera-t-il alors sans sanction ? Nul ne le pense. Il est à remarquer, à cet égard, que la loi de Germinal disposait, dans son article 30 ancien, qu'en cas de contravention aux prescriptions de cette loi, relative à l'exercice de la pharmacie, il devait être procédé, contre les contrevenants, conformément aux lois antérieures. Mais, objectera-t-on, l'article 30 a été modifié par la loi de 1908, le nouvel article 30 a trait à l'organisation de l'inspection des pharmacies et ses dispositions anciennes ont été incorporées dans l'article 29 nouveau qui ne contient plus ce renvoi aux dis-

positions antérieures. Est-ce que le législateur de 1908 a voulu abroger cette disposition, ou cette disparition est-elle le résultat d'un simple oubli ? Rien ne permet de supposer qu'il s'agit d'un désir de supprimer la sanction à l'article 25, aussi, estimons-nous, qu'il s'agit d'un simple oubli. Par ailleurs, nous avons l'article 484 du Code pénal qui spécifie que « dans toutes « les matières qui n'ont pas été réglées par le présent « Code et qui sont régies par les lois et règlements « particuliers, les Cours et Tribunaux continueront à « les observer ». De là, on a conclu que l'article 25 s'en est référé virtuellement à la déclaration du 25 avril 1777 portant règlement pour la profession de la pharmacie et de l'épicerie, déclaration dont la loi de Germinal a reproduit la plupart des dispositions, et qui est restée en vigueur, n'ayant pas été abrogée expressément, dans toutes celles de ses dispositions auxquelles il n'a pas été dérogé. La jurisprudence, même après la loi de 1908, a continué à appliquer la déclaration de 1777 à l'exercice illégal de la pharmacie : Le Tribunal correctionnel de Vienne, par jugement du 7 décembre 1932, confirmé en appel (*Bull. A. G.*, 15 mai 1933), a condamné le sieur G..., « convaincu « d'exercice illégal de la pharmacie, délit prévu par « les articles 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril « 1777, 25 et 33 de la loi de Germinal an XI, et ré- « primé par l'article de la déclaration susvisé... ». Le Tribunal correctionnel de la Seine est aussi de cet avis : « Attendu que, dans ces conditions, le délit « d'exercice illégal de la pharmacie, prévu par l'ar- « ticle 25 de la loi de Germinal an XI et sanctionné, « aux termes de la jurisprudence, par la déclaration « du 25 avril 1777, est constant » (2 mars 1928, G. P. 1928,1, 605).

L'article 6 de la Déclaration du Roi du 25 avril 1777

est ainsi conçu : « Défendons aux épiciers et à toutes « autres personnes, de fabriquer..., sous peine de cinq « cent livres d'amende, et plus grande s'il y échoit ». Toutefois, comme il est contraire, aux principes de notre législation, d'accorder au juge le droit d'infliger une peine illimitée, le chiffre de 500 francs (la livre ancienne équivalant au franc actuel), minimum fixé par la déclaration de 1777, doit être également considéré comme un maximum qui ne saurait être dépassé.

La condamnation d'un individu pour exercice illégal de la pharmacie entraîne la fermeture de son officine, qui doit être prononcée. Mais cette fermeture n'est pas, à proprement parler, une peine, elle serait plutôt considérée comme l'interdiction de se livrer à un acte reconnu illégal. Elle peut être ordonnée aussi bien sur les réquisitions du ministère public que sur la demande de la partie civile à titre de réparation du dommage causé.

§ II. — MESURE DE CETTE PEINE

Circonstances atténuantes. — Sous l'empire du Code pénal, les circonstances atténuantes ne pouvaient être accordées à l'individu prévenu d'exercice illégal de la pharmacie. Le décret du 27 novembre 1870, qui a modifié l'article 463 du Code pénal, permettait l'octroi des circonstances atténuantes aux prévenus d'un délit prévu et puni par le Code pénal, il n'était donc pas possible de les accorder aux prévenus d'un délit prévu par une loi spéciale, notamment du délit d'exercice illégal de la pharmacie. Ce n'est que la loi du 29 décembre 1928 qui a permis l'octroi des circonstances atténuantes aux prévenus de délits prévus par des lois spéciales, en modifiant ainsi l'article 463 : « Sauf

« disposition contraire expresse, dans tous les cas où
« la peine est celle de l'emprisonnement ou de l'a-
« mende, si les circonstances paraissent atténuantes,
« les tribunaux correctionnels sont autorisés, même
« en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement au-
« dessous de 6 jours, et l'amende même au-dessous
« de 16 francs ». Autrement dit, avec l'octroi des cir-
constances atténuantes, c'est l'arbitraire du juge qui
est rétabli, — avec cette assurance, pour le prévenu,
que le juge ne peut dépasser le maximum légal, —
puisqu'il peut prononcer même une peine de simple
police.

Sursis. — La loi du 26 mars 1891 a permis d'accor-
der, à un condamné primaire, qu'il soit sursis à l'exé-
cution de sa peine. Cette loi est générale et s'applique
à toutes les condamnations à l'emprisonnement ou à
l'amende. Il s'ensuit qu'elle est applicable au cas
d'exercice illégal de la pharmacie. Pour pouvoir bé-
néficier du sursis, le condamné doit n'avoir jamais été
antérieurement condamné à une peine de prison pour
crime ou délit de droit commun, ou à une peine plus
forte. Une condamnation précédente à l'amende ne
fait donc pas obstacle au sursis.

Primitivement, le sursis était prévu pour les peines
d'emprisonnement, pour lesquelles il est plus utile, et
ce n'est qu'à la suite d'une méprise qu'il fut étendu à
l'amende.

Le délai du sursis est de cinq ans. Si, pendant cette
période, le condamné n'a encouru aucune peine, d'em-
prisonnement, pour un fait commis postérieurement à
la première condamnation, la condamnation avec sur-
sis est considérée comme non avenue. Mais si, au
cours de ce délai, il a commis un autre fait pour le-
quel il est condamné à une peine de prison, il devra
subir la peine prononcée avec sursis, sans que celle-

ci puisse se confondre avec la peine nouvellement prononcée.

Non cumul des peines. — Le Code d'instruction criminelle, dans son article 365-2°, formule ainsi la règle du non cumul des peines : « En cas de conviction de « plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte « sera seule prononcée ». Cette règle qui s'applique au délit d'exercice illégal de la pharmacie, demande quelques mots d'explication. Il paraît inexact de dire, en effet, que la peine la plus forte sera seule prononcée : lorsque les divers crimes ou délits font l'objet de poursuites différentes, chaque jugement doit prononcer une peine, ordonnant en outre la confusion de cette peine avec celles précédemment prononcées pour les autres délits, si l'article 365 est applicable, c'est-à-dire si les faits motivant la seconde condamnation sont antérieurs au premier jugement. Puisque plusieurs peines sont prononcées, la loi paraît ainsi violée ; cependant il est unanimement admis que, dans ce cas, il ne peut en être autrement.

La question est plus délicate, et les avis sont partagés, lorsque les diverses infractions font l'objet d'une seule procédure. Dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il serait utile, semble-t-il, de prononcer les différentes peines applicables aux diverses infractions, et d'ordonner, par la même décision, que seule la plus forte sera subie. Tel n'a pas été l'avis de certains auteurs et de la jurisprudence qui, après avoir déclaré (Cass., 13 juillet 1888, D. P. 1888, 1, 445) que « l'effet de la confusion des peines n'est « pas d'enlever aux peines confondues leur existen-
« ce propre et leurs conséquences légales, mais uni-
« quement de déterminer que l'exécution en aura lieu
« simultanément avec elle, de la peine la plus forte », s'est rangé à l'interprétation littérale du texte.

Il serait nécessaire, me semble-t-il, dans l'intérêt même de la répression, de modifier le texte de l'article 365, et de décider que seule la peine la plus forte sera « subie ». Néanmoins, dans l'état actuel de la législation, il nous faut admettre, avec la jurisprudence, qu'au cas de poursuite unique, seule la peine la plus forte sera prononcée. Cependant, la Cour de Cassation est d'avis (Crim., 2 juillet 1927, S. 1929, 1, 37) qu'une peine d'emprisonnement ne peut se cumuler avec une peine d'amende.

Récidive. — Mais si des poursuites ont été engagées à l'occasion de faits commis après que la première condamnation est devenue définitive, la règle du non cumul des peines ne peut plus recevoir son application, il y a au contraire récidive. La première condamnation n'a pas été assez forte pour amender le coupable, il serait donc nécessaire de prononcer une peine plus forte que la première. Mais les divers cas de récidive punissable prévus par le Code pénal exigent des condamnations à une peine d'emprisonnement. Même la petite récidive, de la loi du 28 mars 1891, exige, comme premier terme, une peine à un an, ou au-dessous, d'emprisonnement, et, comme deuxième terme, un délit puni d'emprisonnement, identique au premier. Puisque le délit d'exercice illégal de la pharmacie n'est puni que d'une peine d'amende, et qu'une aggravation de la peine n'est pas spécialement prévue par les différentes lois qui répriment ce délit, comme la loi du 29 pluviose an XIII, le délinquant, qui sera poursuivi pour exercice illégal de la pharmacie, ne pourra se voir reprocher, en vue d'une aggravation de sa peine, une condamnation antérieure pour le même fait ; tout au plus si la récidive pourra motiver le refus des circonstances atténuantes.

§ III. — PEINES APPLICABLES AU DÉLIT D'USURPATION
DE TITRE.

MESURES DE CETTE PEINE

La sanction applicable au délit d'usurpation de titre est prévue par l'article 259 du Code pénal : Ce délit est réprimé par une peine d'emprisonnement de 6 mois à 2 ans. Sur ce point, l'application de ce texte ne présente aucune difficulté.

C'est, avons-nous dit, un délit de droit commun, prévu par le Code pénal ; par suite, toutes les règles de droit commun concernant l'application des circonstances atténuantes, l'octroi du sursis, le non cumul des peines et l'aggravation de peine provenant de l'état de récidive trouveront leur application ici.

§ IV CUMUL IDÉAL D'INFRACTIONS

La règle que nous avons exposée du non cumul des peines s'appliquera au cumul idéal d'infractions, comme elle s'applique au cumul réel. Il y a cumul idéal d'infractions quand un fait unique peut constituer plusieurs infractions, selon le point de vue auquel on se place. Ainsi, dans le cas qui nous occupe, un individu non diplômé s'est rendu coupable du délit d'exercice illégal de la pharmacie, mais il peut également avoir commis une infraction aux lois sur les substances vénéneuses, ayant fait le commerce de ces substances sans être pharmacien, et sans avoir fait la déclaration exigée par le décret du 14 septembre 1916, cette déclaration pouvant appeler l'attention sur lui et faire découvrir la situation dans laquelle il se trouvait. Il peut encore avoir commis une infraction à la loi du 25 avril 1895 pour avoir, n'étant pas pharmacien, délivré au public des sérums thérapeutiques et autres

produits analogues. Il a encore, dans notre exemple, usurpé un titre qu'il n'avait pas, en se faisant passer pour pharmacien.

L'individu qui s'est rendu coupable, en exerçant illégalement la pharmacie, de ces infractions, pourra être poursuivi pour tous ces chefs d'inculpation, et le tribunal ne prononcera, alors, qu'une seule peine, la plus forte de celles prévues par les diverses lois. Le Tribunal de La Roche-sur-Yon (*Pharmacie Moderne*, 20 mai 1932) avait inculpé un sieur H... « d'avoir exercé illégalement la profession de pharmacien...; d'avoir, en outre, contrevenu aux dispositions de la loi du 12 juillet 1916 et aux articles 2 et suivants du décret du 14 septembre 1916 en exposant et en mettant en vente des substances énumérées aux tableaux A et B annexés à ces décrets sans en avoir, au préalable, fait la déclaration à la mairie ».

CONCLUSION

REFORMES NECESSAIRES

ORDRE DES PHARMACIENS. LIMITATION

REPARTITION

Nous avons dû reconnaître qu'il était pratiquement très difficile de constater l'exercice illégal de la pharmacie, sous ses différentes formes; sur ce point, la législation qui régit actuellement la pharmacie paraît insuffisante.

Par ailleurs, la responsabilité pénale, tant au point de vue commercial qu'au point de vue technique, qui pèse sur les épaules du pharmacien, est écrasante : la moindre inattention lui ouvre la voie de la correctionnelle, et même de la prison ; s'il n'est condamné qu'à une peine d'amende, c'est la ruine pour lui.

De plus, le pharmacien se sent isolé dans la vie ; il lui manque la considération à laquelle il aurait droit à raison même du rôle qu'il joue dans la société : « Quel beau rôle, disait M. Vavasseur, jouent « donc médecins et pharmaciens qui, se plaçant au-
« dessus des rivalités qui amoindrissent les hommes,
« s'évertuent, au sein de leur profession, de rétablir
« la santé de ceux qui souffrent, afin de leur mieux
« prouver de quelle fragilité est faite leur existence,
« de quel esprit d'entr'aide mutuelle doit s'alimenter
« leur raison, lorsque sonne l'heure de lutter contre
« la maladie » (Discours prononcé le 26 avril 1933 à

la Fédération Internationale de Pharmacie, *Bull. A. G.*, 15 mai 1933).

Le pharmacien se plaint, avec raison, de cette déconsidération de la part du public, pour qui le pharmacien n'est qu'un commerçant « tenant boutique, « achetant, débitant et vendant avec bénéfice digne « des apothicaires si malicieusement fustigés par une « réputation tenace, méritée peut être par les empires « riches des siècles passés, mais qui ne saurait atteindre ceux qui, aujourd'hui, sont munis d'un diplôme d'Etat, attestant la valeur des études supérieures qu'il sanctionne » (Discours de M. Trapier, Evian, 5 juin 1932, *Bull. A. G.*, 30 juin 1932). Certes, être commerçant n'est pas une indignité, mais le pharmacien se plaint par cela même de ce que, sous la poussée des mœurs nouvelles, la pharmacie a parfois tendance à s'orienter vers des méthodes faisant une trop grande abstraction de son caractère scientifique. Cependant, ne peut-on pas dire que cette considération, le pharmacien l'a perdue par sa faute ? N'est-ce pas l'existence de pharmacies, dites commerciales, et même, paraît-il, des « Uniprix pharmaceutiques », qui contribue à faire croire que le pharmacien n'est qu'un commerçant ? N'est-ce pas aussi cet abus de réclames, parfois charlatanesques, que certains pharmaciens font, soit dans leurs vitrines, qui font ressembler la pharmacie à un bazar, soit par la voie des journaux, voire même par la voix du speaker de certains postes de T. S. F. ? Comment reconquérir cette considération ? « Je crois, pour ma part, « dit M. le Professeur Astruc, que pour arriver à conjurer la crise présente traversée par la profession « pharmaceutique, crise qui tend à s'accroître et « laisse entrevoir les perspectives les plus douloureuses, il est nécessaire de bien s'imprégner de cette

« idée fondamentale que l'exercice pharmaceutique « est, avant tout, un service d'intérêt public » (Congrès de Montpellier 1933, *Bull. S.-E.*, juin 1933, p. 194). C'est précisément ce caractère de service d'intérêt public qui nous a amené à admettre certaines dérogations au droit commercial en faveur des pharmaciens.

Si la pharmacie présente ce caractère de service d'intérêt public il est bon de la protéger efficacement contre ceux qui exercent illégalement la pharmacie, ainsi que contre ces « brebis galeuses » (prête-noms, colporteurs et autres) qui se mêlent aux pharmaciens honnêtes. Seul, un Ordre des pharmaciens, semblable à l'Ordre des avocats, lui permettra d'atteindre ce but, et, par là, de lui faire regagner le rang social auquel elle a droit.

Mais, nous dira-t-on, il existe déjà des syndicats groupant les pharmaciens ; ces syndicats pourraient montrer leur existence, exercer leurs pouvoirs à l'égard de ce que nous avons appelé les « brebis galeuses ». Hélas, les pouvoirs d'un syndicat sont bien faibles, il n'a aucune autorité sur ses membres qui, à la moindre réprimende, n'hésiteront pas à démissionner. De plus, la grande majorité de ces fauteurs de trouble ne prennent même pas la peine de demander leur inscription à un syndicat, qui les gênerait dans leur action. Et les syndicats en sont réduits à rechercher, par les faibles moyens dont ils disposent, les cas répréhensibles afin de les dénoncer à la justice, et de se porter partie civile si les intérêts sont en jeu. Il serait préférable de lui donner des moyens d'agir plus efficaces, ce qui ne peut être fait qu'en votant l'Ordre des pharmaciens.

En tout cas, il faut une nouvelle législation, un statut nouveau de la pharmacie « dont la charte vieillie, « malgré les retouches partielles survenues depuis

« Germinal an XI, n'est plus en harmonie avec l'état
« actuel de la pharmacie et ne répond plus complè-
« tement à nos besoins ». Mais, une bonne législation,
pour être complète et salubre, devra réaliser un
équilibre harmonieux et stable des diverses tendances
de la profession. Car le développement excessif du
côté matériel et commercial de la pharmacie abouti-
rait à l'abaisser et à en abandonner, finalement, l'exer-
cice au premier venu pour le plus grand dommage de
la santé publique. Tandis que si on encourage l'élé-
ment moral et scientifique de la profession, le phar-
macien sera de plus en plus utile à la société, et celle-
ci, en retour, lui accordera sa confiance et sa consi-
dération (Rapport de MM. A. et Louis Astruc, Fédéra-
tion du Sud-Est, 15 mai 1932, *Bull. A. G.*, 31 août 1932).

Voilà le but de cet Ordre des pharmaciens, qui est
réclamé par l'Association Générale : « L'Ordre des
« pharmaciens a été plus que jamais au sommet de
« nos préoccupations », lisons-nous dans le compte-
rendu de la séance du 3 juillet 1933 (*Bull. A. G.*, 15
juillet 1933). Il contribuera, par l'obligation dans la-
quelle il mettra le pharmacien à observer les princi-
pes de déontologie professionnelle, à la moralisation
de la corporation. En effet, un syndicat n'a pas l'auto-
rité suffisante pour régler ces questions de discipline
professionnelle, il ne peut qu'exclure le membre du
syndicat, mais le mal n'est pas enrayé. Seul un Ordre,
ou une Chambre de discipline, aura cette autorité.
D'ailleurs, l'Ordre des pharmaciens a été réclamé
également par certaines Chambres de Commerce : le
21 mai 1929, la Chambre de Commerce de Marseille
envoya aux pouvoirs publics un vœu en faveur de
l'institution d'un Ordre des pharmaciens.

M. le Docteur Amat, député, a fait voter, par la
Commission d'Hygiène de la Chambre, un texte de

loi organisant l'Ordre des pharmaciens. Ce texte a été déposé sur le bureau de la Chambre le 31 mars 1932, mais il ne put être voté avant la fin de la législature, les Chambres s'étant séparées dès le 1^{er} avril. Cependant, M. Amat, qui a été réélu dans sa circonscription, ne perd pas confiance : il prétend que l'Ordre des pharmaciens a été ajourné, il n'a pas été retardé indéfiniment.

« Le souci de la Commission d'Hygiène dans la discussion de l'Ordre des pharmaciens, dit M. Amat dans son rapport à la Chambre, a été de considérer la pharmacie uniquement comme profession libérale, délaissant le côté commercial de la profession, inspections, litiges commerciaux, etc... — En votant l'Ordre des pharmaciens, vous donnerez à la pharmacie la possibilité de maintenir très élevés l'honneur et la dignité de la profession ». Et M. Amat conclut : « Nous ne voulons pas la division du corps pharmaceutique, mais nous voulons au contraire le servir en l'aidant à maintenir la profession dans un cadre moral très élevé, suivant ses vieilles traditions de science et d'honneur ». L'Ordre des pharmaciens ne vise donc que le côté libéral de la pharmacie.

Voici, d'après le projet de M. Amat, quelle sera l'organisation de la pharmacie :

Tous pharmaciens exerçant la pharmacie doivent être inscrits au tableau d'un Ordre de pharmaciens, sous peine d'être poursuivis pour exercice illégal de la pharmacie. L'Ordre est établi dans le cadre départemental, le tableau est déposé à la Préfecture et au Parquet Général. Il est administré par un Président, assisté d'un Conseil. Président et Conseil sont élus par l'Ordre, conformément aux dispositions de l'article 5 du projet. Le Conseil statue sur les demandes d'ins-

cription au tableau, il veille au maintien, chez tous les membres de l'Ordre, des principes de probité et de désintéressement, ainsi qu'à l'obligation des devoirs professionnels; il s'occupe des questions intéressant l'exercice de la profession.

Le projet règle ensuite les pouvoirs personnels du Président, représentant de l'Ordre. Le Conseil siègera en Conseil de discipline pour poursuivre et réprimer les plaintes qui lui seront adressées, les fautes commises par les pharmaciens. Il pourra prononcer certaines peines disciplinaires; l'avertissement, la réprimande, l'interdiction temporaire pour une année au plus, et enfin, la radiation du tableau de l'Ordre, entraînant l'impossibilité de se faire inscrire à un autre Ordre. Les questions de procédure sont réglées par le projet. Le pharmacien qui aura fait défaut pourra former opposition à la décision par défaut, il pourra également, ainsi que celui qui aura été condamné contradictoirement et le Procureur de la République, dans tous les cas, interjeter appel, dont l'état est suspensif, et qui sera porté devant la Cour d'Appel composée de deux conseillers et 5 pharmaciens, ayant voix délibérative. Les décisions de la Cour d'Appel sont susceptibles de pourvoi en Cassation dans les conditions du droit commun. L'exercice de l'action disciplinaire ne fait pas obstacle à l'application du droit commun en matière répressive. Le pharmacien radié de l'Ordre ne pourra être relevé de son incapacité que par une nouvelle décision du Conseil de discipline qui aura prononcé la radiation. Il ne pourra présenter requête aux fins de relèvement de déchéance que 5 ans au moins, après sa condamnation, ou après un premier rejet d'une précédente requête.

Si l'on veut mettre de l'ordre dans la profession, il ne suffit pas de créer un Ordre des pharmaciens, il

faut que les officines soient réparties judicieusement sur le territoire. Il faut donc la limitation et la répartition des pharmacies. Sur ce point, il n'y a qu'à se rapporter à la législation spéciale de l'Alsace et de la Lorraine où le principe de la limitation est en vigueur. Il résulte d'un rapport de M. Cuony, Président de la Société Suisse de Pharmacie, aux réunions de Grenoble des 7 et 8 juillet 1934 (*Bull. A. G.*, 1934), que c'est en France que le nombre des pharmacies, par rapport au nombre d'habitants, est le plus grand : En Autriche, on compte une pharmacie pour 10.500 habitants, en Allemagne, on en compte une pour 9.400. En Suisse, une pour 5.000 habitants, et en France, on en compte une pour 3.500, et même dans les villes, on peut en compter une pour 2.500 habitants, et même moins.

La limitation du nombre des pharmacies pourrait, à la rigueur, résulter de l'Ordre des pharmaciens et du vote de la proposition de loi sur la répartition des pharmacies. Mais il importe de ne pas perdre de vue ces deux projets.

La proposition de loi sur la répartition des pharmacies (*Echo de la Presse*, 26 octobre 1933) a pour but de décongestionner les villes et de rétablir la pharmacie de campagne qui tend à disparaître. Si l'on songe que de 1928 à 1932, en 4 ans, le nombre des pharmacies de campagne a diminué de moitié ! Or, les bénéficiaires de cette diminution n'ont pas été les quelques pharmaciens qui sont restés à la campagne, mais leur propre meurtrier, les parasites de la profession, les propharmaciens et les colporteurs. Cette proposition sur la limitation prévoit que nul ne peut ouvrir une officine nouvelle de pharmacie, ou transférer son officine d'une localité dans une autre, s'il n'est muni du diplôme de pharmacien et s'il n'est

pourvu d'une autorisation accordée par le Préfet, sur avis conforme d'une Commission départementale de répartition des officines. Ce texte a été repris dans la proposition de loi tendant à compléter la loi du 21 Germinal, publiée dans *l'Echo de la Presse* du 13 décembre 1934, et fait l'objet d'un additif à l'article 25 de la dite loi. Cette proposition abandonne l'idée de limitation, ne voulant pas léser les droits acquis par les pharmaciens déjà installés ; mais ne pourrait-on pas adopter le principe de la limitation en prévoyant la fermeture des officines en surnombre par leur rachat par les pharmaciens de la même localité au moment de la mort ou de la retraite de leur titulaire ?

L'Association générale, dans son projet de loi, prévoyait l'autorisation directe du Ministère de la Santé Publique.

Quoi qu'il en soit, la pharmacie souffre d'un mal interne, le seul remède qui puisse le guérir est le vote rapide des divers projets que nous connaissons. D'abord, l'Ordre des pharmaciens proposé par la Commission d'Hygiène de la Chambre, adopté par l'Association Générale soutenu à la Chambre par MM. Amat et Blaise, et au Sénat par M. Savignol. Puis la limitation, et une juste répartition des officines sur le territoire ; enfin la réforme de la loi de Germinal pour la rendre conforme aux nécessités actuelles.

Le vote de ces divers projets est réclamé par l'Association Générale, par tous les pharmaciens, même ne faisant pas partie de ce groupement, ainsi que par les étudiants en pharmacie. Nous voulons espérer que les Chambres, débarrassées du souci du budget et des grands projets de loi sur les vins et sur le blé, ainsi que de la réforme de leur règlement, pourront consacrer une de leur séance à ces projets. M. Blaise nous a déjà assuré que pas un de ses collègues de la Cham-

bre n'avait formulé d'objection contre le projet de l'Ordre des pharmaciens; que tous ceux auxquels il en a parlé, quelles que fussent leurs opinions générales, ont été d'accord pour approuver les idées contenues dans le travail de M. Amat. Si le Parlement est favorable à l'idée d'un Ordre des pharmaciens, il n'y a aucune raison de croire qu'il refuse le vote de la limitation, ou tout au moins de la répartition. Et nous pouvons espérer que bientôt les pharmaciens auront satisfaction, que leur profession sera réglementée comme elle doit l'être. En même temps, ils sentiront leur responsabilité pénale plus douce à supporter, sachant que pour des fautes plutôt professionnelles que purement pénales, ils seront jugés par leurs pairs et que les peines qu'ils pourront encourir seront plus en rapport aux fautes commises.

Vu :

Montpellier, le 6 Février 1935

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,

A. LEGAL.

Vu :

Montpellier, le 7 Février 1935

LE DOYEN,

G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer,

Montpellier, le 8 Février 1935.

LE RECTEUR,

TAILLART.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GENERAUX

- CUCHE. — Précis de droit criminel, 1932.
DALLOZ. — Code pénal annoté, appendice, sous loi du
21 Germinal an XI.
DORVAULT. — L'officine, 1910.
GARRAUD. — Précis de droit criminel, 1926.

II. — OUVRAGES SPECIAUX

Traités :

- BAUDOT. — Etudes historiques sur la pharmacie en
Bourgogne avant 1803. *Thèse*, 1905.
BONNET (L.). — Le but, élément constitutif du délit.
Thèse, 1934.
BOUVET. — Les apothicaires d'Alençon. *La Pharmacie
Française*, 1931.
GARRAUD et LABORDE-LACOSTE. — La répression de la
propagande anticonceptionnelle, Aix-en-Provence.
IRISSOU. — Les épiciers apothicaires et les poivriers de
Montpellier dans le cadre communal du moyen
âge. *Bulletin des Sciences pharmacologiques*, août-
septembre 1931.
LE POITTEVIN. — Dictionnaire formulaire des Parquets
et de Police judiciaire, 1928. Supplément, 1^{er} juil-
let 1933.
MILLIAT. — La cocaïne devant la loi pénale. *Thèse*, 1925.
NARODETZKI. — Le remède secret, 1928.
RENARD. — Le droit de la profession pharmaceutique,
1928.

REVEL. — La répression des fraudes dans le domaine pharmaceutique. *Thèse*, 1923.

SCHNEIDER. — De l'indivisibilité de la propriété et de la gérance dans les officines pharmaceutiques, 1927.

VOLTAIRE. — Le siècle de Louis XIV, Chapitre XXVI.

Périodiques :

Action Pharmaceutique (L'). — Revue mensuelle du syndicalisme médical et pharmaceutique.

Annales Coopératives et Pharmaceutiques (Les). — Revue mensuelle.

Argus des Pharmaciens (L'). — Journal bi-mensuel.

Bulletin de l'Association Générale des Syndicats Pharmaceutiques de France et des Colonies. — Revue bi-mensuelle.

Bulletin de la Chambre Syndicale de la Seine. — Revue.

Bulletin de la Fédération des Pharmaciens du Sud-Ouest et du Centre. — Revue mensuelle.

Bulletin de Pharmacie du Sud-Est. — Revue mensuelle.

COOPER. — Revue mensuelle professionnelle et commerciale.

Echo de la Presse (L'). — Journal hebdomadaire.

Evolution Pharmaceutique (L'). — Revue.

Gazette des Pharmacies (La). — Journal hebdomadaire.

Pharmacie Française (La). — Bulletin mensuel de l'Association amicale des Etudiants en Pharmacie de France.

Pharmaciens Libres (Les). — Journal bi-mensuel.

Publicodex. — Organe technique des laboratoires, revue mensuelle.

Revue Documentaire du Pharmacien (La). — Organe de la Fédération des Coopératives pharmaceutiques de France.

Revue des Spécialités (La). — Revue documentaire de la pharmacie moderne, mensuelle.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION. — Caractères et définitions de la Pharmacie	7
LIVRE PREMIER. — LA RESPONSABILITÉ DU PHARMACIEN CONSIDÉRÉ COMME UN COMMERÇANT....	13
<i>Chapitre Premier.</i> — Responsabilité purement commerciale	14
§ I. — Infractions à la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce	14
§ II. — Infractions aux dispositions concernant la tenue des livres de commerce	18
§ III. — La faillite. Ses conséquences au point de vue pénal, la banqueroute. Crimes et délits commis à l'occasion des faillites	20
<i>Chapitre II.</i> — Responsabilité commerciale atténuée ou aggravée dans l'intérêt des malades..	25
§ I. — Délit de spéculation illicite. Réglementation des prix	25
§ II. — Infractions au libre choix du client. Réquisitions. Service de nuit	32
§ III. — Infractions au libre choix du pharmacien	35
LIVRE SECOND. — LA PHARMACIE EN TANT QUE PROFESSION LIBÉRALE. RESPONSABILITÉ DÉCOULANT DE CE CARACTÈRE	37
SECTION PREMIÈRE. — <i>La responsabilité de droit commun</i>	40
<i>Chapitre premier.</i> — Avortement et propagande..	40
§ I. — L'avortement	40
§ II. — Provocation à l'avortement et propagande anticonceptionnelle	44

<i>Chapitre II.</i> — Le secret professionnel. L'Administration des Finances et le livre d'ordonnances	49
<i>Chapitre III.</i> — Fraudes et falsifications	58
§ I. — Diverses infractions prévues par la loi du 1 ^{er} août 1905	59
§ II. — Modifications apportées aux principes de la loi par l'existence du codex pharmaceutique.	63
§ III. — Cas où le pharmacien détenteur n'est pas le fabricant	66
§ IV. — Procédure de droit commun	68
§ V. — L'inspection des pharmacies	72
SECTION DEUXIÈME. — <i>Responsabilité technique</i>	79
<i>Chapitre premier.</i> — Erreur dans les préparations. Homicide et blessures involontaires	79
<i>Chapitre II.</i> — Délivrance d'un médicament sans ordonnance médicale. Sanction applicable à cette infraction. Conseils. Exercice illégal de la médecine. Double diplôme	84
<i>Chapitre III.</i> — Infractions aux lois sur les substances vénéneuses	90
§ I. — Réglementation	92
A. — Substances classées dans le tableau A...	94
1° Substances destinées au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture	94
2° Substances destinées à la médecine humaine ou vétérinaire	96
B. — Substances classées dans le tableau B...	99
C. — Substances classées dans le tableau C...	102
§ II. — Mesures de contrôle et de surveillance..	103
§ III. — Répression des infractions	104
A. — Caractère juridique de ces infractions..	104
B. — Infractions aux règlements	106
C. — Infractions spécialement prévues par la loi	107
D. — Dispositions communes à toutes les infractions	108
§ IV. — Critiques	109

<i>Chapitre IV. — Autres substances et objets prohibés ou soumis à une réglementation spéciale.</i>	112
§ I. — Les remèdes secrets	112
§ II. — Les sérums thérapeutiques	115
§ III. — La saccharine	118
§ IV. — Les biberons à tube	120
§ V. — Sucettes et tétines	120
§ VI. — Les thermomètres médicaux	121
 LIVRE TROISIEME. — LA PHARMACIE EN TANT QUE MONOPOLE. EXERCICE ILLÉGAL. USURPATION DE TITRE	 123
 SECTION PREMIÈRE. — <i>Eléments de ces délits</i>	 126
<i>Chapitre premier. — Exercice illégal consistant dans la détention et la vente des médicaments</i>	126
§ I. — De la notion de médicaments	126
§ II. — Interdiction à autrui de vendre des médicaments	132
A. — Principe. Article 25	132
B. — Epiciers et droguistes. Article 33	136
C. — Charlatans. Colporteurs. Article 36	139
D. — Herboristes. Article 37	147
§ III. — Dérogations à l'interdiction	154
A. — Médecins propharmaciens. Article 27 ..	154
B. — Vétérinaires	164
 <i>Chapitre II. — Exercice illégal consistant dans la propriété et la gérance de la pharmacie</i>	 166
§ I. — Principes. Le pharmacien seul propriétaire et gérant. Cumul d'officines. Cumul avec un autre commerce (non).....	166
§ II. — Application de ces principes aux sociétés	172
A. — Sociétés de droit. En nom collectif. En commandite. A responsabilité limitée. Anonyme. Avec autrui. Entre eux	172
B. — Sociétés de fait, Prête nom. Compérage.	177
§ III. — Exceptions aux principes	184
A. — Droits accordés à la veuve et aux héritiers	184

B. — Pharmacies non ouvertes. Mutualistes.	
Hôpitaux et cliniques	186
<i>Chapitre III.</i> — Éléments du délit d'usurpation du titre de pharmacien	191
SECTION DEUXIÈME. — Répression des atteintes au monopole	194
<i>Chapitre premier.</i> — Constatation des délits et pour- suites. Tentative	194
§ I. — Constatation	194
§ II. — Règles applicables à la poursuite de ces délits. Syndicats partie civile. Complicité. Tentative	197
<i>Chapitre II.</i> — Sanctions	200
§ I. — Peines applicables au délit d'exercice illé- gal de la pharmacie	200
§ II. — Mesure de cette peine. Circonstances at- ténuantes. Sursis. Non cumul des peines. Récidive	203
§ III. — Peines applicables au délit d'usurpation de titre. Mesures de cette peine	207
§ IV. — Cumul idéal d'infractions	207
CONCLUSION. — Réformes nécessaires. L'ordre des pharmaciens. Limitation et répartition des pharmacies	209
BIBLIOGRAPHIE	219
TABLE DES MATIÈRES	221



